

d'Lëtzebuerger **Land**

WISO

Gütliche Trennung von Kirche und Staat

Wie sozialer Mietwohnungsbau Einnahmen für den Kirchenbetrieb auf Kosten Wohnungssuchender erzielt und warum die Gemeinden oder der Fonds du logement das so nicht können

L'usine face à l'invasion des barbares

Il y a cent ans la république : Les conseils ouvriers étaient une expérience unique de démocratie directe qui dura près de trois ans

Hipsters & prosumers, skaï & formica

Comment internet et la conscience écologique ont dynamisé le marché de la récupération et du vintage

Photo: Jessica Theis

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#02 66. Jahrgang 11. Januar 2019



5 453000 174663



19002

4,00€



Le paradis du *shabby chic* : le magasin de Nei Aarbecht à Helmdange (en haut) et dans ses ateliers de réparation (en bas), qui sont aussi une initiative sociale de remise au travail

Hipsters & prosumers, skaï & formica

josée hansen

L'homme a les cheveux gris, des mains d'ouvrier, un corps marqué par le travail. Il ouvre toutes les portes des grandes armoires, les vaisselières, les placards, les meubles de bureau, vérifie les charnières, les tiroirs. Elles ne valent que quelques dizaines d'euros pièce, même celles en chêne massif. Une dame plus vraiment jeune a plusieurs sacs Valorlux pleins de couvertures et de vêtements, pour passer l'hiver. Cela ne lui coûtera que quelques euros aussi. Ce mardi après-midi est on ne peut plus banal au magasin Nei Aarbecht à Helmdange, des gens peu fortunés venant s'équiper pour pas cher dans un magasin de récupération. L'initiative, fondée en 1986 sur le modèle d'Emmaüs France, est en premier lieu un projet social de remise au travail de personnes qui se sont éloignées pour une raison ou une autre (maladie, dépendance, séparation...) du premier marché, en leur proposant des formations de métiers artisanaux, comme menuisier ou électricien. Aujourd'hui, Nei Aarbecht, qui fait partie du réseau CNDS (Comité national de défense sociale), occupe une vingtaine d'employés spécialisés qui encadrent une quarantaine de demandeurs d'emploi.

« Au début, se souvient Raoul Schaaf, le directeur du CNDS, nous avons tout récupéré que les gens nous

« Il y a dix ans, quand j'allais chez Nei Aarbecht, j'y étais presque seule, raconte Isabelle Dicks, aujourd'hui, c'est plein à craquer tout le temps »

offraient ». Décès, déménagement ou vente d'un immeuble : les gens appelaient Nei Aarbecht, qui venait chercher les meubles, la vaisselle ou les appareils, faisait le tri et retapait ce qui pouvait l'être. Ce qui impliquait aussi d'énormes quantités de déchets, devenus non seulement encombrants, mais aussi très chers à éliminer : les frais à la déchetterie atteignirent entre 40 000 et 60 000 euros par an. « Il y a trois ou quatre ans, nous avons donc décidé de ne plus prendre que ce qui est encore fonctionnel », raconte Raoul Schaaf. Désormais, les experts de Nei Aarbecht viennent voir

les objets qu'on leur offre et n'emmènent plus que la partie utile. Les volumes ont diminué – à entre quatre et six camions de meubles et d'objets par semaine.

« Il y a dix ans, quand j'allais chez Nei Aarbecht, j'y étais presque seule, raconte Isabelle Dicks, aujourd'hui, c'est plein à craquer tout le temps ». Dicks (alcovedesign.lu) est costumière et designer pour le cinéma, où elle a travaillé sur une trentaine de films, comme *Colonia Dignidad* de Florian Gallenberger, *L'enquête* de Vincent Garenq ou *Never die young* de Pol Cruchten, et, de fil en aiguille, réalise aussi des ambiances et architectures intérieures, dont les plus visibles sont les restaurants syrien Chiche et afghan Back-Chiche à Hol-

lerich. Des restaurants dans le vent, non seulement parce qu'il s'agit de projets *pop-up* exploités par des réfugiés, dont les plats sont très appréciés, mais aussi pour les ambiances mêlant papiers-peints et effets modernes avec un mobilier et des luminaires vintage. « Pour moi, habiller des gens ou des murs, c'est la même chose, dit-elle, il faut toujours transposer une histoire et créer un dialogue entre les murs... Je cherche à sublimer les espaces. » Isabelle Dicks est donc une grande collectionneuse de meubles, d'objets design et de lampes de seconde main, qui ont une histoire, une patine et un prix abordable. Elle chine à Bruxelles, où elle habite en ce moment, sur les marchés aux puces où les prix restent imbattables – « celui du Jeu de balles est

toujours génial ! » – mais aussi chez Nei Aarbecht, sur place ou sur sa page Facebook.

Elle, qui aime dénicher ce qui va être à la mode l'année prochaine avant tout le monde, se trouve désormais de plus en plus en concurrence avec des hipsters et des jeunes qui ont une conscience écologique plus aigüe et achètent des meubles de récupération non plus uniquement par souci économique, mais beaucoup plus dans une approche anti-gaspillage. Dans une époque où le deuxième gouvernement successif à participation écolo promet à plusieurs endroits de son programme de coalition de décembre 2018 qu'il compte promouvoir l'économie circulaire et encourager « le modèle économique de 'prosumer' », il est



Le showroom de Rob Vintage à Hollerich regorge de meubles et d'objets design des années 1960, 70 et 80

Comment internet et la conscience écologique ont dynamisé le marché de la récupération et du vintage

Dans une société d'abondance comme le Luxembourg, où les gens croient nécessaire de remplacer leur cuisine intégrée après dix ans et de refaire le salon de fond en comble par la même occasion, l'état des meubles de récupération est souvent excellent

de bon ton d'acheter des meubles de récupération et de créer son intérieur en mélangeant les styles et les époques. Ce sont ces salons avec un mur peint en couleur, une table en formica dans la cuisine, des plantes grasses sur une table basse et des chaises et fauteuils dépareillés. La tendance a aussi atteint la restauration, bars et brasseries branchés.

« En fait, nous avons constaté qu'un certain nombre de nos meubles, ceux qui semblaient design, surtout des années 1950 ou 1960, que nous vendions à quelques dizaines d'euros chez nous, se retrouvaient très vite sur des sites de vente en ligne spécialisés à des multiples de ces prix », raconte Raoul Schaaf. Les marchands font leurs rondes et récupèrent tout ce qu'ils peuvent revendre ailleurs, en se faisant une marge. « Alors nous nous sommes dits que nous savions nous aussi faire cela », explique le directeur. L'association sans but lucratif avait déjà créé une sàrl pour la vente et se lance alors sur Facebook. Elle y publie des photos des pièces les plus modernes, avec description détaillée et des prix plus proches de leur vraie valeur, fixés avec l'aide de consultants bénévoles, designers ou amateurs éclairés. Le succès est fulgurant. Plus de 10 000 personnes ont abonné le service, quelques minutes après la publication des nouvelles entrées, les premiers amateurs ont apposé un « réservé » sous le post et Nei Aarbecht confirme avec un tampon « réservé » et le nom de l'acquéreur. Qui a alors une semaine pour venir chercher et payer l'objet en question. Cette semaine, cela allait de la tapisserie (acquise par Isabelle Dickes) en passant par des jeux de soldats de plomb ou les étagères murales en métal Tomado (très prisées en ce moment) jusqu'aux garnitures de chaises de café en bois ou de cuisine en

formica. « Notre objectif n'est pas de faire du bénéfice avec notre vente », explique le directeur, même si les 100 000 euros qu'elle a générés en 2018 sont les bienvenus pour financer les frais courants et contribuer à payer les employés de l'asbl. « Mais la vente sur Facebook nous a permis de toucher une autre clientèle, beaucoup plus vaste. Et comme les gens doivent venir chercher leur marchandise, ils découvrent alors le magasin, achètent peut-être encore de petites choses exposées, et, surtout, et ce n'est pas la moindre des choses, sont sensibilisés sur les problèmes sociaux qui subsistent dans notre société. »

Dans une société d'abondance comme le Luxembourg, où les gens croient nécessaire de remplacer leur cuisine intégrée après dix ans et de refaire le salon de fond en comble par la même occasion, l'état des meubles de récupération est excellent. Raoul Schaaf a souvenir d'avoir aidé lui-même à vider des maisons où les matelas étaient encore sous plastique ou d'avoir vu arriver des cuisines dont les appareils électroménagers avaient à peine servi. Le nouveau projet *Mateneen*, que le CNDP a lancé avec les offices sociaux régionaux, accompagne les plus fragilisés, notamment les femmes monoparentales en situation d'urgence, à meubler leur nouveau foyer, où ce mobilier de récupération de qualité trouvera une nouvelle vie. Le projet *Taba* collecte, nettoie, restaure et met à disposition des jeux et jouets, dont les familles autochtones se débarrassent en grandes quantités, l'âge des enfants avançant... Là encore, engagement social et écologique se rejoignent.

Si le géant de la seconde main Troc international, avec 115 magasins en France, Belgique, Suisse ou Es-



Au Chiche, restaurant décoré par Isabelle Dickes



pagne, est présent depuis longtemps au Luxembourg, de nouvelles initiatives ont récemment vu le jour dans le design vintage, comme Oddhouse Vintage, qui vend via son site Internet à l'esthétique très Pinterest ou Instagram, et est implantée au Warehouse à Gasperich, un site de *coworking*, sorte de Kreativfabrik 1535, mais en ville. À l'heure du *creative cluster*, où tout le monde est créatif, ou du moins *conscious* ou *aware*, aime les plantes et la récup, on appelle ce mélange entre agences de publicité, artistes et espaces de vente de design ou de mode « écosystème » et les espaces « pop up » ou « concept stores ». À la mi-mars, le *Salon du vintage* réunira une nouvelle fois cet écosystème à la Luxexpo.

Michèle Rob n'a pas découvert le mobilier design avec les réseaux sociaux ou dans les magazines branchés. Elle est véritablement tombée dedans quand elle était petite, ses parents ayant exploité le magasin d'ameublement et de design qui porta leur nom et qu'elle a repris : aujourd'hui Carré Rouge, route de Hollerich à Luxembourg. « Dès l'âge de trois ou quatre ans,

j'accompagnais mes parents à Milan, dans les usines des designers les plus reconnus », dit-elle. C'étaient les années 1960, dont elle connaît les classiques sur le bout des doigts. À la mort de ses parents, en 2010, elle récupère non seulement leur appartement, avec tout le mobilier d'époque, mais aussi des stocks regorgeant de bijoux design. Encouragée par les amateurs du genre, elle en fait Rob Vintage, avec un showroom au-dessus du magasin, où les meubles hauts en couleurs d'époque jouxtent les objets de décoration. « Ma clientèle, raconte-t-elle, est très diversifiée, allant de ceux qui ont toujours aimé ces styles des années 1960, 1970 et 1980, qui sont très à la mode aujourd'hui et en sont un peu nostalgiques, et de très jeunes, qui ont vu ces choses dans les maisons de leurs grands-parents et veulent y faire référence avec un objet clin d'œil. Présente sur les réseaux sociaux, elle y promeut un art de vivre et une esthétique, met en scène ce patrimoine pop avec beaucoup d'humour et de savoir-faire. Parmi ses clients, elle compte aussi des collectionneurs, et si l'objet est trop extravagant, elle le vend aux enchères à Paris.

Si, au Luxembourg, ce marché spécialisé dans le vintage est si petit que le Confédération du commerce ne dispose d'aucun chiffre sur son ordre de grandeur, il boome à l'international, la vente en ligne faisant même de l'ombre aux plus grands marchés aux puces de Bruxelles ou de Paris. Les styles peuvent être relancés par une série de télévision ou un film, sur un réseau social ou dans un magazine de décoration, mais sont souvent aussi dirigés par les galeries les plus influentes et les musées de design. Comme ce fut le cas d'Ettore Sottsass (1917-2007), dont le centenaire de la naissance a donné lieu à plusieurs expositions de son mobilier et de ses objets design postmodernes très colorés. « Sottsass est en train de revenir », constate aussi Michèle Roob. Comme quoi, le *Zeitgeist* et le marché vont très bien ensemble.

¹ *Prosumer* ou *prosommeur* est un néologisme inventé par le sociologue et futurologue américain Alvin Toffler (1928-2016) au début des années 1980, une contraction de *producer* et *consumer*, qui désigne la nouvelle responsabilité des consommateurs devant aussi être producteurs, actifs au lieu de passifs.

Transmettez.

En toute sérénité.



FLEXIVIE

Combinez les avantages de l'assurance vie et les opportunités des marchés financiers. Avec flexivie, vous optimisez la transmission de votre patrimoine et maîtrisez votre capital. Rendez-vous sur flexivie.lu ou chez **votre agent Foyer**.



Einfach für
Ihnen

Foyer.lu

Leitartikel

Wiltz ist Remich ist Esch-Alzette

Ines Kurschat

Das Entsetzen ist groß, nachdem ein Mann mit seinem Auto in Wiltz in eine Gruppe Menschen raste, in der sich neben anderen seine Ex-Frau und das gemeinsame zwei-jährige Kind befanden. Die Frau kam schwer verletzt in die Klink, das Kind verstarb wenig später, der Täter wurde von der Polizei festgenommen. Jetzt rätselt die Öffentlichkeit: Wie kann ein Mann, ein Vater dazu, eine solche Tat begehen?

Noch sind die genauen Umstände unklar, aber der Kontext ist, anders als manche glauben lassen, nicht so rätselhaft. Dass abgewiesene oder verlassene Männer zur Waffe greifen (hier: ein Auto) und die Ex-Partnerin – und gemeinsame Kinder – attackieren, kommt immer wieder vor. Im Juli starb in Remich eine 22-Jährige, nachdem ihr ehemaliger Lebensgefährte sie mit einem Messer angegriffen hatte. Zu Silvester 2017 überschüttete ein Mann seine Lebensgefährtin im Schlaf mit Benzin und zündete sie an. In Esch-Alzette richtete vor zwei Jahren ein 59-Jähriger seine von ihm getrennt lebende Frau mit sechs Pistolenschüssen regelrecht hin.

Schaut man die Statistiken zu häuslicher Gewalt, wird klar: Es vergeht kaum ein Tag, an dem nicht eine Frau von ihrem (Ex-)Partner angegriffen wird; manchmal, aber

das ist selten, geschieht es auch umgekehrt und die Frau schlägt zu. Doch statt die Ursachen zu analysieren, berichten Medien verharmlosend von „Familientragödie“, „tödlichem Beziehungsdrama“, „Mord im Affekt“ – und wenden somit den Blick weg vom Täter und seiner Gewalttätigkeit.

Studien belegen, Gewalt findet in allen sozialen Schichten statt. Es gilt aber auch: Je isolierter und patriarchaler die Beziehung ist, in der die Frau lebt, desto höher ist die Gefahr, dass sie Opfer sexualisierter und häuslicher Gewalt wird, die für manche tödlich endet. Am gefährlichsten ist für Frauen in Beziehungen der Moment der Trennung, wenn sie fortgeht und sich dem Einfluss des (Ex-)Partners entzieht.

Gesunde, gestandene Männer halten die mit einer Trennung erfahrene Zurückweisung aus – schwache Männer, die ihrer (Ex-)Partnerin kein eigenes Leben zugestehen, sie als Besitz betrachten, sehen nicht selten Einschüchterung, Belästigung und Gewalt als probate Mittel, um Wut und Aggression loszuwerden und das alte Machtverhältnis wieder herzustellen. Oder, wenn das nicht geht, als ultimative Strafe: Tod, nach dem Motto: Wenn ich sie nicht haben kann, dann auch niemand anderes.

Psychologen und Soziologen sprechen von „toxischer Männlichkeit“. Gemeint ist ein Männerbild, das von Dominanz, (sexueller) Potenz und Aggression geprägt ist, das von Männern implizit verlangt, sich zu behaupten. Verletzlichkeit zu zeigen und Probleme (rechtzeitig) zu besprechen, ist weniger angesagt. Opfer sind nicht nur Frauen: Männer neigen häufiger zu Depressionen, sie suchen bei psychischen Problemen seltener Hilfe, sie haben mehr Unfälle, sie wählen drastischere Methoden beim Suizid, weshalb sie damit öfters erfolgreich sind. Und sie sitzen häufiger in Gefängnissen.

Damit sich das ändern kann, muss das Problem klar benannt und darf nicht länger so getan werden, als handle es sich bei so blutigen Taten um extreme Aussetzer eines Einzelnen oder um eine Tragödie, die nichts mit Rollenvorstellungen und gesellschaftlichen Machtverhältnissen zu tun hat – und als gäbe es keine Handlungsalternativen. Es gibt Vorkehrungen, die die Gesellschaft treffen kann, um Frauen besser vor solcher Gewalt zu schützen: Bannmeilen und Kontaktverbote für Stalker im Strafrecht einführen, Eifersucht, häufiges Motiv bei Trennungstaten, wie Habgier und Rachsucht zu den niedrigen Beweggründen zählen, in Erziehung und Aufklärung immer auf ein gleichberechtigtes Miteinander und Einvernehmlichkeit setzen.

Premier Xavier Bettel (DP), der auch Kommunikations- und Medienminister ist, plädierte am Mittwoch beim Neujahrsempfang für die staatlich anerkannten Journalisten erneut für Qualitätsjournalismus als Bollwerk gegen Rechtsextremismus und *Fake news*. Er hütete sich aber, präziser zu werden, wie er das Pressehilfegesetz, den *Whistleblower*-Schutz und das gerade in Kraft getretene Informationszugangsgesetz zu reformieren gedenkt. Presseratspräsidentin und *Land*-Redakteurin Ines Kurschat nannte die Klage gegen *Radio 100,7* wegen eines Berichts über Sicherheitsmängel auf der Internet-Seite des Parlaments „die wohl größte Erschütterung der Pressefreiheit“ im vergangenen Jahr. *rh.*

blog

Personalien

Personalien

Personalien

Gesellschaft

Gesellschaft

Gesellschaft

Serge Wilmes, Frank Engel,

nationaler, beziehungsweise Europaabgeordneter, hatten bis Mittwochabend ihre Bewerbung für den Parteivorsitz der CSV eingereicht. Dass es der Partei nicht gelungen ist, sich im Vorfeld des Kongresses vom 26. Januar, wie gewohnt, auf einen einzigen Präsidentschaftskandidaten zu einigen, und keines der politischen Schwergewichte der Partei die Nachfolge von Marc Spautz antreten will, zeigt, wie beschädigt sie durch ihr erneutes Wahldebakel ist. Keiner der beiden Kandidaten gilt als Integrationsfigur der konservativen Volkspartei: Der hauptstädtische Schöffe und Historiker Serge Wilmes bekommt von der Parteirechten vorgeworfen, für das legislative Ausländerwahlrecht plädiert zu haben und als Mitglied der Dräkinneksgrupp die Partei zu spalten. Der ehemalige Parteifunktionär Frank Engel ist dem sozialen Flügel nicht geheuer, weil er als Sprecher des Cercle Joseph Bech radikalliberale Positionen vertrat. Unter dem Strich könnte die Kandidatur des in der Partei als überheblich geltenden Frank Engel die Akzeptanz des zuvorkommenden Serge Wilmes fördern. Der Abgeordnete, Bürgermeister von Kehlen und ehemalige Fernsehmoderator Félix Eischen kandidiert konkurrenzlos für die Nachfolge von Laurent Zeimet als Generalsekretär der Partei. *rh.*

Georges Sold,

Generalsekretär der Jeunesse socialiste, wurde am Samstag ohne Gegenkandidat aber von nur 21 der 32 Kongress-teilnehmer zum neuen Präsidenten der seit den Wahlen wieder ratlosen LSAP-Nachwuchsorganisation gewählt. Jimmy Skenderovic war vor zwei Monaten als Vorsitzender zurückgetreten, ebenso wie der Vorstand des JSL-Ostbezirks. In seiner Ansprache warf Georges Sold der Parteiführung vor, Kritiker „mundtot“ zu machen, die alten Mandatsträger wollten den Jungen ihren Platz nicht räumen. Die geplante Statutenreform soll von einem nächsten Kongress verabschiedet werden. *rh.*

Jean-Claude Juncker,

Präsident der Europäischen Kommission, hatte in einem Interview mit *Die Welt* Zweifel an der Fähigkeit der wenig rechtsstaatlichen rumänischen Regierung geäußert, den europäischen Ratsvorsitz am 1. Januar zu übernehmen. Nun muss er sich vorwerfen lassen, dass seine moralische Empörung sehr selektiv sei: Er kritisiere autoritäre Regierungschefs wie in Rumänien und Polen, wenn sie Sozialdemokraten oder Europäische Konservative und Reformen seien, und schone diejenigen Ungarns, Österreichs und Bulgariens, die seiner eigenen Europäischen Volkspartei angehörten. *rh.*

Dan Kersch,

Arbeitsminister (LSAP), kündigte diese Woche in einem *RTL*-Interview an, dass bereits dieses Jahr ein zusätzlicher Urlaubstag und ein neuer Feiertag am 9. Mai Gesetz werden sollen. Die entsprechende Entscheidung solle auf der Grundlage des Koalitionsabkommens bereits am heutigen Freitag im Ministerrat fallen. Dagegen wiegelte Premierminister Xavier Bettel (DP) gegenüber dem Wirtschaftsmagazin *Paperjam* ab, dass das nicht so schnell gehen soll. Er wolle nicht bestätigen, dass dies schon diese Woche auf der Tagesordnung des Kabinetts stehe (Foto: Emmanuel Claude/Sip). *rh.*



Sylvain Hoffmann,

beigeordneter Direktor der Saliariatskammer, ist seit dem 1. Januar neuer Direktor und wird Mitte des Jahres Nachfolger des bis dahin weiter amtierenden Direktors Norbert Tremuth. Sylvain Hoffmann arbeitet seit bald 20 Jahren zuerst für die Privatbeamten- und dann für die Saliariatskammer. *rh.*

Mitglieder verbrannt

Am morgigen Samstag hält der 1906 im Umfeld der Freidenker, Freimaurer und Arbeiterbewegung gegründete Einäscherungsverein Flamma seine Jahresversammlung ab. Der Verein, der bis 1972 dafür kämpfen musste, damit die Feuerbestattung der kirchlichen Grablegung gleichgestellt wurde, zählt heute 13 400 Mitglieder. Sie zahlen ein nach Eintrittsalter gestaffeltes Eintrittsgeld von 40 bis 1 845 Euro und einen Jahresbeitrag von 40 Euro, von denen ihre Familien Einäscherungskosten in Höhe von 1 375 Euro erstattet bekommen, wenn der Verstorbene von einem Unternehmen bestattet wurde, mit dem die Flamma eine Konvention unterzeichnet hat. Die Banalisierung der inzwischen auch ökologisch gerechtfertigten, mit Wald- und Wiesenstreuung mystifizierten und mit Urnen für Hunde und Katzen verkitschten Feuerbestattung führt dazu, dass der Verein Schwierigkeiten hat, Nachwuchs für seinen Vorstand zu finden. Seit 1906 wurden 14 480 Mitglieder verbrannt. *rh.*



Auf Rendez-vous



Seit Mittwoch können Arbeitsuchende, die sich beim Arbeitsamt einschreiben müssen, über Telefon 247-88888 oder Internet (www.adem.lu/inscription) einen Termin vereinbaren. Bei dieser Gelegenheit bekommen sie auch erklärt, welche Unterlagen sie mitbringen sollen. Auf diese Weise soll die Wartezeit der Arbeitsuchenden verringert und die Arbeitseinteilung bei der Adem verbessert werden. *rh.*

Noch ein Jahr zahlen

Mobilitäts- und Bautenminister François Bausch (Grüne) versprach am Donnerstag dem zuständigen parlamentarischen Ausschuss, dass er übernächste Woche das genaue Datum ankündigen wolle, wann Bahn und Bus nächstes Jahr kostenlos werden sollen und unter welchen Umständen. Für den 21. Januar hat der Minister zu einer Pressekonferenz über den Gratistransport eingeladen. *rh.*

Vigilnat-Übung

Drei Jahre nach dem Anschlag auf den Pariser Konzertsaal Bataclan simulieren Ordnungskräfte und Rettungsdienste am Samstag einen Einsatz gegen einen Terroranschlag in der Escher Rockhal und im Centre hospitalier Emile Mayrisch. An dem Manöver mit Sondereinheiten, Statisten, Rettungsfahrzeugen, Schüssen und Explosionen nehmen im Rahmen des Vigilnat-Plans über 1 200 Leute teil. Die Umgebung der Rockhal ist während des ganzen Tags für den Verkehr gesperrt (Foto: Martin Linster). *rh.*



Nachtrag

Der THC-Wert bei CBD-haltigen Produkten und Cannabisölen muss unter 0,3 Prozent (und nicht unter drei Prozent) liegen, damit sie nicht unter das Betäubungsmittelgesetz fallen (*d'Land*, 4.1.2019)

Wie sozialer Mietwohnungsbau Einnahmen für den Kirchenbetrieb und den Religionsunterricht zu erzielen hilft und warum den Gemeinden oder dem Fonds du logement das so nicht gelingen kann

Gütliche Trennung von Kirche und Staat

Peter Feist

Als CSV-Abgeordneter war Norbert Hauptert besonders aktiv in den Politikbereichen mittelständische Wirtschaft und Wohnungsbau. 2002 zum Beispiel war er parlamentarischer Berichterstatter für eine größere Reform des Gesetzes über die staatlichen Wohnungsbau-Beihilfen. Man konnte deshalb meinen, dass er wusste, wovon er sprach, als er am Morgen des 20. Dezember in der Sendung „Dossier vom Dag“ des *Radio 100,7* erzählte: „Die Kirchenfabriken haben nicht geschlafen. Es gibt Kirchenfabriken, die ganz viel Arbeit gemacht haben, die Projekte im sozialen Wohnungsbau gemacht haben, damit sie nachher Einnahmen bekommen können, um die Kirchen, die Katecheten, um das funktionieren zu lassen.“ Norbert Hauptert ist heute Verwaltungsratspräsident des *Kierchefong*, der zum 1. Mai 2018 die Rechtsnachfolge der Kirchenfabriken angetreten hat.

Wie sozialer Wohnungsbau helfen kann, das Funktionieren der katholischen Kirche zu finanzieren, die unter der vorigen liberalen Regierung vom Staat „getrennt“ worden war, ist eine interessante Frage. Wird sozialer Wohnungsbau doch staatlich stark bezuschusst. Besonders viel Geld kann es für „soziale Mietwohnungen“ geben. Gemeinden erhalten bis zu 75 Prozent der Kosten für Neubau oder Renovierung von Mietwohnungen aus der Staatskasse. 70 Prozent können es für die öffentlichen Bauträger Fonds du logement und Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) sein. Muss für Neubauten Bauland erworben werden, hilft der Staat ebenfalls. Die Ausgaben für Planungsstudien subventioniert er auch. Wohnungen, die zum Verkauf „à coût modéré“ bestimmt sind, können ebenfalls bezuschusst werden.

Gewinne sollen daraus möglichst nicht entstehen. Entstehen sie doch, müssen sie erneut in Sozialwohnungen investiert werden – das ist seit 1979 im Wohnungsbau-Beihilfengesetz vorgeschrieben. Eine weitere Regel lautet, dass über jedes einzelne Projekt eine Konvention zwischen Bauträger und Wohnungsbauministerium abgeschlossen werden muss. Sie soll unter anderem festlegen, wie das Ministerium die Verwendung der Zuschüsse kontrolliert. Beschränkt auf öffentliche Projekte ist das Beihilfenregime nicht, von Anfang an stand es auch für private offen. Allerdings dauerte es nach Inkrafttreten des Beihilfengesetzes zehn Jahre, ehe 1989 zum ersten Mal eine Immobilienfirma einen Zuschuss für den Bau von 54 Eigentumswohnungen erhielt. Und erst im Jahr 2000 wurden der Kirchenfabrik Echternach als damals erster zwei Mietwohnungen subventioniert.

Sollte das kleine Geheimnis von den Einnahmen aus dem sozialen Mietwohnungsbau für das Funktionieren der katholischen Kirche darin bestehen, dass die Kirchenfabriken beziehungsweise der *Kierchefonds* höhere Mieten verlangen als zum Beispiel der Fonds du logement? *Land*-Informationen nach zahlen Mieter in Apartments der Kirchenfabrik Hellingen bis zu 1 200 Euro im Monat. Und in den Wohnungen, die die Bartringer Kirchenfabrik zu bauen plant, sollen Mietpreise von um die zehn Euro pro Quadratmeter veranschlagt sein. Dass eine Kirchenfabrik nur zwei Mietwohnungen baut wie um die Jahrtausendwende die Echternacher, war bis 2014 üblich. Und es konn-



Eechels in Bartringen: Auf der grünen Wiese soll in zwei bis drei Phasen eine ganze Siedlung des Kioerchefong entstehen

ten Jahre vergehen, in denen kein einziges Vorhaben einer *Fabrique d'égglise* im staatlichen Subventionsprogramm auftauchte. Seit 2015 ist das anders: Nicht nur nahm die Zahl der Mietwohnungsbau-Vorhaben von Kirchenfabriken zu, die Projekte wurden auch umfangreicher. Im aktuell gültigen Subventionsprogramm, das der Großherzog am 1. August 2018 unterschrieb – so ein Programm hat den Rang einer großherzoglichen Verordnung –, stehen zehn Kirchenfabriken-Vorhaben über zusammengekommen 109 Mietwohnungen und sieben Studentenwohnungen. Besonders ausgeschlafen scheinen die Kirchenfabriken in Bettemburg und Bartringen zu sein: Für die Bettemburger stehen an drei Standorten insgesamt 55 Wohneinheiten im Subventionsprogramm, für die Bartringer Kirchenfabrik an einem Standort 32. Der Teilbebauungsplan (PAP) dafür lag bis Dienstag dieser Woche im Bartringer Rathaus zur öffentlichen Konsultation aus. Demnach könnte in drei Phasen eine ganze Siedlung auf der grünen Wiese entstehen und bei 32 Wohnungen nicht Schluss sein.

Werden auf diese Weise Einnahmen für die katholische Kirche generiert? Bauen öffentliche Träger staatlich bezuschusste Mietwohnungen, müssen sie den Mietpreis mit der Sozialmiete-Formel berechnen. Die ist in einer Verordnung festgelegt und ziemlich kompliziert. Erfasst wird die Zusammensetzung des Haushalts und seine verfügbaren Nettoeinkünfte. Bestimmt wird außerdem eine „gewichtete Fläche“: In sie gehen nicht nur die nutzbare Wohnfläche ein, sondern anteilig auch der zur Wohnung gehören-

de Keller, ein eventueller Balkon oder Garten sowie Anteile am *Espace commun* von Mehrfamilienhäusern. Hat das Gebäude einen Fahrstuhl, nimmt die gewichtete Fläche zu, hat sie nur einfach verglaste Fenster, nimmt sie ab.

Als der parlamentarische Ausschuss für Wohnungsbau am 2. Januar 2018 mit Fonds du logement und SNHBM über den öffentlichen Wohnungsbau diskutierte, bemerkte der SNHBM-Direktor, aus der Sozialmiete-Formel ergäben sich Mietpreise von durchschnittlich 3,43 Euro pro Quadratmeter. Das ist im öffentlich zugänglichen Protokoll der Sitzung nachzulesen. Konstruiert man ein Fallbeispiel, zeigt sich Ähnliches. Angenommen, ein kinderloses Paar, von dem der eine Partner den unqualifizierten Mindestlohn bezieht und der andere ein RMG von 800 Euro, bewohnt eine 82 Quadratmeter große Mietwohnung. Zur Wohnung gehören zehn Quadratmeter Balkon, fünf Quadratmeter Keller und fünf Quadratmeter Anteil am *Espace commun*. Nach der Sozialmiete-Formel hätte das Paar eine Monatsmiete von rund 430 Euro zu zahlen, 5,20 Euro pro Quadratmeter. In Wohnungen von Kirchenfabriken könnte fast doppelt so viel verlangt werden, oder?

Kierchefong-Präsident Norbert Hauptert erklärt, auch für die Mietwohnungen der Kirchenfabriken werde die Sozialmiete-Formel angewandt. „Und über jedes Projekt besteht eine Konvention mit dem Ministerium, die kontrollieren das!“, betont er gegenüber dem *Land*. Die Einnahmen, von denen er im *Radio*

In Sozialwohnungen von Kirchenfabriken kann die Quadratmeter-Miete bei zehn Euro liegen. In öffentlichen Wohnungen liegt sie im Durchschnitt bei knapp vier Euro

100,7 sprach, kämen zustande, weil Kirchenfabriken beziehungsweise *Kierchefong* auf eigenen Grundstücken bauten. „Nehmen wir an, eine Wohnung kostet eine halbe Million Euro, Grundstück inklusive“, rechnet Hauptert vor. Entfiele der Grundstückspreis, der in der Regel zwei Fünftel der Gestehungskosten ausmache, blieben 300 000 Euro, und bei 75 Prozent Staatsbeihilfe am Ende 75 000 Euro Kapitalaufwand. „Dafür kann man einen Kredit aufnehmen, der sich innerhalb von zehn Jahren zurückzahlen lässt. Zehn weitere Jahre wirft die Wohnung einen Nettogewinn ab.“ Dass Norbert Hauptert von zehn plus zehn Jahren spricht, liegt daran, dass staatlich subventionier-

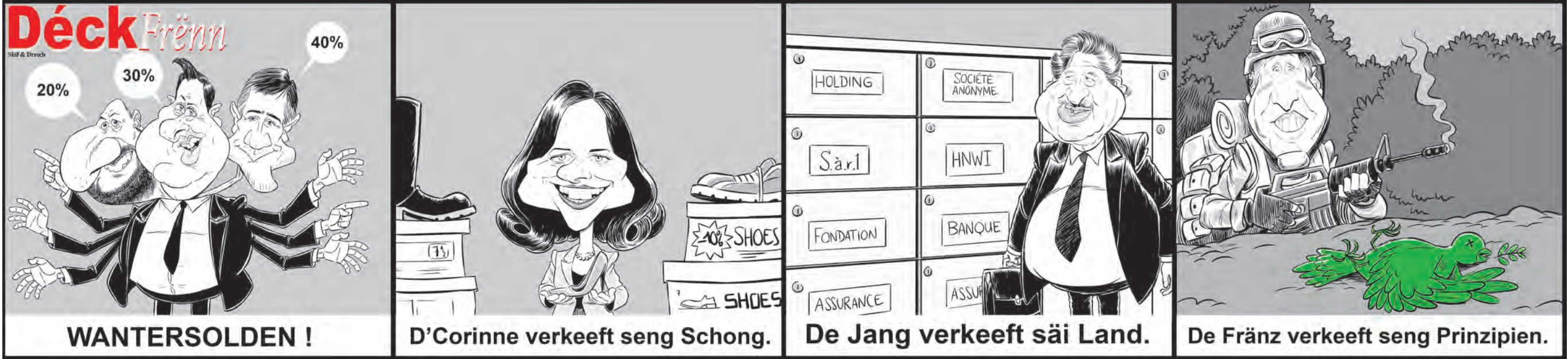
te Mietwohnungen nach 20 Jahren auf dem freien Markt verkauft werden dürfen. Fonds du logement und SNHBM dürfen das auch tun.

Doch auf die Frage nach den Mieten in den Wohnungen in Hellingen und wie sie in Bartringen geplant sind, räumt Hauptert ein: „Ich weiß das nicht, ich habe aber mal gehört, es könnten zehn Euro pro Quadratmeter gefragt werden.“ Genaueres wisse das Wohnungsbauministerium. „Die haben die Konventionen, und fließen für ein Projekt zu viele Zuschüsse, müssen sie der Staatskasse rückerstattet werden.“

Das Wohnungsbauministerium kann aber ebenfalls nicht sagen, wie hoch die Mieten in den Kirchenwohnungen sind. „Ich habe diese Zahlen nicht zur Hand, das müssten Sie die Kirchenfabriken fragen“, sagt Diane Dupont, Erste Regierungsrätin und Generalkoordinatorin im Ministerium. Sagen kann sie aber, dass Kirchenfabriken und mit ihnen alle privaten Bauträger die Sozialmiete-Formel nicht anwenden müssen. Doch offenbar kann das Ministerium bisher nicht richtig kontrollieren, ob die Subventionen richtig eingesetzt werden, wenngleich auch mit Kirchenfabriken oder *Kierchefong* Konventionen über jedes Projekt existieren: „Wir sind dabei, uns einen Mechanismus zu geben, um stichprobenweise zu kontrollieren“, sagt Diane Dupont. Die Kirchenfabriken-Projekte hätten erst unlängst „an Umfang zugenommen“. Als der Regierungsrat am 19. Dezember eine Aktualisierung des Subventionprogramms guthieß, die noch nicht in Kraft und auch noch nicht publik ist, sei „rund ein Dutzend“ weiterer Vorhaben in das Programm aufgenommen worden.

Weil Diane Dupont auch dem Verwaltungsrat des Fonds du logement vorsteht, kann sie die Frage beantworten, ob der Fonds aus der Sozialvermietung Nettogewinne erzielt: „Eher nicht, das liegt auf der Hand.“ Wie die Dinge liegen, profitieren die Kirchenfabriken demnach davon, dass für *Promoteurs privés*, die im sozialen Mietwohnungsbau aktiv werden, die Regeln weniger streng sind als für Gemeinden und öffentliche Träger.

Dabei können zehn Euro Quadratmeter-Miete nicht unsozial genannt werden: Vermietet die Agence immobilière sociale Wohnungen stellvertretend für Privatbesitzer, sind zehn Euro der Plafond. Auf dem freien Markt wird oft das Doppelte verlangt. Da mag es angehen, wenn Kirchenfabriken, aber auch ASBL oder Stiftungen, die als Privaträger Mietwohnungen bauen, zehn Euro berechnen. Der Unterschied ist nur, dass öffentliche Träger das nicht können. Und dass *Kierchefong* und Kirchenfabriken die Möglichkeiten, die das geltende Regelwerk bietet, offenbar ausnutzen, um den Kirchenbetrieb finanzieren zu helfen. „Natürlich wurde mit den Wohnungsbau-projekten die Konvention zur Abschaffung der Kirchenfabriken antizipiert“, sagt Norbert Hauptert. Bleibt abzuwarten, inwiefern die Regierung das Beihilfengesetz „grundlegend“ ändert. Im Koalitionsvertrag ist das vorgesehen. „Sozialwohnung“, aber auch „Location à coût modéré“, womit zehn bis zwölf Euro Quadratmetermiete gemeint sein sollen, würden erstmals klar definiert. Vielleicht wird dadurch am Ende auch die Trennung von Kirche und Staat klarer als heute. Und etwas weniger gütlich.





Kenn' Dein Limit

Ines Kurschat

„Mir war schwindelig und ich habe alles doppelt gesehen“, berichtet Miranda lachend, als sie sich die Brille vom Kopf nimmt und die Haare schüttelt. Die Brille und die damit verbundenen Gleichgewichtsübungen sind der Höhepunkt an diesem Dienstagmorgen in der Mehrzweckhalle des Lycée Nic Biewer in Düdelingen. Wer durch die Gläser blickt, erlebt die Welt dank eines besonderen Schliffs wie jemand, der oder die 1,8 Promille Alkohol im Blut hat: Geradeaus zu gehen, ist nur unter größter Anstrengung möglich, und selbst dann sieht der Gang torkelig und unbeholfen aus. Entsprechend herzlich wird gelacht.

Für eine Woche hat das Präventionsprojekt *Alkohol Limitiert* seine Stationen aufgebaut: Es stammt von den deutschen Pädagogen Agnes Weber und Heinz-Jürgen Vogelsang, seit vielen Jahren in der Drogenprävention tätig und in Luxemburg mittlerweile Stammgäste: Engagiert vom Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (Script) des Erziehungsministeriums im Bereich der schulischen Gesundheitsförderung bieten sie auf Sekundarstufen und in Grundschulen Aufklärung zu Sucht, wie Tabak und Alkohol, an. Im Durchschnitt trinken Jugendliche in Luxemburg im Alter von 15,9 Jahren ihr erstes alkoholisches Getränk. Knapp vier Prozent der 17- bis 18-jährigen Mädchen, die für die *Wohlbefindlichkeitsstudie* der Weltgesundheitsorganisation 2014 in Luxemburg befragt wurden, gaben an, bereits im Alter von elf Jahren zum ersten Mal Alkohol zu sich genommen zu haben, ein Viertel der Jungen und Mädchen war im Alter von rund 14 Jahren zum ersten Mal betrunken.

Vier Stationen sind es, die die Schüler in dieser Doppelstunde durchlaufen werden. Begleitet werden sie von als Moderatoren geschulten Lehrkräften. An der ersten Station, ein großer Tisch mit einem Spielbrett und überdimensionierter Spielfigur (eine Bierflasche aus Holz), lernen Schüler Mythen hinterfragen, die rund ums Thema Alkohol kursieren. Es ist ein Würfelspiel, bei dem die Spieler Felder vorrücken und Fragekarten aufdecken, die sie dann gemeinsam mit den Moderatoren diskutieren. Heute braucht es etwas Anlauf: Die Jungs und Mädchen der sechsten Klasse sind müde, sie hängen tief in ihren Sitzen. Als der Moderator jedoch die Frage vorliest, was kann beim Sex passieren kann, wenn man

zu viel getrunken hat, werden sie hellhörig. Schültern sagt eine: „Man könnte vergessen zu verhüten.“ Ein anderer: „Es könnte etwas daneben gehen.“ Der Moderator ergreift schließlich selbst das Wort: „Ja, oder es läuft gar nichts.“ Alkohol in großen Mengen zu sich genommen, könne die Erektionsfähigkeit beeinträchtigen. Kichern.

An einer anderen Station im hinteren Teil der Halle ist ein Computerbildschirm mit mehreren Kopfhörern aufgebaut. Hier zeigen die Moderatoren süffige Werbefilme. „Die Jugendlichen lernen, die Botschaften zu hinterfragen“, erklärt Vogelsang. Gerade wird laut gelacht: In einem Video soll einem ängstlichen Fallschirmschüler der Absprung schmackhaft gemacht werden – mit einem Kasten Leicht-Bier, den der Ausbilder aus dem Flugzeug wirft. Doch nicht er hechtet dem Bier hinterher, sondern der Pilot. Lustig sind sie, die Werbefilme, und ziemlich clever gemacht.

Suchtprävention gilt oft als langweilig oder belehrend und nimmt eher illegale Drogen wie Cannabis oder Ecstasy ins Visier. Dabei sind die gesundheitlichen Folgen übermäßigen Konsums von Alkohol gravierender als von beispielsweise von LSD oder Cannabis: Langfristig schädigt Alkohol nicht nur die Leber, auch das Gehirn und andere Organe werden durch Alkoholmissbrauch in Mitleidenschaft gezogen. Bei anhaltendem Missbrauch nehmen die Gedächtnisleistung und das Konzentrationsvermögen ab, das Urteilsvermögen und die Intelligenz werden massiv beeinträchtigt, bis hin zu irreversiblen Beeinträchtigungen. Außerdem ist Alkoholmissbrauch Auslöser für Krebserkrankungen und die Wahrscheinlichkeit für Herz-Kreislauferkrankungen steigt. Von den gesellschaftlichen Folgen ganz zu schweigen: kaputte Beziehungen, Verkehrsunfälle, Gewalttaten. Trotzdem ist Alkohol legal erhältlich.

„Wenn die Weinabteilung im Supermarkt so groß ist, dass man sie quasi mit Wanderschuhen abschreiten kann, sagt das einiges über den Stellenwert von Alkohol in unserer Gesellschaft aus“, sagt Heinz-Jürgen Vogelsang. Kein Party ohne Alkohol, ob das Bier auf der Betriebsfeier, der Sekt zum Geburtstag oder die krassste Form, (jugendliches) Komasaufen, bei dem in kurzer Zeit große Men-

gen Bier oder Schnaps getrunken werden, bis zum Vollrausch. Bierfirmen werben mit coolen Sprüchen im *Instagram*-Stil für ein hipbes Lebensgefühl: „Das Leben kannst Du nur bunt sehen, wenn Du es bunt machst.“

Weber und Vogelsang haben deshalb noch andere Filme im Gepäck: Aufklärungsvideos mit Schreckmoment, etwa wenn ein normaler Familienvater nach einem trinkfreudigen Abend mit Kollegen ins Auto steigt, wegen einer kleinen Unachtsamkeit und verlangsamter Reaktionsgeschwindigkeit durch die Gläser zu viel auf ein Kind zurast. In einem anderen Video kotzt ein junger Mann, der lässig in der Disko Frauen aufreißt wollte, auf die Tanzfläche, ein anderer pinkelt statt in die Toilette gegen die Wand: „Peinlich“, kommentiert Pedro und hält sich das Gesicht. Das ist oft der Moment, wo Weber und Vogelsang einhaken: Warum ist es peinlich? Und vor allem: Wie könnte ein Alkoholkonsum aussehen, der die Gesundheit nicht gefährdet und eine/n am Ende blöd aussehen lässt?

Viele Jugendliche wissen nicht, dass sie aufgrund ihres geringen Körpergewichts viel empfindlicher auf Alkohol als Erwachsene reagieren, dass der Alkoholgehalt in ihrem Blut stärker und schneller ansteigt und der Alkoholabbau langsamer erfolgt. Ihr Körper, der sich noch in der Entwicklung befindet, kann das dafür zuständige Enzym noch nicht wie bei Erwachsenen produzieren. Bei Kindern und Jugendlichen kann sich eine Alkoholabhängigkeit innerhalb weniger Monate oder Jahre entwickeln. Und das Gehirn viel schneller irreversibel Schaden nehmen.

Und trotzdem ist der Konsum von Alkohol in Luxemburg ab 16 Jahren erlaubt. Der Besuch von Weinfeesten gilt als Kulturgut, Weinanbau und -verkauf machen einen nicht unwesentlichen Anteil der heimischen Landwirtschaft aus. Alkoholsucht-Präventionsprogramme liefern eher nebenbei und oft auch halbherzig. Die Neuauflage des Aktionsplans Alkohol, den die ehemalige Gesundheitsministerin Ly-

Der Aktionsplan Alkohol lässt auf sich warten. Statt Alkohol generell ab 16 Jahre freizugeben, wird über eine gestaffelte Altersgrenze von 18 Jahre für Hochprozentiges nachgedacht

dia Mutsch (LSAP) eigentlich noch hatte vorstellen sollen, lässt auf sich warten. Maßnahmen, die darin diskutiert werden: Die Altersgrenze für Hochprozentiges auf 18 Jahren anzuheben und gemeinsam mit dem Erziehungsministerium die Vorsorge zu verstärken und das Bewusstsein für die Risiken zu schärfen.

Wer Suchtprävention in der Schule hört, denkt an Verbote und strenge Hausordnungen. Alkohol auf dem Schulgelände ist untersagt, auch auf Klassenfahrten ist der Konsum verboten. Der Ansatz von *Alkohol limitiert* ist interaktiv, informativ und unterstützend. „Wir verurteilen Jugendliche, die trinken wollen, nicht. Wir informieren sie, damit sie die Folgen und Risiken realistisch einschätzen können“, sagt Agnes Weber. Statt Absentismus und unrealistische Verbote zu predigen, sollen die Teenager lernen, verantwortungsvoll mit ihrem Körper umzugehen und wenn, dann gesundheitsverträglich und altersgerecht konsumieren. Besonders problematisch sind in dem Alter der Gruppendruck und die Risikobereitschaft, die gerade unter männlichen Jugendlichen besonders ausgeprägt ist und nicht selten zur Selbstüberschätzung führt. „Jugendliche sollen lernen, Nein zu sagen“, erklärt Heinz-Jürgen Vogelsang.

Weil *Alkohol limitiert* keine einmalige Aktion sein will, sondern ein Präventionsprogramm, das fester Bestandteil des Schulalltags ist, werden die Lehrkräfte und Erzieher aktiv als Moderatoren in den Ablauf eingebunden. Dazu müssen sie eine vierstündige Ausbildung durchlaufen, die sie als Weiterbildung anrechnen lassen können. Im Lycée Nic Biewer, wo der Sozialdienst den Kontakt mit dem Script organisiert und die Suchtprävention seit vier Jahren im Programm führt, klappt die Zusammenarbeit gut. Es gebe Schulen, die hakten „den Punkt manchmal pflichtschuldig ab“, bedauert Astrid Schorn, zuständige Koordinatorin im Script. Das Ministerium wollte die Anlernzeit auf zwei Stunden kürzen, aber das wollten die Veranstalter nicht: „Erwachsenen geht es nicht viel anders als den Jugendlichen: Sie glauben bestimmte Mythen und haben sie nicht hinterfragt“, weiß Agnes Weber.

Wir sind an der letzten Station angekommen. Die Pädagogin steht an einer Tafel, auf der alkoholische Getränke in typischen Gläsern abgebildet sind. „Welches Getränk hat den höchsten Alkoholgehalt?“, fragt sie in die Runde. „Schnaps oder der Likör“, antworten die Jugendlichen. „Das sagen die meisten“, nickt Weber. Dann klärt sie auf: Elf Gramm Alkohol lautet die richtige Antwort – für jedes abgebildete Getränk. Lehre Nummer eins: Es kommt auf die Menge an, die jemand trinkt. „Wenn eure Eltern fragen, wie viel Bier ihr getrunken habt, und ihr antwortet: nur ein Glas, dann heißt das nicht viel.“ Weber hält einen Humpen hoch. Er umfasst drei Mal die Menge eines herkömmlichen Bierglases. Auch das Geschlecht und das eigene Körpergewicht beeinflussen die verträgliche Menge. Mithilfe einer Formel und anhand eines fiktiven Falls sollen die Jugendlichen selbst eine Alkoholmenge im Blut bestimmen: Eine Mitschülerin trinkt ein Bier und eine Flasche Crémant. Nicht nur der Führerschein wäre weg, sondern die junge Frau mit über zwei Promille sehr wahrscheinlich im Krankenhaus. Daher das Motto: Kenn' Dein Limit.

* Namen von der Redaktion geändert



Die Schnapsgläser sehen alle gleich groß aus und fassen doch unterschiedliche Mengen

Alkoholprävention in der Schule macht Sinn, wenn Jugendliche und Erwachsene eingebunden werden. Ein Projektbesuch

Deutschland

Qwertz

Martin Theobald, Berlin

Es gibt Aufreger, die verdienen der Aufregung, des Aufstands und der Empörung. Es gibt Aufreger, die werden wie eine Sau durchs Dorf getrieben. Die Einordnung obliegt dann dem Leser oder der politischen Beobachterin. In der vergangenen Woche wurde Deutschland von einem vermeintlichen Skandal um einen Hacker-Angriff heimgesucht. Ein Computer-Nerd veröffentlichte in den Wochen vor Weihnachten einen Adventskalender mit angeblich brisanten Dokumenten zu Prominenten und Politikern. Alle politischen Parteien waren betroffen – mit Ausnahme der Alternative für Deutschland (AfD). Im Verlauf der Affäre stellte sich heraus, dass es dem Hacker leicht gemacht worden war, um über simple Passwörter an angeblich brisante Informationen heranzukommen. Manche der in jenem Adventskalender veröffentlichten Belege entpuppten sich als veraltet und in öffentlichen Datenbanken und Archiven zugänglicher Inhalt. Brisant wurde es, als sich herausstellte, dass auch gefälschte Dokumente als bare Münze verkauft wurden.

Mittlerweile ist der mutmaßliche Täter gefasst. Ein Heranwachsender aus einem hessischen Flecken Homberg. Dessen sozialdemokratische Bürgermeisterin Claudia Blum ist stolz auf die Taten des Internet-Datenräubers. Er habe schließlich der Gesellschaft einen Spiegel vorgehalten, verkündete sie über jedes Mikrofon, in das sie sprechen konnte. „Das sollte uns alle wachrütteln, besser mit unseren Daten umzugehen.“ Sie selbst sei nicht betroffen, die Sicherheitsmaßnahmen im Rathaus der hessischen Kleinstadt würden dennoch erhöht. Besorgte Anrufer oder nervöse Kolleginnen und Kollegen gebe es nicht, sagte Blum gegenüber dem *Redaktionsnetzwerk Deutschland*. Im Gegenteil, die Stimmung sei eher positiv. Und: „Wir müssen uns nicht schämen. Es geht ja nicht um Mord und Totschlag.“ Doch es ist und bleibt eine Straftat – unabhängig wie groß und blitzend der vorgehaltene Spiegel auch sein mag.

Der Hacker legte Anfang der Woche ein Geständnis ab. Bei seiner Vernehmung gab er an, er habe Menschen „bloßstellen“ wollen, über deren öffentliche Äußerungen er sich geärgert habe, so das Bundeskriminalamt (BKA). Der Vorfall zeigt vor allen Dingen auch, wozu ein Mensch von 20 Jahren in der Lage ist. Seit dem 1. Dezember veröffentlichte er unbehelligt über *Twitter* massenhaft private Daten und Dokumente, darunter vom Grünen-Chef Robert Habeck, aber auch von der rheinland-pfälzischen Ministerpräsidentin Malu Dreyer wie der Bundeslandwirtschaftsministerin Julia Klöckner (CDU) – und deren Familien. Aufgeflogen ist er erst am 3. Januar, als erste Medien über den Hackerangriff berichteten und die vermeintlichen Täter – wie Hintergründe der Tat – im rechten Milieu verorteten. Zeugen, Freunde wie Wegbegleiter attestierten dem Datenklauer durchaus eine Affinität zur rechtsradikalen Szene, doch ein großer Masterplan von Rechtsextremisten ließ sich hinter dem Coup nicht recherchieren.

Der Hacker, der sich „Orbit“ oder „God“ nennt, wird sich vor Gericht verantworten müssen. „Ausspähen von Daten“ heißt das dazu einschlägige Delikt im Bürgerlichen Gesetzbuch (BGB).



Damit der Klau strafbar ist, müssen Daten besonders gesichert sein

Der Skandal hat vor allen Dingen zufolge, dass das Bewusstsein für Daten und Datensicherheit geschärft wird

Geahndet wird die Straftat mit einem Freiheitsentzug von bis zu drei Jahren oder einer Geldstrafe. Die entsprechende Strafvorschrift gibt es seit dem *Zweiten Gesetz zur Bekämpfung der Wirtschaftskriminalität*. Veröffentlicht und Erlassen im Jahr 1986. „Wer unbefugt sich oder einem anderen Zugang zu Daten, die nicht für ihn bestimmt sind, unter Überwindung der Zugangssicherung verschafft, wird mit einer Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Geldstrafe bestraft.“ Geschützt wird das Recht auf informationelle Selbstbestimmung. Bestraft wird bereits, wer sich Zugang zu den Daten beschafft. Es ist keinesfalls erforderlich, dass der Hacker die Daten dann tatsächlich abgreift, ab- oder aufruft, sie gar veröffentlicht. Bestraft wird demnach das bloße Knacken eines Computers. Früher war – der Gesetzgeber wollte eine Überkriminalisierung vermeiden – erst der Datenklau strafbar. Doch 2007 passte man die Gesetzgebung an.

Allerdings: Die Daten müssen gegen unberechtigten Zugang besonders gesichert sein. Sei es durch Hardware, durch besondere Passwörter, durch elektronische Fingerprints oder biometrische Zugangsverfahren, aber auch herkömmliche Sicherungen, etwa das Aufbewahren in verschlossenen Behältnissen. Um strafrechtlich relevant zu werden, muss es sich um Daten handeln, die nicht für den Täter bestimmt sind. Fragt etwa ein Polizist aus privaten Motiven den

Halter eines Pkws ab, fällt dies nicht unter besagtes Gesetz. Zudem müsste er Sperren überwinden haben, was bei einem Datenabgleich nicht geschieht. Unter Überwindung der verlangten Zugangssicherung werden auch die in der Praxis häufigen Fälle, beispielsweise einer künstlich herbeigeführten Systemüberlastung, erfasst.

Doch so weit musste Orbit nicht einmal gehen. Simple Passwörter zu privaten wie geschäftlichen oder dienstlichen E-Mail-Postfächern, Kreditkarten-Konten oder persönlichen Zugängen zu Internet-Portalen machten es dem Hacker leicht. Robert Habeck gab unumwunden zu, dass er zu leichtfertig und fahrig mit dem Schutz seiner Privatsphäre im Internet umgegangen sei. „Qwertz“ oder „1234“ sind noch immer die beliebtesten Passwörter. Dass der Hacker Orbit die abgegriffenen Daten publiziert hat, fällt weiter nicht ins strafrechtliche Gewicht. Dies ist lediglich eine Ordnungswidrigkeit nach dem Bundesdatenschutzgesetz. Vergleichbar dem Schwarzfahren im Öffentlichen Nahverkehr oder dem Falschparken. Geht jedoch mit der Veröffentlichung der gehackten Daten ein wirtschaftliches Interesse einher, dann können wiederum bis zu zwei Jahre verhängt werden. Auf Datenhehleri stehen drei Jahre Freiheitsentzug – wenn sich der Delinquent bereichern wollte. All diese Delikte sind ein Antragsdelikt und so Bedarf es erst der Anzeige des Opfers, bis dass die Staatsanwaltschaft tätig wird. Es sei denn, es liegt ein öffentliches Interesse vor.

Der Skandal hat vor allen Dingen zufolge, dass das Bewusstsein für Daten und Datensicherheit geschärft wird. Bundesinnenminister Horst Seehofer (CSU) will nun umgehend Maßnahmen zur Verbesserung der IT-Sicherheit präsentieren. Ein Frühwarnsystem soll kommen, zudem eine Novelle des IT-Sicherheitsgesetzes – beides noch in der ersten Jahreshälfte 2019. Ein einheitliches IT-Sicherheitskennzeichen soll kommen, das die IT-Sicherheit für Anwender sichtbar macht. Auch die Zertifizierung beispielsweise von Routern ist angedacht.

Dies sind altbekannte Forderungen und Projekte, die bereits nach dem Hackerangriff auf den Deutschen Bundestag im Jahr 2015 aufgestellt wurden. Mit dem Cybersecurity Act wurde bereits Ende letzten Jahres der gesetzliche Rahmen geschaffen. Die Datenschutz-Grundverordnung bringt Pflichten und Richtlinien für Unternehmen im Umgang mit dem Schutz und der Sicherheit von Daten.

Dazu müssen Mitarbeiter geschult und etwa Cyberangriffe gemeldet werden. Doch was für Firmen gilt, gilt noch lange nicht für Banken, Behörden, Krankenhäuser und Verwaltungen. Letztendlich steht und fällt die ganze Sicherheitsarchitektur jedoch mit den Anwendenden: Wenn die User aus Bequemlichkeit unsichere Passwörter benutzen, dann bringen Gesetze und Systeme nichts.

France

En colère

Emmanuel Defouloy, Paris

Le soulèvement populaire dit des « gilets jaunes » a repris de plus belle. En tout cas, c'est ce qui se dit et s'écrit à Paris et dans les grands médias. Mais depuis mi-décembre, quand les décomptes publics du ministère de l'Intérieur ont fait état d'une baisse du nombre de manifestants, la mobilisation avait-elle réellement reflué, dans les profondeurs du pays ? Au contraire, elle s'organisait pour se renforcer, comme en attestent les « vœux » écrits par la principale coordination du mouvement en réponse à ceux d'Emmanuel Macron, les « appels » à l'unité lancés par un groupe de Commerce, dans la Meuse, ou les nombreuses assemblées générales tenues plutôt à l'écart de la presse, comme à Toulouse et dans le grand sud-ouest.

Pour la France d'en haut, la relance de la mobilisation a néanmoins été rendue bien visible lors de l'« acte VIII », samedi 5 janvier, quand des défilés fournis étaient évidents dans de nombreuses villes, quand le chiffre gouvernemental du nombre de manifestants est reparti à la hausse et quand diverses images de violences et de dégradations ont circulé en boucle sur les chaînes d'info en continu et les réseaux sociaux. Sans oublier les calmes manifestations de femmes du dimanche 6 janvier, nouveau témoignage que celles-ci entendent bien jouer, et jouent réellement, un rôle essentiel dans ce mouvement inédit depuis cinquante ans, à l'instar de la trentenaire d'origine martiniquaise Priscillia Ludosky, incarnation de la « force tranquille » de cette France qui ne veut plus se laisser dicter son avenir.

Dans l'actuel tumulte de propos et d'images qui accompagne cette lente et déterminée montée en puissance, les plus spectaculaires ne sont pas toujours les plus révélateurs, mais ils disent souvent le « fossé » qui s'est creusé entre d'une part la population décidée à se faire entendre, et d'autre part beaucoup de médias, une grande partie des forces de l'ordre, un large éventail du personnel politique et surtout le pouvoir exécutif.

Pêle-mêle, au cœur de ce surgissement permanent, on peut citer les insultes et agressions à l'égard de certains journalistes. Et des manifestants qui ne font plus guère confiance qu'à leurs comptes *Facebook*, au vidéaste de *Brut* Rémy Buisine ou à la chaîne russe *RT France*. Cet ancien boxeur qui a roué de coups un gendarme à terre à Paris puis s'est rendu, avant qu'une « cagnotte » sur internet recueille 117 000 euros en moins de 48 heures pour le soutenir. Ou encore ce commandant de police qui a frappé au visage un homme noir dos au mur à Toulon, quatre jours après avoir reçu la Légion d'honneur.

L'épisode de plus marquant a été l'arrachage grâce à un chariot élévateur du portail du ministère de Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, qui a dû être évacué en urgence par une sortie secrète. Un acte revendiqué par un mystérieux commando dans un texte aussi ordurier que raciste, et qui rappelle que des factions d'extrême droite tentent de se greffer sur le mouvement pour en détourner les objectifs. Pourtant, l'image symbole du site « officiel » de « la France en colère » n'est-elle pas un cercle de mains de toutes couleurs, tournées les unes vers les autres ?

Pour tenter de freiner l'engrenage émeutier, le pouvoir macroniste compte reprendre la main par le « grand débat » annoncé par le président de la République, qui doit théoriquement débiter le 15 janvier. Mais n'est-il pas déjà mort-né ? Sur les ronds-points et dans les défilés se répète en tout cas la méfiance à l'égard d'un débat qui serait déjà confisqué ou verrouillé, en un mot de « l'enfumage ».

Le pouvoir exécutif en porte triplement la responsabilité. Primo, en ayant posé à l'avance ses conditions, comme mener à bien trois réformes controversées (indemnisation des chômeurs, fonction publique et retraites) ou ne pas rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune. Secundo, en ayant jeté de l'huile sur le feu avec des propos sur la « foule haineuse » (Emmanuel Macron le 31 décembre) ou les « agitateurs qui veulent l'insurrection » (Benjamin Griveaux le 4 janvier). Tertio, en accentuant encore sa politique sécuritaire (annonce le 7 janvier d'une loi pour durcir les sanctions contre les « casseurs » et les manifestations non déclarées), après 5 339 gardes à vue et alors même que la répression a laissé des séquelles qui ne sont pas prêtes d'être oubliées. « Mains arrachées par les grenades, défigurations ou énucléations par des tirs de balles de défense, décès à Marseille : le bilan dépasse tout ce que l'on a pu connaître en métropole depuis mai-68 », a souligné au *Monde* Fabien Jobard, sociologue de la police.

Poursuivant leur propre chemin, les manifestants entendent, eux, se placer plus que jamais au cœur des débats : pour leur « acte IX », samedi 12 janvier, ils ont choisi de défiler à Bourges, centre géographique de l'Hexagone.



Plus de profondeur

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

.....

11,6

ticker

.....

Räte-Gelder in Belval



Aufgebessert werden soll Mitgliedern der Verwaltungsräte des nationalen Forschungsfonds FNR und der drei öffentlichen Forschungszentren Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg Institute of Health und Luxembourg Institute of Socio-Economic Research die Aufwandsentschädigung sowie das Präsenzgeld für Sitzungen. Wie Entwürfen der Regierung zu großherzoglichen Verordnungen zu entnehmen ist, soll so der Unterschied gegenüber den Bezügen „reduziert“ werden, die Mitglieder des Aufsichtsrats der Universität Luxemburg erhalten. Interessanterweise aber kommt die Reduktion auch dadurch zustande, dass Uni-Aufsichtsräte schon seit 1. August vergangenen Jahres weniger beziehen. Am 13. Dezember war im *Memorial* eine großherzogliche Verordnung publiziert worden, die die Aufsichtsratsbezüge rückwirkend senkt. Lag die Aufwandsentschädigung für den Aufsichtsratspräsidenten der Uni bis dahin bei 1 500 Euro monatlich, beträgt sie nunmehr 1 000 Euro. Der Vizepräsident bezieht 750 Euro und die anderen Aufsichtsratsmitglieder 600 statt bisher 1 000 Euro. Im FNR-Verwaltungsrat und in denen der drei Institute soll laut den Verordnungsentwürfen der Regierung die monatliche Entschädigung für die Präsidenten von jeweils 400 auf 750 Euro steigen, die der Vizepräsidenten von 300 auf 500 Euro und die der anderen Ratsmitglieder – unter ihnen der Regierungskommissar mit nur beratender Stimme – von 200 auf 400 Euro. Für jede in einer Ratssitzung verbrachte Stunde beziehe jedes Mitglied ein Präsenzgeld von 50 Euro. Der Umfang dieser Jetons wäre an FNR, Forschungszentren und im Uni-Aufsichtsrat der gleiche. Allerdings wäre er an FNR und Forschungszentren doppelt so groß wie derzeit noch, während Uni-Aufsichtsräte bis

Ende Juli 100 Euro pro Stunde erhielten (Foto: Sven Becker). pf

Konkurs-Rekord

Mit 1 195 sei die Zahl der Firmenpleiten im vergangenen Jahr in Luxemburg so hoch gewesen wie noch nie und um fast 28 Prozent höher als 2017, bilanzierte Creditreform am Mittwoch. Der größte Teil der Konkurse entfiel mit 882 auf den breit gefächerten Dienstleistungsbereich, gefolgt vom Handel mit 254 Fällen. Im produzierenden Gewerbe gab es zehn Konkurse, während es 2017 nur einer war. Im Bausektor dagegen ist die Entwicklung rückläufig. Auffällig sei, so Creditreform, dass Unternehmen, die mehr als fünf Jahre alt sind, „immer stärker betroffen“ seien: Ihr Anteil an den Konkursen belief sich 2018 auf 78,4 Prozent. 2017 lag er um zehn Prozentpunkte niedriger und um die Jahrtausendwende bei 40 bis 45 Prozent. Dagegen ging der Anteil von Firmen, die jünger als fünf Jahre sind, an den Konkursen von 32 Prozent im Jahr 2017 auf 21 Prozent im vergangenen Jahr zurück. Creditreform erkennt in dem Konkursrekord bei guter Konjunktur „Zeichen eines Strukturwandels“. Bleibe die Konjunktur gut und nähmen strukturelle Probleme nicht zu, könnten die Konkurszahlen 2019 wieder rückläufig sein. Dass auffällig wenig junge Firmen pleite gingen, zeige „den Erfolg der zahlreichen Ansiedlungsinitiativen“ in Luxemburg. p

Weniger Inflation

Der vom Statistikinstitut Statec ermittelte Verbraucherpreisindex sank im Dezember um 0,3 Prozent. Zurückzuführen war das vor allem auf um 5,8 Prozent gesunkene Preise für Petrolprodukte. Heizöl kostete im Dezember 12,3 Prozent weniger als im Vormonat, Diesel 6,5 Prozent und Benzin sechs Prozent weniger. Die Preise für Güter und Dienstleistungen *hors produits pétroliers* stagnierten, wenngleich innerhalb dieser Kategorie die Preise etwa für die Miete von Autos und Parkplätzen um 11,9 Prozent stiegen, dagegen beispielsweise die für Lebensmittel um 0,7 Prozent sanken. Dass Haushaltsdienstleistungen im Vergleich zum November um 1,4 Prozent teurer waren und die Beherbergung in Alten- und Pflegeei-

men sich um 0,3 Prozent verteuerte, habe sich ebenfalls deutlich im Warenkorb ausgewirkt, so der Statec. Die Jahresinflation sank im Dezember von 2,3 auf 1,9 Prozent. Der Durchschnitt des Halbjahresindex belief sich im Dezember auf 862,44 Punkte. Die nächste Indextranche wird fällig, wenn 873,94 Punkte erreicht sind. pf

Arbeitslos? Eher nicht

Noch nie sei in der Bevölkerungstichprobe, die von der Luxemburger Zentralbank (BCL) jeden Monat auf ihr Vertrauen in die Konjunktur befragt wird, die Sorge über einen in den nächsten zwölf Monaten womöglich drohenden Jobverlust so niedrig ausgeprägt gewesen wie im Dezember, stellt die BCL fest. Der synthetische Indikator, der diese Sorge angibt, wurde mit -9 errechnet. Im Januar 2018 hatte die Zentralbank ihn mit -8 ermittelt, in den Sommermonaten Juli und August mit 2 beziehungsweise 3. Insgesamt sei das Vertrauen der Verbraucher in die Konjunktur stabil, so die BCL. pf

Bissen will Google, oder?



Einstimmig eröffnete der Bissener Gemeinderat am Montag das Verfahren zu einer Änderung des kommunalen Flächennutzungsplans (PAG). Damit sollen die von Google schon erworbenen 35 Hektar in eine „Zone spéciale Datacenter“ umgewidmet werden. In einer 30-tägigen öffentlichen Konsultation können Einwände vorgebracht werden, die der Schöfferrat analysieren muss. Die definitive Abstimmung über die Umwidmung wird in den nächsten drei Monaten stattfinden. Wie die Tagespresse meldete, sind aber nicht alle Gemeinderäte vorbehaltlos für die Umwidmung der Fläche am *Buusbiert* (Foto: Sven Becker). Nicht nur Räte der Opposition, sondern auch manche aus der regierenden CSV würden hoffen, dass das Umwidmungsverfahren für „volle Transparenz“ zum Projekts Sorge. pf

Millionen Menschen lebten 2017 in der Großregion. Knapp 970 000 mehr als 1970, doch in Luxemburg nahm die Einwohnerzahl im selben Zeitraum um fast 74 Prozent zu. Kaum überraschend nennt der diese Woche vorgestellte *Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2017/2018*, den der Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion erstellt hat, Luxemburg den wirtschaftlichen Motor in dem Gebiet, das auch Wallonien, Lothringen und die deutschen Bundesländer Saarland und Rheinland-Pfalz umfasst. Was sich auch darin ausdrückt, dass Anfang 2017 von den 232 000 Berufspendlern, die innerhalb der Großregion unterwegs waren, 173 000 Luxemburg zur Destination hatten – eine Zahl, die sich mittlerweile der 200 000-Schwelle nähert. In den nächsten drei Jahrzehnten könne die Bevölkerung der Großregion auf 11,54 Millionen zurückgehen. Kein starker Rückgang, doch er enthält nicht zuletzt einen der Bevölkerung im arbeitsfähigen Alter um über 800 000, dagegen fast eine Million mehr Rentner als heute. In Luxemburg wird ein Bevölkerungszuwachs um 55,8 Prozent für möglich gehalten. 2050 könnte der Eine-Million-Einwohnerstaat erreicht sein, der wahrscheinlich auch nötig wäre, soll das Großherzogtum Wirtschaftsmotor der Großregion bleiben, während das Grenzpendlerreservoir schrumpft. pf

Noch mehr Autos

Wenn kommenden Montag die Autohändlerverbände ihre obligate Pressekonferenz vor dem Autofestival abhalten, haben sie kaum Grund zur Klage. 52 811 Autos wurden im vergangenen Jahr neu zugelassen. Das sind zwar nur 36 mehr als 2017, doch 2017 waren es so viele wie noch nie, und dieser Rekord wurde nun überboten. Dabei waren die Zulassungszahlen im Herbst eingebrochen und lagen von September bis November 20 Prozent unter denen im gleichen Zeitraum 2017. Grund war das Inkrafttreten der neuen europäischen Homologationsnorm WLTP, die höhere Verbrauchs- und CO₂-Werte misst. Daraufhin sanken die Verkäufe europaweit. Für Luxemburg ging das Statistikinstitut Statec noch vor drei Wochen davon aus, dass der Neuwagenmarkt 2018 um 0,5 Prozent gegenüber 2017 schrumpfen werde (*d'Land*, 21.12.2018). Laut den neuesten Statec-Zahlen wuchs er um 0,68 Promille.

Trotz Abgas-Affäre verkauft Volkswagen hierzulande Jahr für Jahr mehr und war mit 6 496 Neuwagen (+3%) auch 2018 die beliebteste Marke, gefolgt von BMW (4 955), Mercedes (4 778), Renault (3 752), Audi (3 498) und Peugeot (3 194). Die Audi-Neuzulassungen gingen aber aber um fast 22 Prozent zurück, die von Renault um sechs Prozent. Die von Peugeot dagegen nahmen um fünf Prozent zu, die von Mercedes um vier Prozent, die von BMW blieben stabil.

Ob 2018 mehr Elektroautos neu auf die Straßen kamen als 2017, ist noch nicht genau bekannt. Dass es einen Rückgang gegeben haben könnte, ist möglich: 2017 wurden die Elektro-Verkäufe zu zwei Fünfteln von der Luxusmarke Tesla getragen. Damals waren mit 155 so viele Tesla Model S und Model X neu zugelassen worden wie noch nie und rund zweieinhalb Mal mehr als 2016. Im vergangenen Jahr dagegen lagen die Tesla-Neuzulassungen nur bei 86.

Vermutlich heißt das aber nicht, dass die Luxusnische schrumpft. Die Maserati-Neuzulassungen gingen von 107 auf 90 leicht zurück, die der getunten Mercedes AMG sanken von 107 auf 75. Dagegen nahmen die von Ferrari von 64 auf 76 zu, die von Lamborghini von 35 auf 42 und die von Aston Martin von 33 auf 37. An Bentleys kamen mit 38 so viele neu auf die Straßen wie 2017, und wie im Jahr zuvor auch 2018 fünf Rolls-Royce.

Stärker als der Neuwagenmarkt wächst schon lange der der gebrauchten. Das war 2018 erneut so, mit 46 005 lagen die Secondhand-Verkäufe fast acht Prozent höher als 2017. Und addiert man die Neuzulassungen sämtlicher vierrädrigen Fahrzeuge, Busse, Laster und Traktoren inklusive, dann lag auch die Summe über alle Kategorien mit 59 938 zwar knapp, aber dennoch höher als die 59 718 im Jahr 2017. Da der Statec diese Statistik als Konjunkturindikator nutzt, war die Konjunktur bis zum Jahresende offenbar gut. Im Dezember waren auch die PKW-Neuzulassungen wieder fast so hoch wie im Vergleichsmonat des Vorjahres. pf



Sozialwahlen sind auch politische Wahlen, an ihnen lassen sich die langfristigen wirtschaftlichen und sozialen Veränderungen ablesen

Signalwirkung für die Gewerkschaftsstärke

Romain Hilgert

Zwischen den Kammerwahlen im vergangenen Herbst und den Europawahlen im nächsten Frühjahr werden im März die neunzehnten Sozialwahlen seit 1925 abgehalten. Sie finden geringere Aufmerksamkeit als die politischen Wahlen, weil die Ausschusswahlen sich innerhalb der einzelnen Betriebe abspielen und die Rolle der Berufskammern in der Öffentlichkeit weitgehend unbekannt ist. Dabei sind die Wahlen zur Salariatskammer, dem „Parlament der Arbeit“, die „größten demokratischen Wahlen hier in Luxemburg“, meinte OGBL-Präsident André Roeltgen, als er am Dienstag die Wahlkampagne der Gewerkschaft vorstellte.

Tatsächlich ist die Zahl der Wahlberechtigten bei der Salariatskammer mit 525 000 doppelt so hoch wie die rund 260 000 bei Parlamentswahlen. Denn die Sozialwahlen sind die einzigen durch Gesetz organisierten Wahlen, an denen seit 1993 nicht nur die hierzulande wohnenden Luxemburger und Ausländer teilnehmen können, sondern auch die Grenzpendler. Seit 2009, als die Direktwahl zu den Selbstverwaltungsgremien der Sozialversicherung abgeschaft wurde, dürfen auch die Rentner wählen.

Eine Arbeiterkammer sollte nach der Offensive der Arbeiterbewegung am Ende des Ersten Weltkriegs ein Gegengewicht zur 80 Jahre zuvor gegründeten Handelskammer schaffen.

tiken der liberalen Lesart der Handelskammer eine keynesianistische entgegenzustellen. Alle sozialpartnerschaftlichen Gremien dieser Zeit, vom Wirtschafts- und Sozialrat bis zur Tripartite, wurden unter Umgehung der bestehenden Berufskammern geschaffen. Im Namen einer halben Million Wähler ist das „Parlament der Arbeit“ ein zahnloser Tiger, entscheidet nichts, produziert Papier, das bei der Verabschiedung von Gesetzen kaum eine Rolle spielt.

Neben allem anderen, wozu die Sozialwahlen nützen und nicht nützen, stellen ihre Ergebnisse die einzigen verlässlichen Angaben über das Kräfteverhältnis zwischen den konkurrierenden Gewerkschaften dar. Eine „Signalwirkung über die Stärke der einzelnen Organisationen“ nannte André Roeltgen das. An den Ergebnissen der Sozialwahlen lassen sich die langfristigen Veränderungen der Gesellschaft und der Volkswirtschaft während eines Jahrhunderts, die Entwicklung der kämpferischen, sozialpartnerschaftlichen oder korporatistischen Gesinnung der Arbeitskraft ablesen.

Die Sozialwahlen spiegeln die wirtschaftliche Entwicklung wider: War die Stahlindustrie einst das Herz der organisierten Arbeiterbewegung hierzulande, so ist die ihr vorbehaltene Gruppe eins der Salariatskammer nun eine der kleinsten, und die Wahlkampfbroschüre des OGBL für die

Die Berufskammerwahlen zeigen den Erfolg des OGBL, nicht als Scheitern der Einheitsgewerkschaft, sondern als Öffnung der Arbeitergewerkschaft LAV für Angestellte und den öffentlichen Dienst

ein Mandat, in der Privatbeamtenkammer bis zum Untergang der FEP zweimal.

In der Arbeiterkammer dominierten stets die linken Gewerkschaften – keine Spur von „Marienland“. Der Luxemburger Arbeiterverband LAV war doppelt so stark wie der katholische LCGB, der seit einem Jahrhundert erfolglos versucht, aus der Rolle des Juniorpartners herauszukommen, wie in der Parteipolitik die LSAP stets aus dem Schatten der CSV treten wollte. Einzige Ausnahme war die Nachkriegszeit bis Mitte der Sechzigerjahre, als ein Drittel ehemaliger LAV-Wähler den in der Schwerindustrie starken kommunistischen Freien Luxemburger Arbeiterband (FLA) bevorzugten. Ähnlich verhielt es sich bei den überraschend von der Privatbeamtenkammer vertretenen Eisenbahnern: Die linke FNCTTFEL hat bis heute etwa zwei Drittel der Mandate, der katholische Syprolux ein Drittel. Ansonsten hatte die Fédération des employés privés (FEP) bis in die Siebzigerjahre in der Privatbeamtenkammer ein Monopol, vergleichbar mit der CGFP in der Beamtenkammer.

Neben den historischen Gewerkschaften LAV, LCGB, FEP, FNCTTFEL und Syprolux hatten neue Gewerkschaften es sehr schwer, sich langfristig zu etablieren. Der FLA war von 1949 bis 1964 in der Arbeiterkammer mit vier bis fünf Sitzen vertreten, er konnte auf das Prestige der Kommunistischen Partei in der Resistenz und die Kampfbereitschaft von Bergleuten und Hüttenarbeitern zählen. Langfristig konnte er sich aber nicht gegenüber dem LAV behaupten, in dem er 1966 schließlich aufging.

Der ebenfalls aus der Schwerindustrie stammenden Neutrale Handwerkerverband (NHV), der sich 1984 in die Neutrale Gewerkschaft Luxemburg (NGL) umtaufte, gehörte von 1964 bis 1998 mit einem bis drei Sitzen der Arbeiterkammer an. Trotz aller Taktierens fiel er in die Bedeutungslosigkeit, nachdem er kurze Zeit Hausgewerkschaft der ADR war.

Auch wenn der NGL noch in einigen wenigen Betrieben vertreten ist, ist die 1978 von der FEP abgespaltene Association luxembourgeoise des employés de banque et assurance (Aleba) die einzige der neuen Gewerkschaften, die dank der fulminanten Entwicklung des Finanzsektors noch existiert und Einfluss hat. Bemerkenswerterweise verliert die Aleba aber inzwischen von Wahl zu Wahl Stimmen und konnte diese Entwicklung weder durch korporatistische Forderungen, noch durch Bündnisse mit anderen Organisationen aufhalten.

Dies hatte zuvor schon die einst dominierende Privatbeamtengewerkschaft FEP versucht. Nach der Abspaltung der Bank- und der Arbed-Beamten spaltete die Gründung des OGBL die FEP erneut und sie ging kläglich unter, 1998 verlor sie ihren letzten Vertreter in der Privatbeamtenkammer. Wobei es dem LCGB bemerkenswerterweise nicht gelang, den Angestellten genügend Angst vor dem linken OGBL zu machen, um sich aus der Konkursmasse der FEP zu bedienen. Derzeit schürt er nach dem Vorbild der ADR Neid auf den öffentlichen Dienst.

Erfolglos blieben auch die Versuche von Aleba, NGL und jeweils zu den Sozialwahlen aufkeimenden Splitterorganisationen, eine parteipolitisch unabhängige Fédération syndicale zwischen OGBL und LCGB zu gründen und so die nationale Repräsentativität bei Tarifverhandlungen



Die OGBL-Führung am Dienstag zu Beginn ihrer Wahlkampagne

zu erlangen, die CSV und LSAP dem LCGB und dem OGBL vorbehielten. Die Fédération syndicale verlor bei den Berufskammerwahlen 2003 den

An den Ergebnissen der Berufskammerwahlen lässt sich der Erfolg des OGBL ablesen, nicht als Scheitern der angestrebten Einheitsgewerkschaft, sondern als Öffnung der von der Stahlkrise bedrohten Arbeitergewerkschaft LAV für Angestellte und den öffentlichen Dienst. Er profitierte nicht nur vom Verschwinden der FEP und den gesetzlichen Bestimmungen über die nationale Repräsentativität, 2003 wurde der OGBL auch bei den Angestellten die stärkste Gewerkschaft. Mit der Schaffung des arbeitsrechtlichen Einheitsstatuts 2009 gab der Gesetzgeber die Spaltung der Erwerbstätigen in Arbeiter und Angestellte auf und übernahm mit 30 Jahren Verspätung die Ansicht des OGBL, dass es eine einzige Klasse von Lohnabhängigen gebe, die über 90 Prozent der Bevölkerung umfasse. Nur die Trennung in Privatwirtschaft und öffentlicher Dienst wird aufrechterhalten. Seither verfügt der OGBL über die absolute Mehrheit in der aus Arbeiter- und Privatbeamtenkammer zusammengelegten Salariatskammer und versucht sich gegen den Rückgang der LSAP zu immunisieren.



LCGB-Plakat an einer Bushaltestelle

letzten NGL-Sitz in der Arbeiterkammer und ein Fünftel der Aleba-Stimmen von 1998.



Der OGBL verteilt separate Broschüren für die einzelnen Berufsgruppen der Salariatskammer



Präsident Patrick Dury erklärte am 13. November die LCGB-Wahlkampagne

Als die Arbeiterbewegung dann in die Defensive geriet, wurden 1924 durch Gesetz neben der Handelskammer eine Landwirtschafts-, eine Handwerker-, eine Privatbeamten- und eine Arbeiterkammer geschaffen. Das ganze System von Berufskammern sollte die Arbeiterschaft nicht nur bis heute in die staatlichen Institutionen einbinden, sondern ursprünglich auch ein berufsständisches Wirtschaftsparlament bilden, wie es in den faschistischen Diktaturen Italiens, Portugals, Österreichs oder Spaniens eingerichtet und vom Vordenker der Rechtspartei, Jean-Baptiste Esch, gefordert wurde. Aus dem Wirtschaftsparlament wurde nichts und nach dem Krieg sollten sich die Berufskammern – 1964 wurde auch die Staatsbeamtenkammer gegründet – darauf beschränken, Gutachten zu Gesetzen zu verfassen, Fortbildungskurse für ihre Mitglieder zu veranstalten und bei der Auslegung amtlicher Statis-

Stahlindustrie hat inzwischen einen Teil auf Englisch, um die englischsprachigen und indischen Angestellten anzusprechen. Nur historisch ist zu erklären, dass die rund 4 000 Wahlberechtigten der Stahlindustrie fünf Delegierte in die Salariatskammer wählen dürfen und die über 200 000 der Gruppe fünf, Dienstleistungen und andere Betriebe, 14 Delegierte. Dafür hat der Finanzsektor, der bei der Gründung der Privatbeamtenkammer 1924 keinen einzigen Delegierten hatte, heute deren acht.

Über diese wirtschaftlichen Veränderungen hinaus gibt es aber auch nicht weniger auffällige gewerkschaftliche Konstanten: Die Wähler schienen stets an der Vorstellung starker Gewerkschaften zu hängen, denn Splitterlisten hatte kaum Erfolg. Fast ein Jahrhundert lang erhielten in der Arbeiterkammer dreimal Splitterlisten



Wahlkampfparty der Aleba am 22. November

Impressions d'Istanbul

Sur l'avenue de Bagdad

Georges Canto

Apparemment peu sensibles à la situation politique et sociale du pays, les touristes étrangers se sont pressés à Istanbul pendant les fêtes de fin d'année, attirés sans doute autant par la beauté de la ville que par la faiblesse de la monnaie locale, propice au shopping. La quasi-totalité d'entre eux ne visitent que la partie européenne de la ville, notamment le quartier de Sultanahmet, où se trouvent Sainte Sophie et la Mosquée Bleue, le palais de Topkapı, le Grand Bazar et plusieurs autres sites intéressants. Très peu se rendent sur la rive asiatique, pourtant désormais facilement accessible depuis la mise en service d'un tunnel ferroviaire pour le métro (2013) et d'un tunnel routier (2016) qui évitent de prendre les « vapurs » (bateaux qui traversent le Bosphore) ou d'emprunter les trois ponts qui franchissent le détroit, toujours embouteillés. Quand ils le font, ils se limitent à la visite de Kadıköy, autrefois peuplée de Grecs et d'Arméniens, au terminus des trains venant d'Anatolie et du Moyen-Orient, dont le cœur de ville a été classé en septembre 2018 à la 43^e place des « World's 50 coolest neighborhoods » par le magazine britannique *Time Out*.

Les touristes étrangers ont bien tort de ne pas passer quelques centaines de mètres plus à l'est car, au niveau du stade du célèbre club de football de Fenerbahçe, commence l'avenue de Bagdad (Bagdat Caddesi en turc), qui sur plus de seize kilomètres, longe à faible distance (500 mètres au maximum) le rivage de la mer de Marmara.

Sur une telle distance, la physionomie de l'avenue change naturellement plusieurs fois. Sa partie la plus intéressante, remarquable par son homogénéité, débute à environ trois kilomètres de son point de départ, à hauteur du parc de Göztepe, un bel espace vert de huit hectares qui a miraculeusement échappé à la spéculation immobilière. Elle s'achève quelque quatre kilomètres plus loin, près de l'embarcadere de Bostanci, d'où partent les bateaux qui mènent aux îles des Princes.

Certes cette portion, comme d'ailleurs le reste de l'avenue, ne comporte aucun monument ou site d'intérêt historique ou architectural. Mais la parcourir, idéalement à pied, permet au visiteur étranger d'avoir une tout autre vision de la Turquie que celle présentée du côté européen, à l'exception probable des quartiers d'affaires situés au nord de la place Taksim. Bien ombragée, l'avenue est ici large d'environ 35 mètres, soit la moitié des Champs-Élysées, avec de larges trottoirs de chaque côté de la chaussée (en sens unique vers l'ouest), une rareté à Istanbul où les rues commerçantes sont souvent étroites.

De part et d'autre se succèdent des petits immeubles d'habitation de quatre étages, de forme carrée, au rez-de-chaussée desquels sont installés toutes sortes de commerces, de restaurants et de cafés, ouverts sept jours sur sept, d'où une animation permanente. Des banques aussi, avec une densité impressionnante : quarante agences de vingt établissements différents, quasiment tous turcs, alors que, du côté des magasins, c'est surtout la présence d'enseignes internationales qui frappe le visiteur : Yves Rocher, Columbia, Massimo Dutti, Marks & Spencer, H&M, Zara, Mothercare, Godiva, Calzedonia, Mango, Swatch, Ladurée et Nespresso, sans oublier Mercedes et Villeroy & Boch. Les marques de luxe européennes comme Escada, Louis Vuitton et Chanel voisinent avec les enseignes locales, notamment les magasins de vêtements Vakko et Beymen. En re-

vanche, contrairement à d'autres quartiers d'Istanbul, où les mosquées ont fleuri, aucun de ces édifices religieux n'a été construit dans la partie centrale de l'avenue depuis les années 80.

Difficile de faire plus de cent mètres, d'un côté ou de l'autre, sans tomber sur une palissade. Derrière, on détruit les petits blocs construits dans les années 70 et 80 pour les remplacer par des immeubles plus modernes, dont la hauteur ne dépasse pas toutefois celle des bâtiments d'origine. Mais au-delà de ce premier rideau, il n'en va pas de même. Au sud, en direction de la mer, et au nord dans la partie qui sépare l'avenue de Bagdad du « chemin de fer anatolien » (désormais prolongation du Marmaray qui passe sous le Bosphore), les immeubles détruits, qui ne comptaient généralement pas plus de six ou sept étages, sont remplacés par des tours de douze à quinze étages, parfois davantage, ce qui confère aux quartiers environnant l'avenue une densité d'habitat et de population très élevée, comparable à celle de Tokyo et trois fois et demi supérieure à celle de Berlin.

Jusqu'aux années 60, ces zones étaient couvertes de jardins où trônaient des *konaks*, sortes de grands chalets en bois traditionnels dont il ne reste plus que quelques exemplaires, très bien restaurés et transformés en magasins, restaurants ou écoles. L'urbanisation des années 70 et 80 s'est faite au profit des classes moyennes, toujours dominantes aujourd'hui dans les quartiers qui longent l'avenue de Bagdad. Mais vu la taille des logements, leur confort et leur prix, les nouveaux immeubles sont désormais habités par des ménages appartenant pour la plupart à des catégories sociales plus aisées : *upper middle class* et affluents.

Il faut dire que, comme cela s'est produit en Chine récemment, la croissance économique débridée qu'a connue la Turquie au cours des années récentes (près de sept pour cent par an en moyenne depuis 2010) a provoqué l'apparition d'une vaste classe moyenne, dans des conditions très inégalitaires. En matière de revenus, le coefficient de Gini calculé par Eurostat pour 2017 est de 0,42, alors qu'il est par exemple de 0,26 en Belgique et de 0,31 au Luxembourg, pays très proche de la moyenne de l'UE (plus le chiffre se rapproche de un, plus les inégalités sont fortes). Une personne sur cinq vit encore au-dessous du seuil de pauvreté, selon le *CIA FactBook*.

En termes de patrimoines, les écarts sont encore plus nets. L'institut de recherche du Credit Suisse (CSRI) a établi qu'en 2017¹, le patrimoine moyen de chaque adulte turc était toujours supérieur de 63 pour cent à son niveau de 2000 malgré une baisse récente. Par ailleurs la moitié de la population adulte possédait moins de 5 090 dollars par personne : cette richesse médiane, qui reste de 35 pour cent plus élevée qu'en 2000, a néanmoins fortement diminué à partir de 2010. La discordance constatée depuis lors entre l'évolution de la moyenne et celle de la médiane révèle un accroissement important des inégalités, la moyenne étant tirée vers le haut par la constitution de gros patrimoines.

Pourtant il n'y a pas (encore) beaucoup de millionnaires en Turquie. Selon le *World Wealth Report* de Cap Gemini, elle ne figurait pas en 2017 dans le Top 25 mondial. Même constat du côté du CSRI pour qui 77 400 Turcs détenaient une fortune totale supérieure à un million de dollars, tous types d'actifs confondus. C'est moins qu'en 2013, où leur nombre dépassait les



Les immeubles anciens, même ceux datant des années 1970 ou 1980, font place à de nouvelles constructions

100 000. C'est aussi moins qu'en Grèce ou en Finlande, pays bien moins peuplés et seulement le 34^e rang mondial. La proportion du nombre d'adultes est très modeste (0,14 pour cent pour une moyenne mondiale de 0,73 pour cent) et comparable à celle du Mexique et de la Russie.

Toutefois, l'étude du CSRI fait apparaître un chiffre étonnant, qui illustre bien l'ampleur des inégalités même au sein des catégories les plus favorisées : la Turquie compte en effet quelque mille « ultra-riches », possédant plus de cinquante millions de dollars, occupant ainsi le 18^e rang mondial. Mais par rapport au nombre de millionnaires, c'est la deuxième proportion la plus élevée du monde, aussitôt après la Russie ! De plus, en 2017 on y recensait 76 « ultra-ultra-riches », au-dessus de 500 millions de dollars, soit davantage qu'en France, en Italie, en Espagne ou au Japon !

Ce ne sont naturellement pas eux qui flânent sur l'avenue de Bagdad, mais plutôt une foule de Stambouliotes de la classe moyenne, attachés à un mode de vie occidental et à l'héritage laïc d'Atatürk. Nombreux sont les habitants des zones résidentielles prospères autour de l'avenue, et aussi certains com-

la croissance économique débridée qu'a connue la Turquie au cours des années récentes (près de sept pour cent par an en moyenne depuis 2010) a provoqué l'apparition d'une vaste classe moyenne, dans des conditions très inégalitaires

merçants, à annoncer clairement la couleur en arborant aux balcons et dans les vitrines des drapeaux ornés du portrait du fondateur de la République, disparu pourtant il y a plus de 80 ans.

Aussi étonnant que cela puisse paraître vu d'Occident, il est possible de marcher plusieurs kilomètres le long de l'avenue sans rencontrer une seule femme voilée. Les touristes qui restent du côté européen ne peuvent en dire autant, d'autant que les endroits les plus prisés bordent le quartier intégriste de Laleli, fief électoral de l'ancien maire d'Istanbul, un certain Recep Tayyip Erdogan. La municipalité de Kadıköy, dont dépend administrativement ce segment de



Avenue de Bagdad (à gauche) ; Vakko est une enseigne de haut-de-gamme locale



l'avenue, est d'ailleurs dirigée par le parti kémaliste CHP et l'artère est régulièrement le théâtre de manifestations « libérales » comme sur la place Taksim. Il n'y a pas un seul touriste à l'horizon, mais l'intérêt pour la rive asiatique d'Istanbul commence à poindre, avec comme preuve le long article (à dominante gastronomique) que lui a consacré le *New York Times* en septembre dernier.

Bien évidemment l'avenue de Bagdad, sur les quatre kilomètres de sa partie centrale, n'est en rien représentative de la ville (dont la population est officiellement de quinze millions d'habitants) et encore moins de la Turquie tout entière. L'opulence des quartiers qu'elle traverse ne peut faire oublier la crise économique latente (croissance ralentie, inflation de vingt pour cent, baisse de 35 pour cent de la livre turque en un an). Plusieurs grands projets d'infrastructure ont déjà pris un retard important.

Le vent de libéralisme qui y souffle et la faible présence de la religion ne se retrouvent pas ailleurs. Et même si la présence policière est quasi-inexistante, contrairement à la place Taksim et l'avenue Istiklal, côté européen, où stationnent véhicules de police, petits blindés et canons à eau, les atteintes aux libertés individuelles marquent la vie des habitants des quartiers asiatiques d'Istanbul comme partout ailleurs en Turquie : presse sous contrôle, censure, interdiction temporaire de certains réseaux sociaux ou impossibilité d'accès à des sites Internet comme *Wikipedia* !

¹ Les chiffres retenus sont extraits du *Databook* 2017 car ceux de 2018 ont été affectés par la forte baisse de la livre turque (TRY) par rapport au dollar américain (USD).

Die kleine Zeitzeugin

War Jeanne ein Fake?

Michèle Thoma

Es war einmal eine alte Frau. Von Tag zu Tag wurde sie älter. Was nicht außergewöhnlich ist, so lange man Aufenthaltsgenehmigung hat. Außergewöhnlich war, dass sie einfach nicht aufhörte damit. Immer mehr Jahre zählte sie, immer mehr Tage, von denen man hätte annehmen können, sie seien längst gezählt. Aber sie scherzte sich nicht darum, sie machte weiter, und so addierte man weiter, die Stunden, die Minuten, fieberte den Rekorden entgegen, die sie locker brach. Wobei sie nicht viel machen musste, außer eben weiter zu machen.

Sie wird zum Star, zum Superstar. Das Bild der zarten Frau mit den zarten Silberlöckchen flimmert über die Weltbildschirme, wird zum Oldie-Logo, zum Inbegriff der Alten, die zäh und rebellisch einfach dableibt. Alles ist, wird möglich, sagt das Bild der Frau, die Portwein und Zigaretten mag, toll, alles ist möglich, das kurze Age der Anti-Ager_innen beginnt.

Bis wieviel geht es? Alle Welt starrt gebannt auf die fidele Veteranin unter den globalen, offiziell als Anti-Todeskandidat_innen antretenden Grufties. Ist sie nicht die coolste, sie macht was mit Techno? Nicht so eine Aufgebahrte wie ihre Konkurrent_

Jeanne Calment soll 122 Jahre alt geworden sein. Das ist bis heute Weltrekord

innen, nicht so eine außerirdische Hülle! Nicht so ein Püppchen im pinken Kleidchen an der Hand eines Betreuers. Sie hat alle überholt, überflügelt, sie hat gewonnen. Geht es also immer so weiter, so heiter auch noch, hört es nie auf? Wir vielleicht auch nicht? Wegen dem Portwein?

Fragen werden ihr ins Ohr gebrüllt, nicht allzu komplexe. Sie beantwortet sie mit Contenance, manchmal mit Witz. Es scheint ein unkompliziertes Leben gewesen zu sein, die Schläge, die ihr das Schicksal der Legende nach verpasst hat, sind nicht Thema. Sie ist eher der Typ Genießerin, vielleicht ist das ja das Geheimnis, murmeln die, die auf der Suche nach dem ewigen Leben sind, dem hier natürlich. Gott ist vor allem der, der sie vergessen hat. Dabei war sie schon vor dem Eiffelturm da.

Mit 110 bequemt sich die bourgeoise aus Arles, die mit 85 das Fechten erlernt und dem Notar, dem sie ihr Haus auf Leibrente überlassen hat, beim Sterben nobel den Vortritt lässt, ins Altersheim. Mit jedem Tag, den die Betagte absolviert, steigt der Ruhm. Gern spielt sie ihre Rolle im Medienzirkus, *allez Jeanne!*, zu drolligen Darbietungen wird applaudiert. Sie wird getätschelt, mit Küsschen überhäuft, schelmisch lugt sie hinter einem Fächer hervor, ein souveränes Maskottchen.

Der pompöse Blumenschmuck, der sich beim letzten Geburtstag hinter ihr auftürmt, hat schon etwas von einem Friedhofsarrangement. Der gequält wirkenden Frau im Rollstuhl mit den toten Augen, die auf ein Podest vor Publikum geschoben wird, wird ein Leckerli zwischen die Lippen geschoben, mechanisch nickt sie. Die Erscheinung im Rollstuhl wird präsentiert und weihevoll beglotzt, dann werden die Tage wieder gezählt, 146 an der Zahl.

Dann stirbt sie.

Und jetzt der Russengau.

Jeanne ein Fake? Eine Tochter, die ihre eigene Mutter spielt? Bis zum sanften Ende? Die meisten Töchter leben diese Vorstellung im Alter von vier Jahren aus, dann haben sie es hinter sich. Eine kleine bourgeoise Gaunerin, die als Mittdreißigerin auf der Bühne des Provinztheaters eine Sechzigjährige gibt? Ja, die Umstände. Ja, das Kinn und die Ohrläppchen und die Nasenspitze, und aoramäßig könnte man wirklich ins Grübeln kommen.

Jeanne ein Fake? Eine bessere Alte, die Männerquote ist ja leider nicht einzuhalten, hat sich uns bisher nicht vorgestellt. Und bitte, sie hat Van Gogh gesehen, diesen fiesen, stinkenden Kerl, diesen Widerling! Kann sie sich so leidenschaftlich in ihren Abscheu hinein steigern, wenn fräulein Van Gogh nie erschienen ist? Und warum, weil dies eine geile Nummer ist, interessanter als der Feigenbaum im Hof? Dann hätte sie, wer auch immer sie ist, ein bemerkenswertes Feeling für Ego-Inszenierung. Ganz zu schweigen von Schauspielkunst und Disziplin.

Und dazu Lebenslänglich als eigene Mutter.

Wenn das keine Leistung ist.

La révolution blockchain (3)

Intelligence artificielle : de la pierre au cyborg

Mirel Bran

Il y a quelques millions d'années, l'homme a fait un geste qui a changé son destin : il a soulevé une pierre. Cet instant a tout changé, à commencer par l'homme lui-même. Cette pierre est devenue le prolongement de son bras. Pour atteindre sa cible, le plus souvent du gibier, elle avait en elle la force conférée par les muscles de l'homme. Prolongeant le bras, elle devint une arme. Au fil du temps cette arme rudimentaire fut perfectionnée. Une pierre bien taillée tue plus vite. Attachée à une branche elle devient une flèche. Si l'on remplace la branche par un bâton, on obtient une lance qui peut être projetée à quelques dizaines de mètres. C'est ainsi que notre corps physique a commencé à augmenter.

Les formes d'intelligence artificielle que nous sommes en train d'inventer commencent à devenir autonomes

Puis l'homme découvrit le feu qui augmenta ses pouvoirs. Le feu, c'est cool : il chauffe, il permet de manger un bon steak grillé au lieu d'un steak cru, mais surtout, il permet de fondre le bronze et le fer pour fabriquer des armes et des outils plus sophistiqués. Le feu donne à l'homme le pouvoir de conquérir son environnement. Peu à peu, il renonce à la chasse et pratique

l'agriculture. On appelle ce processus « évolution » et il fait partie de la nature humaine. L'homme existe dans la mesure où il évolue et où il augmente ses pouvoirs grâce aux outils qui prolongent la force de son corps.

Mais l'homme n'est pas seulement fait de muscles. Il évolue dans la mesure où il augmente aussi ses capacités intellectuelles. En 1439, un Allemand né à Mayence, Johannes Genfleisch zur Laden zum Gutenberg, a inventé la typographie. Les connaissances accumulées par l'homme ne sont plus communiquées oralement mais sont exprimées en mots imprimés sur du papier broché. Le livre est né. Le livre est un prolongement de la pensée humaine qui se transmet d'une génération à l'autre.

En 1668, un ingénieur britannique, Thomas Savery, invente la machine à vapeur. Un siècle plus tard, le français Nicolas Cugnot introduit cette machine dans un fardier, l'ancêtre de l'automobile. Cet homme, considéré comme un fou à l'époque, ouvrait la voie des temps modernes. En 1831, Michael Faraday produit pour la première fois de l'électricité et projette le monde dans une autre dimension. En l'espace d'un siècle arrivent sur le marché les voitures qui fonctionnent à l'essence, la radio, la télévision, le téléphone, les premiers ordinateurs et l'internet. Le 25 décembre 1990, le britannique Tim Berners-Lee invente le système *World Wide Web* (www) qui allait introduire l'internet dans notre vie quotidienne.

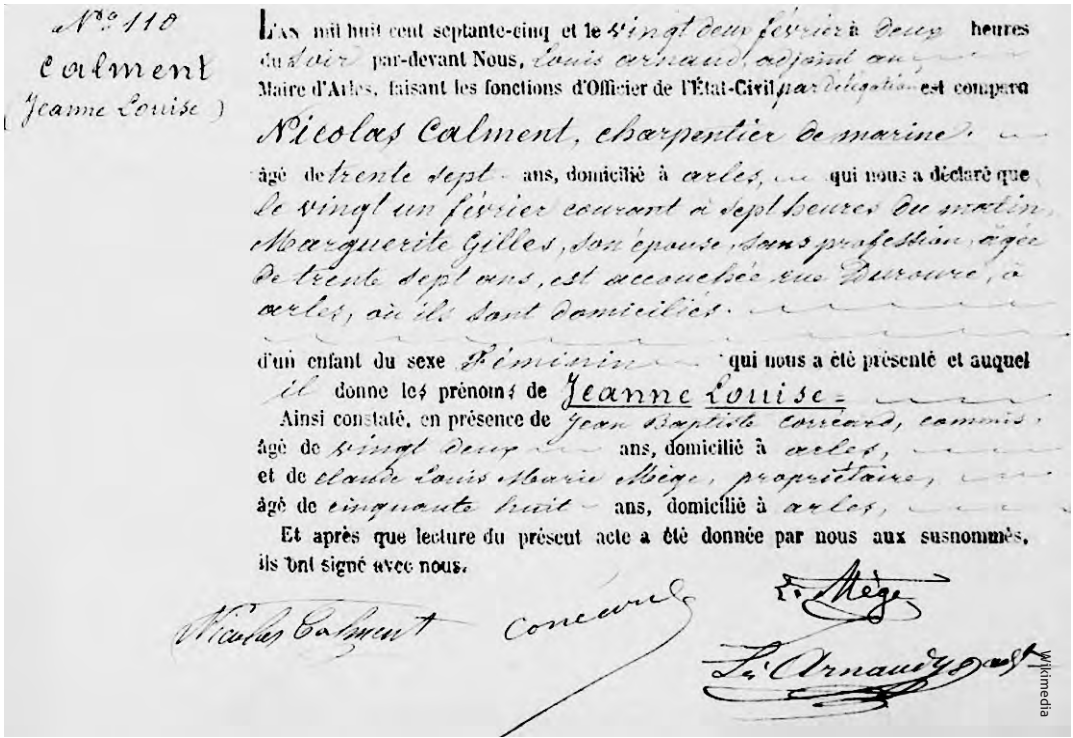
Si j'étais capable de me projeter dans une pierre il y a quelques millions d'années, à partir de 1990 je peux me projeter instantanément aux quatre coins du monde. Grâce à internet, je peux me projeter symboliquement à travers la planète entière. C'est comme si j'avais vaincu la gravitation, car la toile me permet d'être partout en un instant quand je le souhaite. Peu à peu, le monde virtuel concurrence le monde réel au point que l'on commence à les confondre. Les différences entre le virtuel et le réel s'estompent et le monde virtuel me semble parfois plus réel que ma réalité immédiate.

Muni d'un téléphone mobile connecté à des millions de réseaux et de mondes virtuels, je me demande : qui suis-je ? Un cyborg ? Mais je suis déjà un cyborg depuis que j'ai soulevé la première pierre sur mon chemin. Certes un cyborg rudimentaire comparé au cyborg connecté à internet et au téléphone mobile. Mais c'est quoi un cyborg ? C'est la rencontre entre moi et toutes les prolongements de mon être.

Ma dimension de cyborg augmente chaque fois que mon intelligence crée une nouvelle forme. Les cyborgs ne sont pas les robots que nous créons. Ils sont notre rencontre avec eux et les changements qu'ils produisent dans nos vies. Le cyborg, c'est moi, ce n'est pas le robot ou toute autre forme d'intelligence artificielle qui augmente mes pouvoirs physiques et intellectuels.

Mais à quel prix ? Les formes d'intelligence artificielle que nous sommes en train d'inventer commencent à devenir autonomes. Bientôt nos maisons seront capables de s'autogérer pour nous offrir un confort que l'on pourra programmer à travers l'internet des objets (IdO, en anglais IoT – *Internet of Things*). L'IdO ce sont les formes d'intelligence artificielle intégrées dans les objets de notre quotidien : frigo, machine à laver, prises électriques, air conditionné, grille-pain, cuisinière...

Des milliers de chercheurs de haut niveau travaillent actuellement sur des formes de programmation qui permettront aux machines et aux robots de reproduire le processus cognitif et affectif de l'homme. Ce n'est pas de la science fiction, il n'y a qu'à lire les livres de Ray Kurzweill, un des experts les plus en pointe dans la programmation de l'intelligence artificielle. Jusqu'à présent, toutes les formes d'intelligence artificielle ont augmenté nos capacités physiques et intellectuelles. Mais une question se pose : que fera-t-on si elles se retournent contre nous ? Que fera-t-on quand la pierre que l'on jette deviendra autonome et se retournera contre nous, quand le chasseur deviendra son propre gibier ?



Jeanne Calments Geburtsurkunde vom 21. Februar 1875 aus dem Archiv des Standesamts von Arles

Zu Gast

Stop aux subsides cruels

Tilly Metz

La politique agricole commune est un domaine important de l'Union européenne. Sur un budget de 160 milliards d'euros en 2018, 59 milliards furent dépensés pour la PAC, dont une large partie pour la production animalière. Selon des sondages récents, 82 pour cent des citoyens/nes européens/nes veulent une meilleure protection des animaux, néanmoins la plupart des pays de l'UE ne consacrent qu'entre zéro et deux pour cent de leur budget agricole à l'amélioration du bien-être animal. La future PAC proposée par la Commission européenne, respecterait-elle davantage le bien-être animal ? La proposition contient, malgré quelques lueurs d'espoir, surtout des risques importants. Cependant, pour la première fois dans l'histoire de la PAC, l'amélioration du bien-être animal est reconnue à travers les objectifs généraux visés. Mais ces objectifs qui ne seront malheureusement pas contraignants !

De plus, la PAC continuera – si votée telle quelle – de « booster » la production et l'exportation, favo-

risant ainsi directement l'élevage industriel et une augmentation des transports d'animaux vivants, sources de souffrance animale.

Des pratiques particulièrement bénéfiques pour l'environnement et positives également pour les animaux, pourront être encouragées par des mesures spéciales. Cependant, la part du budget devant être consacrée à ces mesures ne sera pas fixée à un minimum. Un pays pourrait dès lors décider de n'y consacrer que 0,5 pour cent de son budget agricole !

Enfin, la plupart des directives européennes visant la protection des animaux ne seront pas prises en compte dans les conditions pour obtenir des subsides. Les dispositions protégeant les vaches laitières ou les poules pondeuses ne sont, par exemple, pas mentionnées dans la proposition de la Commission européenne. Nous essayons d'améliorer la proposition de la Commission européenne pour une PAC plus respectueuse du bien-être animal et correspondant aux attentes sociales. L'objectif du bien-être animal doit être incontournable et obligatoire pour chaque pays. Toutes les directives européennes relatives au bien-être animal doivent être incluses dans les conditions d'obtention de subsides. Car, pourquoi l'élevage intensif ou en cages devrait-il pouvoir bénéficier

d'avantage d'aides supplémentaires ? Et, dans le même ordre d'idées : pourquoi encourager la surproduction de produits animaliers à des fins d'exportation ?

Pour la future PAC ainsi que pour l'avenir de l'élevage, je garde l'espoir qu'à moyen terme et ensemble avec les agriculteurs/rices, nous arriverons à réduire l'élevage intensif, non-respectueux des animaux. En tant que députée européenne, je suis heureuse de voir que les citoyens européens se mobilisent contre le cauchemar de l'élevage en cage avec l'initiative européenne « end the cage age ». Ils envoient ainsi, par leur signature, un symbole fort et montrent leurs attentes par rapport à une future politique agricole européenne. Je revendique aussi plus de transparence à travers l'étiquetage et/ou des labels européens et j'exige que les infrastructures publiques telles que les écoles, les hôpitaux utilisent des produits locaux et biologiques respectant d'ailleurs le bien-être animal.

Je voudrais aussi rappeler que l'élevage industriel nécessite une quantité importante d'antibiotiques et d'eau potable, contribue à la pollution des eaux et des airs, et est une source importante de gaz à effet de serre. Protéger le bien-être animal contribue donc également à la santé des êtres humains et de notre planète.

Il y a cent ans la république (3)

L'usine face à l'invasion des

Henri Wehenkel

Le 18 novembre 1918, une semaine après avoir aboli la monarchie de droit divin, le gouvernement mit fin au patronat de droit divin. Avec l'introduction de la journée de travail de huit heures, la république faisait son entrée triomphale dans l'entreprise privée. Le peuple ouvrier s'émancipait de l'idée républicaine et essayait de la traduire en revendications matérielles. La république devenait république sociale.

Reuter avait voulu sauver la grande-duchesse en liant son sort à une aléatoire consultation populaire. Il se sauva surtout lui-même et n'empêcha pas les événements de suivre leur cours. Les Luxembourgeois étaient enfin libres de dire ce qu'ils pensaient et de faire ce qui leur semblait juste. Ils allaient le faire dans un joli désordre. C'était cela aussi, la république.

Tout le monde ne s'était certainement pas converti du jour au lendemain aux bienfaits d'une république luxembourgeoise. Tandis que la capitale et le Bassin Minier résonnaient du bruit des manifestations antidynastiques, la campagne restait étrangement silencieuse.

La guerre avait creusé un fossé profond entre les villes et la campagne, entre les producteurs et les consommateurs, entre ceux qui avaient des réserves pour survivre ou s'enrichir et ceux qui n'avaient que leurs bras pour travailler et beaucoup de bouches à nourrir. Les paysans n'aimaient pas plus les envahisseurs que leurs cousins du Sud et du Centre, mais ils n'attendaient rien de bon d'une république anticléricale et revancharde et ils étaient prêts à écouter les rancœurs d'un clergé profondément germanophile et francophobe, profondément blessé par leur départ de l'école. Pour eux la monarchie pouvait être un bouclier et un recours. Qui les protégerait autrement de l'orage et de la grêle ?

Emile Prüm était leur héros, Prüm, le châtelain de Clervaux, l'héritier politique de l'abbé Fallize. Prüm, le catholique ultramontain, l'homme de la loi scolaire de 1898 et du monument des « Klöppelkrieger », l'ennemi de l'industrie, l'homme qui avait appelé au secours les industriels de la Ruhr pour saler la facture des concessions minières. Le vieux Prüm avait accompagné en 1914 les convois de vivres de la Fédération des associations agricoles locales pour la Belgique martyre et qui avait ensuite lancé des pamphlets contre les crimes de l'armée allemande et le silence des catholiques allemands.¹

Prüm était revenu des geôles allemandes ! Il s'adressait, le dimanche 17 novembre, à ses fidèles à Ettelbruck. Le *Tageblatt* le salua, légèrement ironique : « Auf einer Treppe aber, im inneren Hof des Mädchenpensionats stand Emil Prüm, wie damals als es den Sturm gegen Industrie und Schulgesetz galt, und um ihn standen in einigen hundert Exemplaren die Söhne des Öslings, die von ihren Pastörchen zu einer unblutigen Klöppelaktion nach Ettelbrück getrommelt waren. [...] Da stand er denn, etwas abgemagert, mit dem durch die dreijährige Gefangenschaft ausgeprägten Duldergesicht. »²



Le syndicaliste Jos Grandgenet

L'introduction de la journée de huit heures fut un des plus grands succès du mouvement ouvrier du XX^e siècle. Il resta acquis malgré toutes les menaces et tous les rebondissements politiques

Prüm était entouré d'Hubert Loutsch et de Mgr Frédéric Mack. Il appelait les paysans de l'Esling à arrêter les bolcheviks sur la frontière de l'Our et à défendre une dynastie liée au peuple contre les agissements de la ploutocratie internationale. La ploutocratie ou le règne de l'argent était quelque chose de pire que le capitalisme, une perversion morale.

Au premier rang se tenaient les notables du parti de la droite avec le jeune et ambitieux Bech, un peu à l'écart une vingtaine de militants de la section syndicale d'Ettelbruck, un ruban rouge à la boutonnière. La réunion d'Ettelbruck n'avait pas rassemblé des foules énormes, mais le danger d'une polarisation de l'opinion publique se dessinait à l'horizon. Les trois orateurs étaient représentatifs des trois courants de la droite catholique, souvent opposés, pour une fois réunis. Hubert Loutsch, que la grande-duchesse avait voulu imposer en 1915 à la tête du gouvernement, était l'homme de la bourgeoisie catholique, des familles de brasseurs de Neudorf et Clausen et des notaires de campagne. Frédéric Mack était le patron de la Fédération des associations populaires, les « Volksvereine », organisation tentaculaire construite sur le modèle allemand, avec ses innombrables ramifications, son implantation au niveau des paroisses et son encadrement clérical. La *Luxemburger Zeitung* était inquiète « In Öslinger Bauernkreisen speziell schien gestern etwas wie Klöppelkriegshefe zu gären, ein Bedürfnis, mit Gott für Fürstin und Vaterland dreinzuschlagen. »³

La fermentation politique était aussi, semblait-il, à l'œuvre dans la classe ouvrière. Le mercredi 13 novembre, les ouvriers de Dudelange s'étaient réunis dans la salle Thiel-Weber à l'appel du conseil ouvrier et paysan de la capitale. Dudelange était restée une monarchie absolue sous le règne d'Emile Mayrisch, directeur de l'usine puis directeur général de l'Arbed. Mayrisch avait fait tout

pour ses ouvriers, il avait construit des logements, des cantines, des économats et créé des assurances-pensions. C'était un homme généreux, mais il n'hésitait pas à priver de ces bienfaits ceux qui lui manquaient de reconnaissance, s'opposaient à ses ordres ou adhéraient à un syndicat. La nouvelle classe ouvrière qui se retrouvait dans cette usine moderne avait gardé ses racines paysannes. Il n'y avait à Dudelange que deux pouvoirs, l'usine et l'église, et deux populations, celle du village et celle immigrée et instable de la Petite Italie.

La réunion du 13 novembre commença avec retard, les organisateurs ayant été retenus à la Chambre. La salle était archicomble, impatiente, éternelle. Le premier à prendre la parole était Nic Biever, 24 ans, fils de mineur, cadet de 11 enfants, depuis juillet 1917 secrétaire de la section locale du « Berg- und Hüttenarbeiterverband ». Le deuxième était Jean-Baptiste Rock, le secrétaire des cercles ouvriers catholiques, le troisième Jean Friedrich, instituteur, correspondant du *Luxemburger Wort* et chef local du « Jünglingsverein ».

Biever dit que rien n'autorisait le prétendu Conseil ouvrier et paysan à parler au nom des ouvriers, que ce n'était pas la grande-duchesse qui faisait obstacle aux revendications ouvrières et que personne n'avait le droit de porter atteinte à l'unité syndicale des ouvriers en faisant diversion avec des propositions loufoques. Une résolution fut rédigée à la hâte et adoptée à main levée: « Die Versammlung protestiert mit aller Energie gegen die schändlichen Umtriebe dunkler Elemente, welche als gefügige Diener einer gewissen Clique den Namen des Arbeiterrates missbrauchen. » Ensuite l'assemblée fut appelée à chanter l'hymne national : « Dies geschah und bei der zweiten Strophe standen alle auf und sangen entblößten Hauptes: 'O Du, du uewen' ».⁴ Dudelange était restée fidèle à la patrie et à la grande-duchesse. C'était en tout cas ainsi que le *Luxemburger Wort* voyait les choses.

Pendant ce temps, le gouvernement gardait son calme. Le lundi 18 novembre, il reçut en fin d'après-midi la visite d'une délégation du « Berg- und Hüttenarbeiterverband ». Ce syndicat avait été fondé en 1916 et comptait 6 000 membres en avril 1917, un tiers des effectifs de la grande industrie. Affaibli par l'échec de la grève de juin 1917, il avait perdu les trois quarts de ses membres et commençait seulement à retrouver ses anciennes forces. Fin octobre, il revendiqua 4 481 membres, sans compter les 3 950 membres du « Gewerkschaftskartell » ou du « Metallarbeiterverband » de la capitale.⁵

Les délégués de BHAV réussirent à convaincre le gouvernement de signer un communiqué de la teneur suivante : « Die Regierung hat im Prinzip beschlossen, vom 1. Dezember 1918 ab den Achtstundentag in den großindustriellen Betrieben einzuführen. Die Einführung dieser Maßregel wird wesentlich dadurch erleichtert, dass die genannten Betriebe infolge Koksmangel und Verkehrsstörungen augenblicklich nur mehr teilweise aufrecht erhalten sind. »⁶

Ces trois phrases bouleversaient la vie des classes populaires. La longueur de la journée de travail était de douze heures dans l'industrie du fer, dont 1,5 heures de pauses, et de dix ou 10,5 heures dans la petite et moyenne industrie. Depuis plus de dix ans, les organisations sociales-démocrates demandaient chaque premier mai : « Huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de temps libre ! » Il avait suffi d'une semaine de révolution et de deux heures de négociations pour que se réalise une des plus anciennes revendications du mouvement ouvrier. Finies les interminables journées de travail, finies la galère et l'esclavage. L'usine ne serait plus une prison ni une caserne. L'ouvrier serait un citoyen, l'usine une république. L'ouvrier aurait des droits et le patron des devoirs ainsi que des comptes à rendre.

La décision avait été prise sans consultation du patronat, dans l'urgence, ce qui risquait de poser quelques problèmes pour appliquer une mesure qui renchérissait considérablement les coûts horaires du travail. Les représentants de l'agriculture craignaient que l'exode rural ne soit accéléré, ceux des employés et de fonctionnaires trouvaient que cette mesure avantagerait unilatéralement les ouvriers. Les critiques les plus acerbes provenaient cependant de la grande industrie.

Son porte-parole était Paul Würth, propriétaire des Ateliers de construction de Hollerich et cofondateur de la Deutsch-Luxemburgische Hüttenengesellschaft de Differdange. Würth adressa une lettre ouverte pleine d'amertume à Auguste Collart, le ministre en charge de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie et du Travail. Collart était le jeune châtelain de Bettembourg, gentleman-farmer et rejeton d'une vieille famille aristocratique : « Je vous accuse de tous les malheurs qui viennent faucher notre industrie. Obéissant à des sentiments malpropres de démagogie, vous avez promis à quelques ouvriers députés la journée de huit heures [...] Vous devriez avoir honte de vos procédés, qui, il faut que cela soit dit, n'ont d'autre but que de capturer les voix des ouvriers pour sauver la Grande-Duchesse. »⁷

Cette version d'un complot ayant pour objet de corrompre les députés du parti populaire et d'échanger le sort de l'industrie contre le sort de la Grande-Duchesse était très répandue dans la presse de gauche et semblait plausible. Elle se heurte pourtant au témoignage du principal intéressé, Collart, qui, quarante ans après les faits se défendit d'avoir servi de si noirs dessins et se considéra comme injustement ostracisé comme ennemi de l'industrie.⁸ Elle ne résista pas non plus à l'examen minutieux des faits.

Il suffit de consulter les rapports publiés dans la presse syndicale pour se rendre compte que tout s'était décidé le 17 novembre, la veille du rendez-vous avec le gouvernement, lors d'une réunion du comité central du BHAV. Cette réunion avait été convoquée pour doter le syndicat d'un programme de revendications pour l'après-guerre : « Präsident Herschbach ergriff sodann das Wort zu dem Thema 'Aktuelle Fragen' und



Die Volksstimme du 23 novembre 1918

verliert nachstehendes Programm, welches die hauptsächlichsten Forderungen der Arbeiterschaft enthält. » Il s'agissait de onze revendications principales qui commençaient par la question du ravitaillement et se terminaient par la création d'une caisse de pension des ouvriers. La cinquième revendication portait sur la journée de huit heures. Rien que de la routine syndicale. Aucune attention particulière à cette dernière question, aucune mobilisation préalable.

C'est à ce moment-là que Mathias Stranen, militant socialiste et membre du conseil ouvrier d'Esch, prit la parole. Stranen lut l'appel du conseil ouvrier des ateliers de chemin de fer constitué le 15 novembre : « Kameraden! Eine Welt ist zusammengebrochen, eine Neue ist im Werden; dass wir die neue Welt müssen aufbauen helfen, um uns einen bescheidenen Platz in derselben zu sichern, ist uns klar geworden. Die Versammlungen der letzten Tage haben gezeigt, dass wir entschlossen sind, uns selbst zu helfen und dafür einzustehen: 'Alle für Einen, Einer für Alle.' Ruhe und Ordnung müssen gewahrt werden, wir haben uns dafür verbürgt. Und deshalb haben wir in den Versammlungen beschlossen: 1. Dass wir unsere Arbeitszeit regeln müssen; 2. Wir wollen nicht mehr der Laune eines Einzelnen ausgesetzt sein. Es ist eine gerechte Forderung, sie resultiert aus vier langen Leidensjahren. »⁹ Après une discussion approfondie on désigna une délégation de sept personnes qui devait se rendre au gouvernement le lendemain.

Le texte des ouvriers des chemins de fer était remarquable par bien des aspects, par le souffle du moment historique qui le traversait, par la référence explicite aux manifestations des jours précédents, par la volonté de ne compter que sur l'initiative et sur la solidarité des travailleurs et par le rappel des souffrances endurées pendant quatre années de guerre.

Que signifiait la guerre pour les ouvriers ? Avant tout la pénurie, la montée des prix, le surmenage et la surveillance de tous les instants. L'économie luxembourgeoise était intégrée à l'économie de guerre allemande, les conditions de vie ouvrière alignées au niveau allemand. L'ouvrier participait pleinement à l'effort de guerre, il payait le prix de la guerre. Il ne restait plus rien de la neutralité, de ce sentiment rassurant d'assister à la guerre en spectateur. La question de la durée du travail était présente, mais elle risquait trop vite d'être considérée comme une manière de sabotage de la production pour être trop mise en avant.



Les syndicalistes Pierre Krier et Jean Bukovac, sorti de prison en mars 1921



Pierre Kappweiler, cheminot et syndicaliste

Deux abbés marxologues au « siècle des extrêmes » : Marcel Reding (1914-1993) et Edouard Kinnen (1918-1975) – Deuxième partie

Le théologien Marcel Reding en URSS

Claude Wey

Comme nous venons de le voir dans notre première partie (*d'Land* du 4 janvier 2019 : 14)*, Marcel Reding décide finalement d'accepter l'invitation soviétique tout en respectant les ordres de son évêque, Josef Schoiswohl. Il s'envole donc vers Moscou où il est accueilli le 16 décembre 1955 par I. V. Poljanski (1898-1956), président du « Conseil pour les affaires des cultes religieux ». Hôte attiré, Poljanski accompagne le théologien luxembourgeois tout au long de son périple soviétique dont le point d'orgue est certainement son entretien sous forme d'audience particulière avec Anastas Mikojan (1895-1978).

Comme Reding ne manque pas de le préciser dans son rapport portant sur sa « Moskauer Reise », la durée de l'entrevue du 28 décembre 1955 avec le vice-premier ministre soviétique dépasse légèrement la demi-heure et se termine par le suivant échange de propos : « Mikojan schloss mit dem Gedanken, Don Quijote habe sich auch am Ende seines Lebens überzeugen lassen müssen, dass die Wirklichkeit wichtiger sei als seine Träumerei. Worauf ich antwortete, dieser Gedanke entspreche völlig unserem christlichen Vorsehungsglauben » (Document n°11 ; Conzemius 2008 : 170).

Le lendemain, le *Luxemburger Wort* publie un communiqué relatif au séjour moscovite de Reding. Intitulée « Ehrenvoller Auftrag », l'information ne fait que reprendre le « scoop » de l'agence de presse étasunienne « Associated Press ». Et le jour suivant, c'est au rédacteur du *Zeitung vom Letzburger Volk* de reprendre la nouvelle du *Wort* tout en notant que le journal catholique manque de préciser « ob es sich um eine wissenschaftliche oder kirchenpolitische Mission handelt, um deretwegen unser hochgestellte Landsmann sich nach Moskau begeben hat. » Puis de terminer: « Auf jeden Fall eine in mehr als einer Hinsicht interessante Nachricht ».

Le rédacteur du quotidien communiste ne croit pas si bien dire, encore qu'il faut rappeler que Reding s'était engagé auprès de ses autorités hiérarchiques de faire tout pour que son voyage en terre soviétique ne soit pas porté à la connaissance du grand public. Or, bien qu'il eût obtenu de la part des responsables soviétiques la garantie de la « Verschwiegenheit », quel ne fut son étonnement d'apprendre que la presse soviétique révéla au grand jour sa visite en URSS. Comme en témoignent les articles parus dans *l'Isvestija* et dans la *Pravda*, ainsi que la diffusion de la nouvelle par Radio Moscou (document n° 11, Conzemius 2008 : 163).

Les lecteurs de la *Zeitung vom Letzburger Volk* doivent toutefois patienter jusqu'au 28 mars 1956 avant de découvrir des informations plus détaillées

Le voyage de l'abbé Reding en URSS provoque une avalanche d'articles, de la *Pravda* à l'*Osservatore Romano*

lées quant au voyage de Marcel Reding en Union soviétique : « Unser geistliche Landsmann besuchte u.a. die neuen von Rom eingesetzten katholischen Bischöfe in der litauischen Sowjetrepublik sowie die 12 000 Seelen zählende katholische Religions-gemeinde in Leningrad. In Wilna, der Hauptstadt der Sowjetrepublik Litauen, zelebrierte er am Weihnachtsabend vor 2 000 Gläubigen die Christmette. Auch dem Oberhaupt der armenisch-katholischen Kirche stattete er einen Besuch ab. Schließlich hatte er in der Akademie der Wissenschaften in Moskau eine philosophisch-theologische Diskussion mit sowjetischen Gelehrten, welche vier Stunden dauerte. Thema dieses Kolloquiums war die Frage des Atheismus. Sodann wurde er von dem stellvertretenden Ministerpräsidenten Mikojan zu einer einstündigen Unterredung empfangen. »

Et le journal d'ajouter : « Über den Inhalt dieser Unterredung ist uns nichts bekannt. Wir gehen jedoch kaum fehl, wenn wir annehmen, dass die Reise unsres geistlichen Landmannes im Sinne jener Bestrebungen katholischer Kreise liegt, welche bei Wahrung der gegenseitigen prinzipiellen Einstellung eine Milderung der Spannung zwischen Religion und Kommunismus resp. dem Vatikan und den sozialistischen Staaten befürworten. Eine solche Entwicklung wäre im Interesse der Koexistenz, des Friedens und der Völkerannäherung nur zu begrüßen. »

Deux jours après, c'est à l'hebdomadaire *d'Letzburger Land* de consacrer un papier au séjour soviétique de Marcel Reding. Publié le 30 mars 1956, signé par l'historien Joseph Hess (1889-1973) et portant le titre « Ein Luxemburger Theologe zu dem stellvertretenden Ministerpräsidenten Mikoyan berufen », l'article conclut par les réflexions suivantes: « Wie auch diese Annäherungsversuche verlaufen mögen: es erfüllt

uns Luxemburger mit Genugtuung, daß einer unserer Landsleute, der europäischen Ansehen genießt, zur Anbahnung eines Modus vivendi mit den auf-tauenden religiösen Organisationen des Ostens aussersehen wurde. » Et de souligner : « Allein schon wegen der unterdrückten Mitbrüder in den Ländern des Ostblocks sei jeder Versuch auch ohne positive Erfolgsaussichten unternehmenswert ».

À lire ces quelques extraits de presse, l'on pourrait conclure que le voyage moscovite de Reding fut accueilli plutôt positivement tant par la presse catholique et libérale que par le quotidien du PCL. Un événement politique trop rare en ces temps de guerre froide pour ne point être mentionné. Mais il faut relativiser la portée politique de ces prises de position journalistiques. Pour preuve, citons les réflexions épistolaires du Premier ministre Joseph Bech (1887-1975) qui s'adresse le 7 février 1956 à Reding : « J'admire votre zèle missionnaire et je suis d'accord avec vous qu'il faut essayer de négocier, car si entre les deux blocs on ne négocie plus ce sera la guerre froide ou chaude à jamais ! »

Or, Bech n'a pas ménagé ses critiques quelque peu descendantes et doctorales envers l'engagement diplomatique de son compatriote : « Croyez-vous qu'ils permettront aux occidentaux d'introduire chez eux l'explosif des idées chrétiennes mortel pour l'échafaudage matérialiste de leur puissance ? Ne sera-ce pas un dialogue de sourds sur le plan spirituel comme c'est le cas sur le plan politique ? Les négociations ne pourraient aboutir au mieux qu'à un compromis et des ponts détruits ne sont pas reconstruits, surtout entre deux rives séparées par un abîme, avec un matériau fait de compromis » (Document n°13, Conzemius 2008 : 173).

Comparée aux critiques de Bech, la réaction de l'organe de presse du Saint-Siège s'avère beaucoup moins complaisante. Ainsi le rédacteur en chef de l'*Osservatore Romano* Federico Alessandrini (1905-1983), consacre son papier du 23 mars 1956 au voyage privé d'un « cultore di studi teologici » en URSS tout en annonçant son point de vue réprobateur par le titre « L'impossibile colloquio ». À relever que le quotidien du Vatican ne critique pas seulement l'initiative de Reding, mais il pointe également du doigt les partisans du dialogue avec la nouvelle équipe dirigeante au Kremlin. Est visé en premier lieu le journaliste Hansjakob Stehle (1927-2015) qui venait de publier le 13 mars 1956 dans la *Frankfurter Allgemeinen Zeitung* un article intitulé « Ein katholischer Theologe diskutiert im Kreml » dans lequel il retient que « der Gedanke an ein Konkordat mit Moskau wird in manchen katholischen Kreisen, selbst im Vatikan, bisweilen erwogen ».



Marcel Reding

Ce n'est que deux mois plus tard que le *Luxemburger Wort* réagit dans son édition du 24 mai 1956 à l'article d'Alessandrini et à celui de Stehle en faisant preuve d'un acte de balance analytique. Essayant de ménager Marcel Reding, le rédacteur du quotidien catholique se montre très critique en premier lieu envers le journaliste du quotidien conservateur de Francfort : « Bezeichnend war Stehles Untertitel : 'Suche nach Möglichkeiten religiöser Koexistenz'. Es war wohl gerade dieser Untertitel, der den Chef-Redaktor der vatikanischen Tageszeitung zu seiner Überschrift 'Das unmögliche Gespräch' und zu einer kritisch-negativen Stellungnahme zur Moskareise Marcel Redings bewog. [...] In seinem ganzen Artikel erhebt der Chef-Redaktor des *Osservatore* keinen einzigen Vorwurf an die Adresse unseres Landmannes. Er will bloß betonen, daß es nicht angeht, die 'private' Moskareise eines Theologen zur Grundlage für illutorische Hoffnungen zu machen und sie durch bis jetzt vollkommen unbegründete, verwirrende oder sogar bedenkliche Schlussfolgerungen propagandistisch aufzubauchen ».

L'article retient en outre une prise de position d'Alessandrini qui aurait fait honneur à bien d'autres partisans de la ligne dure au sein de l'Église catholique : « Doch heute, sagt man, sei der Stalinismus erledigt und durch einen neuen Kurs ersetzt. Darauf ist zu antworten, dass das Vorgehen des Kommunismus auf Grundlagen fußt, die unverändert bleiben; sie bleiben materialistisch u. atheistisch, kämpferischer Atheismus ». Se pose la question de savoir si Reding aurait catégoriquement réfuté cette réflexion? Très probablement pas, mais contrairement aux « purs et durs » du monde ecclésiastique, le théologien marxologue prône le dialogue entre les mondes catholique et communiste.

L'engagement de Reding semble avoir porté ses fruits, tout au moins au niveau de la recherche philosophique. Comme le souligne d'ailleurs Martin Meyer dans son article paru le 9 janvier 2001 dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « Seine Kontaktaufnahme löste eine Flut von Veröffentlichungen seitens der Sowjetischen Akademie der Wissenschaften zum Thema Thomismus aus. In diesen Schriften ist über Catholica in ruhigem, abwägendem Tonfall geschriebene beziehungsweise analysiert worden ».

Encore faut-il noter que ce dégel scientifique ne commence à se manifester qu'à un moment où Reding avait déjà dû passer les fourches caudines du Saint-Siège. Épreuve ressentie comme traumatisante, comme il le confie d'ailleurs à Meyer lors d'un entretien au cours de l'été 1971 et que ce dernier ne fait que révéler dans son papier de 2001. Selon l'auteur, le théologien luxembourgeois fut littéralement intercepté à l'aéroport de Francfort par le nonce apostolique en Allemagne pour être conduit de suite au Saint-Siège. À Meyer d'ajouter « wo er nach einigem Hin und Her in einen abgedunkelten Raum geführt wurde. Er sah eine Kerze brennen und hörte eine Stimme, die ihm zurief: 'Ich bin Ihr Richter'. Nachdem sich seine Augen an das Dunkel gewöhnt hatten, erkannte er in seinem Gegenüber den Jesuitenpater Sebastian Tromp ».

Pour évaluer à sa juste valeur cette procédure à l'accent inquisitoire et disciplinaire, il convient de noter que le Saint Office en avait confié la mission au Père Sebastian Tromp (1889-1975), l'un des conseillers les plus avisés de Pie XII. Encore que

Reding soupçonnât Michael Schmaus (1897-1993) d'être l'instigateur principal du complot envers sa personne. « Hardliner » s'il en est, le très influent professeur de dogmatique catholique à l'université de Munich fut un proche du régime nazi, ce qui lui valut à la fin de la Deuxième Guerre mondiale une révocation temporaire de sa chaire universitaire. Soulignons qu'il avait notamment présenté les juifs dans une publication éditée en 1941 comme « Kinder, Knechte des Teufels ».

Toutefois les Schmaus et autres consorts semblent avoir eu raison de Reding puisqu'il est sommé de quitter sa chaire universitaire de Graz pour accepter un poste académique à l'université libre de Berlin-Ouest.

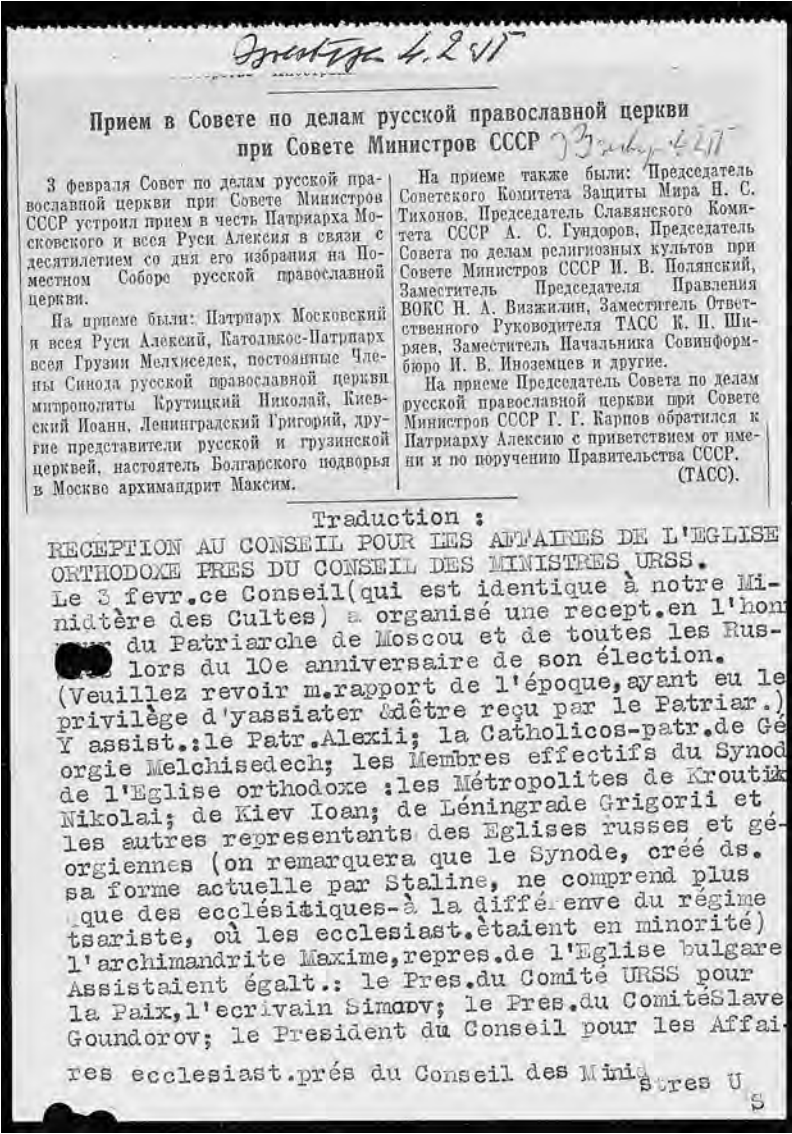
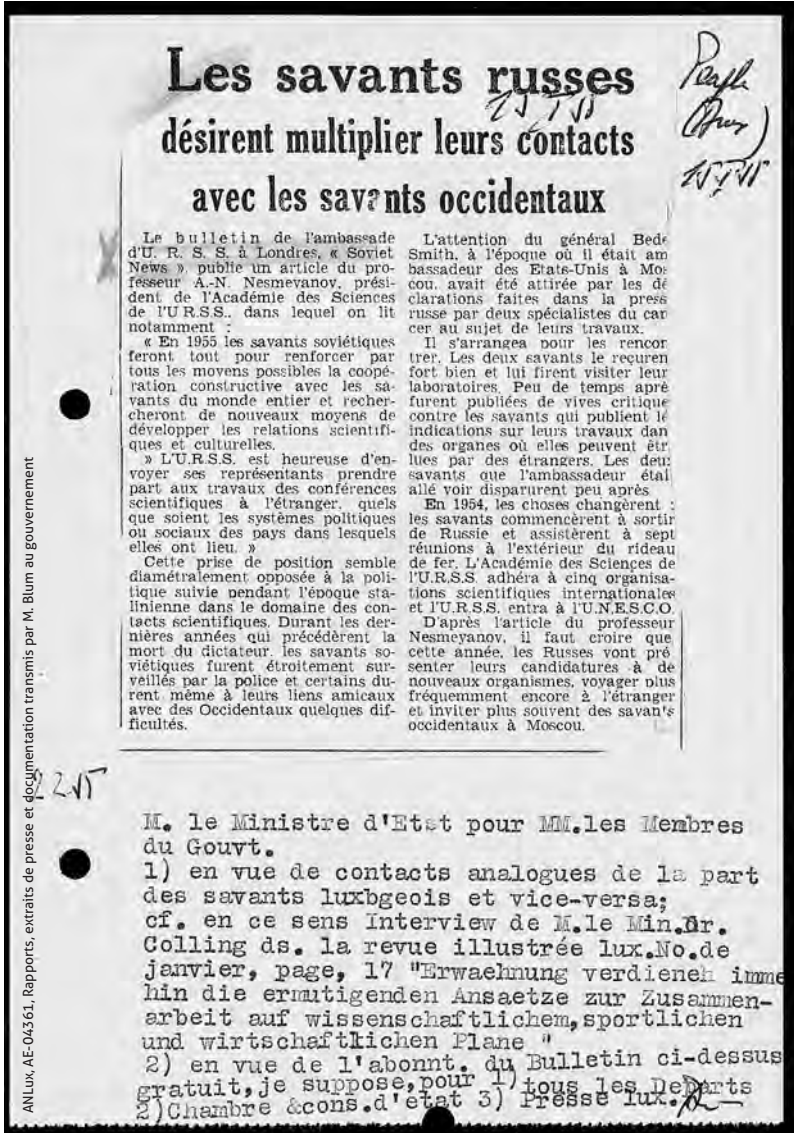
À première vue, la nomination à la « Freie Universität » revêt le caractère d'une promotion académique. Or, Reding y occupera la chaire de théologie catholique sans pourtant disposer de la « Prüfungsvollmacht », et proposera désormais des cours dans un milieu universitaire marqué tout au plus par la culture protestante. Qui plus est, Reding vivra désormais à Berlin-Ouest, îlot situé géopolitiquement dans le camp socialiste, car enclavé territorialement dans la République démocratique allemande (RDA). Travaillant en marge des réseaux universitaires catholiques – du moins durant ses débuts berlinois – le théologien et marxologue entretiendra des contacts collégiaux avec le professeur Helmuth Gollwitzer (1908-1993). Théologien progressiste et ancien opposant au régime national-socialiste, Gollwitzer sera très proche des mouvements soixante-huitards, comme le prouvent ses contacts soutenus avec Rudi Dutschke.

En dehors du monde académique germanophone, Reding nouera également contact avec l'une des figures de proue du catholicisme progressiste, à savoir le jésuite français Jean-Yves Calvez (1927-2010), auteur de *La pensée de Karl Marx*. Publication éditée en 1956, elle acquit rapidement le statut de livre de référence et ceci dans tous les milieux de la recherche en philosophie sociale. Mais, contrairement à ses collègues Gollwitzer et Calvez, ou encore le jésuite Gustav A. Wetter (1911-1991), Reding ne peut être considéré comme un théologien « de gauche ». Bien qu'il apprécie les entretiens avec le social-démocrate autrichien, économiste et « Universitätsdozent » Benedikt Kautsky (1894-1969), fils du marxiste réformiste Karl Kautsky (1845-1938), Reding se caractérise surtout par ses compétences de « faiseur de ponts » entre les milieux catholiques et marxistes plutôt que par un engagement résolument politique propre aux théologiens progressistes.

Ceci explique en grande partie l'intérêt comme toute limité que les milieux des intellectuels catholiques de gauche réservaient durant les années 1955 à 1980 à l'œuvre du marxologue luxembourgeois. À lire ses études comme *Der Sinn des Marxschen Atheismus* (1957) ou *Der politische Atheismus* (1957), voire le recueil d'articles intitulé *Die Glaubensfreiheit im Marxismus* (1967), l'on se rend compte que le théologien et philosophe Reding privilégie dans ses travaux une approche herméneutique qui cantonne le questionnement sociologique à un niveau subalterne. Encore faut-il garder une certaine prudence devant toute appréciation générale de l'œuvre de Reding.

En témoigne sa publication *Über Arbeitskampf und Arbeitsfrieden* (1961), dans laquelle il postule la thèse suivante : « In der Auseinandersetzung um materielle Interessen sind Druck, Drohung, Furchteinflößung, Gewalt oftmals nach vielerlei Verhandlungen das letzte Mittel gewesen, um Unrecht zu beseitigen, Recht herzustellen. Weil dem bedauerlicherweise so ist, deshalb sind Gewalt und Druck bisweilen sittlich verantwortbare Mittel zur Herstellung eines gerechten Friedens » (Reding 1961 : 54). Énoncé hardi pour un théologien au début des années 1960. Mais postulat à l'accent consensualiste par trop modéré pour être repris dans les prises de position théoriques des « cathos de gauche », et à plus forte raison dans les élaborations théoriques de la gauche marxiste durant les années 1965-1980. Le théologien et marxologue Marcel Reding décède le 27 mai 1993 à Berlin.

L'inventaire détaillé des références bibliographiques et documentaires pourra être consulté sur le site du Land (www.land.lu) quinze jours après la parution de la troisième et dernière partie de cette série



Coupages de presse tramises par l'ambassadeur René Blum au gouvernement



Sascha Ley, Massimo Riggi et Rosalie Maes (de gauche à droite) répétant, ce mardi, sous le regard de la metteure en scène Marion Poppenborg, *Pièce en plastique* de Marius von Meyenburg, qui fêtera sa première mercredi 16 janvier au Théâtre du Centaure. Von Meyenburg (*1972) est surtout connu au Luxembourg en tant qu’auteur de *Der Hässliche/Le moche*, qui fut joué aussi bien en allemand qu’en français ici. *Pièce en plastique* (*Stück Plastik*) date de 2015 et parle des relations sociales peu claires entre une famille et sa femme de ménage. Les parents, qui travaillent tous les deux et sont dépassés par les tâches ménagères et le fils pubertaire, engagent une jeune femme, Jessica, qui se révèle bien plus qu’une aide subalterne. Von Meyenburg joue sur la promiscuité et les normes, qui s’effacent lorsque l’artiste conceptuel Haulupa s’en mêle. Sur scène, on retrouvera en outre Marc Baum et Antoine Morin (jusqu’au 2 février ; theatrecentaure.lu) jh

Politique



Minuscules

Elles ne font que quelques millimètres, mais quel effet ! La Cinémathèque de la Ville de Luxembourg (photo : sb) est fermée depuis le 30 novembre 2018 pour cause de soupçon de punaises de lit et la Ville vient de confirmer à nos confrères du *Wort* mercredi qu’aucune date de réouverture ne pouvait encore être avancée. Il s’agit de la deuxième fermeture pour raison d’hygiène en un an, la Cinémathèque ayant été fermée une première fois en mars 2018. Les punaises sont exclusivement hématophages, aiment la chaleur moite et l’obscurité et peuvent survivre sans manger durant un an. Au printemps dernier, après qu’une spectatrice se soit plainte pour cause de démangeaisons pour avoir assisté à une projection dans ce cinéma historique de la capitale, les responsables avaient annoncé avoir utilisé la meilleure méthode pour les erradiquer, à savoir un traitement thermique. Cela ne semble pas avoir suffi. Les cinéphiles attendront. jh

Théâtre



L’Europe dans le cœur

Que le metteur en scène et ancien directeur du Maxim Gorki Theater à Berlin et du Schauspiel Stuttgart Armin Petras (*1964) crée une pièce au Luxembourg (au Théâtre national) est en soi déjà un événement dans le microcosme local. Qu’il le fasse en plus avec des artistes locaux, notamment le danseur Jean-Guillaume Weis, vaut mille fois de s’y intéresser. *My heart will be broken and eaten* est une pièce de l’auteur roumain Salat Lehel qui, inspiré de *La voix humaine* de Jean Cocteau, raconte les échanges d’un couple qui vit à distance, lui en Europe de l’Ouest, elle à l’Est, et discute sa relation et ce continent éclaté. *My heart...* est un regard en arrière et une tentative d’imaginer l’avenir. La femme est incarnée par Maria Tomoiaga et l’homme par Weis ; le public est invité à observer ces aléas de l’histoire filmés par Petras lui-même et Jochen Gehrung ; la répétition de ce soir est publique, première samedi 12 janvier au TNL (jusqu’au 2 février ; tnl.lu). jh



Herr Menasse sucht das Glück

Le Kasemattentheater ouvre l’année avec une production autochtone : *De Cabinet vum Dokter Menasse* est une polyphonie (« a multilingual choir of expectations » dit le sous-titre) en quatre langues, écrit par Charel Meder (auteur e.a. de *Aname*, roman qui sera lu les 14 et 16 janvier), avec Maïté Baumbach et Mady Weber sur la quête du bonheur. Dans une mise en scène d’Angelika Zacek, on retrouvera sur la scène conçue par Anouk Schiltz, Nora Koenig, Elsa Rauchs et Timo Wagner (encore ce soir, 11, ainsi que les 12, 15 et 17 janvier ; kasemattentheater.lu). jh

Luxemburgensia



Modernity – loved, hated or ignored ?

...était le questionnement de départ de l’équipe transdisciplinaire (l’architecte Stéphanie Laruade, l’actrice et metteure en scène Sophie Langevin et le photographe Bohumil Kostohryz e.a.) pour le pavillon luxembourgeois à la biennale d’architecture de Venise 2016 (loved-hated-ignored.com). À l’aune de longues enquêtes, ils y avaient interrogé la relation conflictuelle de la société luxembourgeoise avec les expressions formelles de sa modernité – à l’image du Grand Théâtre ou du Pont Rouge. Alors que le gouvernement Bettel/Schneider/Braz avait, dès 2013, promis qu’il allait « moderniser » le pays pour une société plus ouverte, plus écologique et mieux connectée, on pourra se demander d’ici dix ou vingt ans quelles en furent les expressions formelles. *Modernismes au Luxembourg – Traditions – Variations – Ruptures*, un livre regroupant une douzaine d’essais scientifiques sur le sujet, publié par le Centre national de littérature, vient donc à point nommé. Sauf que, vu la variété de ses auteurs et autrices, de part leurs disciplines et leurs langues, le premier défi de l’entreprise fut celui de la terminologie : qu’est-ce donc que le modernisme ? Si en art et en littérature, le modernisme désigne traditionnellement la période entre 1850 et 1950, les auteurs ont ici eu le droit de plus de largesse, explique Anne-Marie Millin dans la préface, ce qui explique la présence d’une analyse, par Elise Schmit, d’un livre de Jean-Paul Jacobs ou de deux textes, par Tonia Raus et Jeff Schinker, sur le travail de Jean Portante.

« L’historien de l’art qui étudie les arts plastiques au Luxembourg souffre depuis toujours d’un complexe d’infériorité par rapport à ses confrères de l’étranger du fait qu’aucun grand courant artistique ni aucun artiste d’une envergure vraiment internationale ne sont nés sur le territoire du grand-duché. » – Le jugement initial de l’historien de l’art Edmond Thill dans le lancement de son texte sur « Les modernismes dans les arts au Luxembourg (1890-1976) » est sans appel, mais sa très longue analyse qui suit aussi complète que détaillée. Si la littérature se taille la part du lion dans cette anthologie, on y trouve aussi un texte de Robert L. Philippart sur l’architecture du tournant du siècle (304 pages, 25 euros ; photo : TPC). jh



Enfants



Plaire, aimer et grandir vite

Souvent, les livres pour enfants sont décevants. Parce que leurs auteurs et illustrateurs pensent que c’est facile à faire : une petite histoire, quelques images avec des fleurs et des insectes et c’est dans la poche. Or, pas du tout, c’est même souvent le contraire : les enfants sont des observateurs très attentionnés et se rendent immédiatement compte qu’on les prend pour des cruches et que l’histoire ne fonctionne pas. Olga Reiff, 47 ans, a quatre enfants, de la fac au fondamental, et elle a pu s’en inspirer pour son premier livre, *Bim & Anna – Eng kleng Geschicht vum Groussginn*, qu’elle a écrit et illustré elle-même et qui vient de paraître aux Éditions Guy Binsfeld. Le livre raconte l’histoire du petit Bim, qui a l’âge d’aller encore en crèche (une *Bëschrèche*, si populaires au Luxembourg) et se bat pour son autonomie. Notamment contre sa meilleure amie Anna, qui a le dont de l’agacer en voulant presque le mater. Le livre, qui s’adresse donc aux tout petits, plaît parce qu’il ne prend pas les enfants de haut, mais raconte leurs soucis interrelationnels et leur désir d’indépendance avec beaucoup de tendresse. Les dessins sont charmants (l’éducateur à des rastas) et la langue naturelle (15 euros). jh

Photographie



Fotografen als Zeitzeugen

Wie formen Fotos die Aktualität? Wie geht die Bildauswahl in Redaktionen vonstatten? Was macht ein gutes Zeitungsfoto eigentlich aus? Das sind einige der Fragen, die während der Podiumsdiskussion am Montag, den 14. Januar um 18 Uhr 30 im Cercle Cité in der Hauptstadt vom Fotografen Christian Aschmann, *Luxemburger Wort*, dem Präsidenten des Verlagshauses Maison Moderne, Mike Koedinger, *Tageblatt*-Chefredakteur Jean-Lou Siweck, sowie von José Hansen, Kulturredakteurin im *Land*, debattiert werden. Die Diskussionsrunde *Comment l’image façonne l’actualité* wird vom Semiologen Gian Maria Torre (Uni.lu) geleitet und findet im Rahmen der Ausstellung *Hard Truths: An exhibition of prize-winning photography from the New York Times* statt, die bis zum 27. Januar im Cercle Cité gastiert und 60 preisgekrönte Dokumentaraufnahmen von fünf NYT-Fotografen zeigt (photos : bl ; cerclecite.lu). ik



Films made in Luxembourg

Bloody Mary Shelley

Kaum das Licht der Welt erblickt und schon verlassen. So ergeht es Mary Shelley als Neugeborenes, als ihre Mutter, die berühmte Frauenrechtlerin Mary Wollstonecraft Godwin, auf dem Wochenbett stirbt. Das Schicksal des mehrfachen Verlusts war prägend für ihren späteren Roman *Frankenstein oder der Moderne Prometheus*, jedenfalls wenn es nach der saudi-arabischen Regisseurin Haifaa Al-Mansour geht. In Al-Mansours zweitem Langspielfilm nach *Wadjda* verlässt die junge Mary ihren Vater, der Sozialphilosoph William Godwin, und die verhasste Stiefmutter, um mit dem romantischen Dichter Percy Bysshe Shelley und Stiefschwester Claire (Bel Powley) im Schlepptau durchzubrengen. Was für sie die Liebe ihres Lebens ist, der sie bedingungslos folgt, entpuppt sich als Möchtegern-Dandy mit Hang zu ausschweifenden Abenteuern, der auf Pump lebt. Mary muss soziale Ächtung und Armut erleben, um zu sich zu finden.



Elle Fanning als Mary Shelley

Haifaa Al-Mansours Mary Shelley trieft von klischeehaftem Pathos

Wer von der britisch-luxemburgischen (Juliette Film) Koproduktion *Mary Shelley* eine erhellende *Coming-of-age*-Geschichte der bedeutendsten britischen Autorinnen des frühen 19. Jahrhunderts erwartet, die Motive und Hintergründe ihres Werdegangs als Schriftstellerin beleuchtet, wird enttäuscht sein. Das liegt zum Einen an den blassen Darstellern: Elle Fanning spielt die 16-jährige Mary arrogant-blastrt bis melodramatisch leidend. Schlüsselszenen, etwa als sie ihrem selbstverliebten Luftikus Verantwortungslosigkeit vorwirft, wirken entweder blutleer und bieder oder übertrieben. Percy Shelley wird verkörpert von Douglas Booth, der äußerliche Ähnlichkeiten mit Johnny Depp hat, aber bei weitem nicht dessen Tiefgang und schauspielerische Klasse. Zum Anderen hat Al-Mansour, trotz feministischen Anspruchs, die Handlung weitgehend um die Männer aufgebaut: Marys Ansporn, zu schreiben, ist ihr Vater. Er unterstützt sie darin, zu lesen, arrangiert Treffen mit Dichtern und Philosophen jener Zeit, belächelt jedoch die ersten Schreibversuche seiner Tochter und wird sie später verstoßen. Der Verlust ihres frühgeborenen Babys, ihr Mann, der ein Verhältnis mit ihrer Stiefschwester beginnt und, um das eigene Scheitern zu überspielen, betrügt und trinkt, lassen Mary depressiv werden. Kurz: Es sind Männer, die ihr Handeln und Sein bestimmen.

Al-Mansour inszeniert Marys innere Zerrissenheit und Emanzipation mit klischeehaftem Pathos. Vom unkonventionellen Lebensstil, den politisch-philosophischen Debatten und der naturwissenschaftlichen Aufbruchsstimmung jener Zeit ist außer kleinen Versatzstücken, dem Besuch eines galvanisch inspirierten Tierversuchs und Opiumpfeifen nicht viel zu sehen. Die zwei Bettscenen im Film dauern wenige Sekunden.

Der Besuch des befreundeten britischen Dichters Lord Byron auf dessen Landsitz bei Genf (Drehorte Schloss La Grange im französischen Manon und Schloss Colpach in Luxemburg) wird pompös inszeniert, aber außer dass die Anwesenden beschließen, gegen die Langeweile Gespenstergeschichten zu schreiben, bleibt unklar, warum das der legendäre Ort sein soll, an dem Shelley der Einfall zu *Frankenstein* kam. Den misogynen Gemeinheiten Byrons, als dekadente *Gothic*-Version gespielt von Tom Sturridge, und dem wachsenden Defätismus ihres Mannes setzt Mary außer schnippischen Kommentaren nichts entgegen. Als sich herausstellt, dass Claire, von Byron geschwängert, nicht Liebe sondern allenfalls Alimente zu erwarten hat, drängt Mary auf Abreise, um dann quasi über Nacht aus Frust *Frankenstein* zu schreiben. Auch der Befreiungsakt gelingt nur bedingt, weil Verleger das Werk der jungen Frau zunächst ablehnen und es nicht unter ihren Namen publiziert wird, etwas, das Al-Mansour mit einem unglaublichen Happy Ending versucht, zurechtzubiegen. Ines Kurschat

Luxemburgensia

Jeff Thoss

Ein Schriftsteller, so ließe sich nach der Lektüre dieses Werks schlussfolgern, ist ein Mensch, der auf Caféterrassen sitzt und kleine Notizhefte vollschreibt. Zumindest gilt dies für den Typ Schriftsteller, den Lambert Schlechter in *Les Parasols de Jaurès* verkörpert, dem mittlerweile achten Band seines tagebuchähnlichen Projekts „Le Murmure du monde“. Benannt ist dieser Teil nach der place Jaurès in Montpellier, dessen Café des Arts den zentralen Schau- und Schreibplatz des Buchs bildet. Der dichterische *locus amoenus* unter dem Sonnenschirm bietet Schutz vor der drückenden Hitze des französischen Südens, aber auch vor der klirrenden Kälte des luxemburgischen Nordens, und lädt zum ausgiebigen Sinnieren ein. Die Leser*innen erwartet die von Schlechter bekannte Mischung aus Alltagsbeobachtungen, Lektüreindrücken, Träumereien und Erinnerungen sowie Reflexionen über Alter, Tod und Sexualität. Dargeboten wird dies alles mit der ebenfalls gewohnten formalen Strenge des vielfach ausgezeichneten Autors.

Soweit also herrscht *business as usual* bei Lambert Schlechter. Der Verlag präsentiert das Buch allerdings in einer durchaus außergewöhnlichen Form. Fast könnte man meinen, ein Faksimile von Schlechters Notizbuch in Händen zu halten: *Les Parasols de Jaurès* erinnert in seiner äußerlicheren Gestalt – schwarzer Einband, Lesebändchen und elastisches Gummiband – an jene berühmten Moleskine-Hefte,

in denen sich bereits, glaubt man der Marketingabteilung dieser 1997 gegründeten Firma, Hemingway literarisch verewigt hat. Im Inneren der auf 500 Exemplare limitierten, nummerierten und vom Autor signierten Ausgabe erscheint jeder der 79 Einträge doppelt, einmal als reguläre Druckseite und einmal als Scan der originalen Notizbuchseite, sodass man das komplette Werk auch in der Handschrift Schlechters lesen könnte. Selbst dessen bevorzugte Füllfeder wird vermerkt. Die Absicht hinter alldem scheint klar: Neben einem gehörigen Maß an Selbststilisierung geht es vor allem um eine Inszenierung von Intimität. So nah wie hier, suggeriert diese Fetischisierung des Schreibakts und seiner Werkzeuge, war man dem Autor noch nie zuvor.

Abseits der doch etwas aufdringlichen Exklusivitäts- und Distinktionsversprechen gibt es allerdings auch noch einen anderen Grund für die besondere Buchgestaltung. Jede der Prosaminiaturen besteht nämlich nicht nur aus einem einzigen Satz (wobei die Regeln der Interpunktion gelegentlich vernachlässigt werden), sondern nimmt auch genau eine Seite im Notizbuch ein. Erst die Scans lassen also erkennen, wie Lambert Schlechter mit dieser *contrainte* umgeht, um sein Vorhaben des Schreibens auf Maß immer wieder aufs Neue umzusetzen. Dabei ist es durchweg spannend, den Gedankengängen des Autors zu folgen in diesem Buch, das an äußeren Ereig-

Lambert Schlechters Les Parasols de Jaurès ist an äußeren Ereignissen äußerst arm, wartet dafür aber mit einem überaus reichen Innenleben auf

nissen äußerst arm ist, dafür aber mit einem überaus reichen Innenleben aufwartet.

Der Tod eines Freundes überschattet zu Beginn die spätsommerliche Atmosphäre in Montpellier, und ein nahender Winter in der luxemburgischen Einöde gibt zusätzlich Anlass, sich mit der eigenen Vergänglichkeit zu befassen. Den Gedanken an Sterblichkeit und Vereinsamung stehen die verlebendigende Lektüre philosophischer Klassiker sowie persischer und chinesischer Lyrik gegenüber, insbesondere aber

auch erotische Obsessionen. Es gibt unzählige imaginäre Begegnungen mit Frauen in diesem Band, deren Verwirklichung genauso sehnlich gewünscht wie gefürchtet wird, treibt den Schriftsteller doch auch die schwindende Potenz im Alter um. Genau wie der Troubadour, mit dem er sich vergleicht, versteht sich Schlechter allerdings darauf, sexuelles Begehren textuell zu sublimieren.

Daneben bieten Familienbesuche Halt in den Unwägbarkeiten der Welt – und natürlich das unablässige Schreiben, das als einzig verlässliche Methode erscheint, die eigene Existenz zu befragen und Sinn zu stiften: „Cela parlera, il y aura un flux de parole, dans les tonalités de la mélancolique euphorie, ce seront des phrases assez plaintives & désabusées, produite par un constant effort de lucidité précaire et vacillante.“ *Les Parasols de Jaurès* gehört zu jener Sorte Bücher, die man vorzugsweise den Kennern des Autors empfiehlt. Sie werden diesen hier auf gewohnt hohem Niveau vorfinden und die opulente Buchgestaltung zumindest als nette Dreingabe empfinden, auch wenn sie es ein wenig übertreiben mag mit ihrem Authentizitätsgehebe.

Lambert Schlechter: *Les Parasols de Jaurès. Le Murmure du monde* / 8. Collection proseries. Éditions Guy Binsfeld, Luxemburg 2018; 168 Seiten; 28,00 Euro; ISBN 978-99959-42-47-2.

Exposition

Mucha, entre Paris et Prague

Lucien Kayser

S'il est né en 1860 dans la petite ville d'Ivancice, dans le sud de la Moravie, passé par les académies de Vienne où il a connu Makart, et Munich, c'est à Paris seulement, il n'a pas encore la trentaine quand il y arrive, qu'Alfons Mucha va devenir, sans doute avec Guimard, lui pour ses bouches de métro, le représentant le plus connu de l'art nouveau. Et c'est peut-être le hasard qui lui a mis le pied à l'étrier, après ses années aux académies Julian et Colarossi. Il aurait été le seul artiste disponible un jour de décembre 1894, quand Sarah Bernhardt sollicite son imprimeur pour réaliser une affiche publicitaire de *Gismonda*, pièce qu'elle va jouer au Théâtre de la Renaissance. Mucha fait le boulot, très bien, très vite, et Paris dans la semaine se couvre des affiches allongées de la Divine en pied. C'est de la sorte aussi que s'ouvre l'exposition du Musée du Luxembourg, à Paris, avec la série d'une demi-douzaine d'autres spectacles, de personnages pris dans l'enlacement

Figure emblématique de l'art nouveau, au Musée du Luxembourg, à Paris

des ornements, de *Médée* et de *la Dame aux camélias* à *Lorenzaccio* et *Hamlet*.

Pour Mucha, ce fut le succès qui n'allait plus se démentir. L'assurance d'un avenir confortable avec un contrat d'exclusivité et une rémunération mensuelle qui le fit immédiatement emménager dans un grand appartement-atelier, rue du Val-de-Grâce. La naissance surtout d'un style, d'une image de marque, de la femme dans l'abondance des motifs végétaux et floraux, dans le fouillis des lignes sinueuses, plus,

boucles de cheveux. De toutes sortes d'éléments décoratifs pouvant servir pour tout, du papier à cigarettes à la bicyclette, et se rehausser de nouveau du quotidien, à l'Exposition universelle de 1900.

L'histoire de l'art avait connu des artistes entrepreneurs, mais les maîtres anciens, dans leurs ateliers, avec leurs assistants, avaient travaillé pour une clientèle très réduite, l'Église, la noblesse. Là, d'un coup, c'est le grand public qui est visé. Et à la plus grande échelle, et de 1904 à 1909, Mucha se rend pas moins de cinq fois aux États-Unis. Il le fait aussi dans l'espoir de recueillir des fonds pour un projet qui lui tient à cœur et le ramène à ses origines ; grâce au mécénat d'un industriel de Chicago, à partir de 1910, il n'y en a plus que pour l'*Épopée slave*, ensemble de vingt tableaux pour lesquels il s'installe au château de Zbiroh, en Bohême occidentale, après s'être fait la main en quelque sorte, sur le sujet natio-



Alphonse Mucha : *Étude pour femme dans le désert*, circa 1923, huile sur toile

naliste, sur la manière symboliste, dans la décoration de la maison municipale de Prague.

Vingt épisodes pour cette narration tout aussi grandiose que foisonnante, dix scènes tirées de l'histoire tchèque, dix autres du passé d'autres nations slaves. Au Musée du Luxembourg, l'ensemble monumental n'est présenté que sous forme de film. Il a fait de Mucha, après l'art nouveau, le grand artiste national tchécoslovaque. L'invasisseur allemand ne s'y est pas trompé à son entrée dans Prague en mars 1939. En plus, Mucha n'avait jamais caché son appartenance franc-maçonne. Le voici arrêté l'un des premiers par la Gestapo, et s'il est libéré, souffrant de pneumonie, il décède le 14 juillet.

Dans les salles pas très étendues du Musée du Luxembourg, c'est la pléthore, dans tous les sens, et elle nuit bien sûr à une visite agréable et sereine. Le remède a été dans le fait de se replier sur l'une ou l'autre œuvres, hors du style Mucha justement, longuement côtoyé. Des œuvres de petit format. Telle exquise esquisse par exemple, mine de plomb, lavis et blanc sur papier, d'une femme musulmane en burka. Et plus radicaux, tel crayon et lavis rehaussés de blanc sur papier, tel fusain et pastel sur papier, des amoncellements de minuscules corps morts, cadavres de la guerre de 14-18, dans un paysage à peine visible de ruine. Très loin de toute aménité.

Alphonse Mucha, au Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris-sixième, exposition ouverte jusqu'au 27 janvier prochain, tous les jours de 10h30 à 19 heures, nocturne jusqu'à 22 heures tous les vendredis ; www.museeduluxembourg.fr



Vue de l'exposition Alphonse Mucha



Helming er definiert seine Gedichte als „eine Art lyrische Erkenntnistheorie“

Luxemburgensia

Landschaftsgrammatik

Elise Schmit

Guy Helming er hat den Ruf, gering scheinenden Anlässen in seinen Gedichten unerwartete poetische Tiefenschärfe zu verleihen. In seiner Preisrede zum Dresdner Lyrikpreis, den Helming er 2016 zusammen mit Simona Racková erhielt, hob Urs Heftrich in diesem Sinne das Vermögen Helming ers hervor, „aus kleinen, präzisen Beobachtungen seiner Umgebung einen Funkenregen von Assoziationen zu schlagen“¹. Der Dichter selbst hat in seinen poetologischen Texten auf die Bedeutung des Augenblicks verwiesen, dessen Einzigartigkeit im „Wiederherstellungsprozess augenblicklicher Wahrnehmung durch das Gedicht“² gewahrt werden soll. Das bedeutet für das Gedicht, dass es nah am Gegenständlichen und an der Wahrnehmung bleiben muss, und so nehmen sich Helming ers Gedichte als kondensierte sprachliche Momentaufnahmen aus, die sowohl eine geballte Gegenständlichkeit wie auch die Vielschichtigkeit sinnlicher Erfahrung inszenieren. Auch an Helming ers aktuellem Gedichtband lässt sich dieses Vermögen ablesen.

Die *Tagebücher der Tannen* führen in Wohnsiedlungen und Schulturnhallen, die meist zu ländlichen und kleinstädtischen Umgebungen passen. Auch wo urbane Szenarien bemüht werden, findet sich der Leser in Vertrautem wieder, in Straßenbahnen und Kneipen, am Rhein oder auf dem Place d’Armes. Doch keine Klischees. Die scheinbare Banalität der Orte verblasst hinter dem sprachlich verdichteten Andrang des Konkreten. So heißt es etwa in „Das Huhn“: „[...] Über uns

Stets sind Guy Helming ers Gedichte aus Konkretem, Anfassbarem gebaut und behalten auch dort, wo der Leser den Volten der Bildlichkeit nicht mehr ohne Weiteres folgen kann, einen nachvollziehbaren Kern

eine Leinwand aus Amseln Der/ Garten wuchs als Vorort des Hühnerstalls/ an unseren Blicken entlang“. Das ist das Bezaubernde an diesen Gedichten, dass sie den Moment nicht in einen sprachlichen Schraubstock zwingen, ihn zu meistern oder zu analysieren versuchen. Es geht Helming er um die Begegnung, um den Moment und die sinnlichen wie reflektiven Prozesse, die er auslöst. Formal passen dazu die häufigen Zeilensprünge und

der Verzicht auf die ordnende Gewalt von Interpunktion und Reimschema. Demgegenüber stiftet Helming er mit Stabreimen unverhoffte Assoziationen, wie die titelgebenden „Tagebücher der Tannen“ oder den Zusammenklang einer „Straße von oben“: „ein/ Stück für Piano und Pizza aufgeschlagene/ Partitur Proben für Kebab und Klavier“ („Nachts am geöffneten Fenster“).

Die Gedichte verraten ein phänomenologisches Anliegen, die Welt begegnen zu lassen und verstehen zu wollen, was in dieser Begegnung passiert. „Meine Gedichte betreiben eine Art lyrische Erkenntnistheorie“³, hat Helming er 2014 in einer seiner Poetikvorlesungen an der Universität Duisberg-Essen gesagt. Sie tun dies allerdings auf unverkopfte Weise, ohne dem Leser einen theoretischen Überbau zuzumuten oder in ominöses Geraune zu verfallen. Stets sind diese Gedichte aus Konkretem, Anfassbarem gebaut und behalten auch dort, wo der Leser den Volten der Bildlichkeit nicht mehr ohne Weiteres folgen kann, einen nachvollziehbaren Kern.

Vielleicht liegt es in der Logik dieser Herangehensweise, dass Landschaft als Thema und Motiv in diesem siebten Gedichtband des Autors eine herausragende Rolle spielt. Meer, Gebirge und Wälder, aber auch Gärten und Obstweien erscheinen gleichzeitig als vorgefundene und als gemachte beziehungsweise zu bestimmten Zwecken genutzte Orte, das Gebirge etwa als Ort der drohenden Schneelawinen und gleichzeitig des

„Skirummels“. Unterlegt wird der Fokus auf das Gegenständliche mit einem Nachdenken über das Verstehen und die Bedingungen des Verstehens selbst. Dabei steht – im Einklang mit der phänomenologischen Herangehensweise – nie allein das dichtende Ich unter Beobachtung, sondern auch das, was es antrifft, sei es Mensch, Tier oder Umgebung. Grundlegende hermeneutische und literaturwissenschaftliche Begriffe tauchen so als Eigenschaften der Umgebung auf. Da ist dann vom „Reimschema der Rhododendren“ die Rede, „Schieflattgewächsen“ wird eine eigene „Rhetorik“ unterstellt, „Die beiden Ufer des Baches“ erscheinen „als Doppelvers“ oder es heißt: „Der Wind/ hier mochte Metaphern“. Im Zentrum dieses Verfahrens steht letztlich das Verhältnis von Sprache und Welt; das Handwerk des Dichters, das Welt in Sprache überführen soll. In „Was da kommt“ lässt er in einer Dorfidylle einen Jungen auftreten: „Vor dem Regal mit dem/

Gedichtband soll er seinen Vater gefragt/ haben: ‚Welcher Vers davon sind wir?‘“. Helming er geht sein Handwerk mit dem ihm eigenen Humor an. Wo das Huhn dem Ich hoffnungsvoll entgegenläuft, weil vor Jahren ein Schlachtverbot verhängt wurde, setzt der Dichter als Pointe ein lakonisches „Tja“. Wer lacht, wird von den Dingen nicht überrumpelt.

¹ Vgl. Urs Heftrich: „Laudatio auf Guy Helming er. S. 44–46. In: *Les cahiers luxembourgeois* 2017/1. S. 45.

² Vgl. Guy Helming er: „Sprachschnitt“. S. 485–489. In: Ders.: *Libellenterz. Gesammelte Gedichte*. Editions Phi, Differdingen 2010.

³ Vgl. Rolf Parr, Thomas Ernst, Claude D. Conter (Hg.): *Guy Helming er. Ein Sprachanatom bei der Arbeit*. Synchron – Wissenschaftsverlag der Autoren, Heidelberg 2014. S. 25.

Guy Helming er: *Die Tagebücher der Tannen*. 144 S. Edition Rugerup, Berlin 2018.

Festival Reset

Remise à l’heure musicale

L’an dernier, la première édition du festival *Reset*, organisé par Neimënster, a été une franche réussite. *Reset*, c’est un festival éphémère de jazz pur et dur, faussement sophistiqué dans sa démarche, certes, mais qui pour ses débuts avait laissé carte blanche à huit artistes internationaux. Veronika Harcsa, Jan Brauer, Airelle Besson, Tineke Postma, Myrddin De Cauter, Daniel Heskedal, Luzia Von Wyl et Pit Dahm avaient alors enchaîné les sets trois soirs durant. Un cocktail gagnant donc pour un octuor paritaire qui remet les couverts la semaine prochaine. Du 17 et 19 janvier, de multiples concerts vont se dérouler à travers le quartier du Grund. Du jazz et rien que du jazz en ce mois de janvier, qui est traditionnellement une période creuse, avec peu d’événements. Neimënster offre ainsi une remise à l’heure musicale en ce début d’année.

Pour cette seconde édition, le concept n’a pas changé. Huit artistes, quatre musiciennes et quatre musiciens, vont effectuer une résidence à l’abbaye et préparer en un temps record une série de concerts par le biais de *jam sessions* créatives. Le nouvel octuor sera composé de la trompettiste britannique Yazz Ahmed, de la harpiste suisse Julie Campiche, du *sound designer* allemand Sven Helbig, du contrebassiste danois Jasper Hoiby, de l’altiste française Séverine Morfin, du pianiste belge Jef Neve, de la chanteuse luxembourgeoise Claire Parsons et du percussionniste autrichien Alfred Vogel. Comme l’an dernier, c’est Pascal Schumacher qui occupe la casquette de directeur artistique.

Le 11 décembre dernier avait lieu la conférence de presse du festival. Brasserie Wenzel, une douzaine de personnes ont répondu à l’appel. Plus ou moins les mêmes journalistes culturels qu’on retrouve à chaque événement. Sur l’esplanade, Pascal Schumacher et Ainhoa Achutegui, directrice de l’institution, dressent d’abord le bilan de la première édition. Ils se remémorent les rencontres et les moments de création auxquels ils ont assisté ensemble. Il se remémorent les concerts, ainsi que la soirée de clôture qui s’était, il est vrai, prolongée jusqu’à très tard dans la nuit. Le directeur artistique présente alors les artistes de cette année, y allant d’anecdotes en anecdotes pour dresser le portrait de chacun/e d’eux. Une des heureuses élues est d’ailleurs présente en cette matinée. Il s’agit de Claire Parsons, qui sera quelques jours plus tard récompensée aux *Luxembourg Music Awards*, les nouveaux *Grammys* autochtones. Elle interprète une courte chanson pleine de douceur au piano.

Concernant le programme, le résultat de ces tête-à-tête entre huit artistes sera présenté lors de trois soirées, chaque session dévoilera au public une ambiance différente. Le jeudi 17, quatre *showcases* auront lieu à travers le quartier. Ce parcours commencera à 19h30 dans le cloître de l’abbaye pour se prolonger à 20h30 au Vins Fins, à 21h30 c’est au Mesa Verde qu’il faudra se rendre. Enfin, le dernier arrêt se fera à 22h30 au Café des artistes. À chaque étape, les spectateurs retrouveront un duo ou trio pour des courtes sessions plus ou moins intimistes. Un marathon musical immanquable où se mélangeront les artistes, les aficionados, les noctambules et autres riverains. Le lendemain, vendredi 18, une soirée de gala aura lieu salle Robert Krieps où les huit artistes se retrouveront tous réunis sur les planches pour présenter au public le résultat de leur résidence. Enfin, samedi 19 c’est à la brasserie Wenzel que le festival prendra fin pour une avalanche de *jam sessions*, qui se prolongera là encore tard, très tard. Kévin Krocze

Programme complet : www.neimenster.lu

Kino

Die märchenhafte Welt der Astrid Lindgren

Anina Valle Thiele

Und dann brach der Frühling wie ein Jubelschrei über die Wälder um die Mattisburg herein ... und Ronja Räubertochter zog in den Wald für ihren Frühlingsschrei. Zumindest in Europa kennt fast jedes Kind die Geschichten von Ronja Räubertochter, den Brüdern Löwenherz, Karlsson vom Dach oder Mio, mein Mio. Mit einer Gesamtauflage von rund 160 Millionen Büchern zählt Astrid Lindgren wohl zu den bekanntesten Kinderbuchautorinnen weltweit.

Wie aber wurde das Mädchen, das auf dem Lande im südschwedischen Småland aufwuchs, zu der Berühmtheit? *Biopics* sind stets eine Gratwanderung zwischen biografischen Fakten, Effekt und Fantasie. Dass *Becoming Astrid* trotz eines recht seichten Drehbuchs kein tiefend kitschiger *Arthouse*-Film geworden ist, liegt vor allem an Alba August, die die junge Astrid Lindgren mit Leidenschaft verkörpert. Staunend folgt man dem Energiebündel, wie es im Schweden der 20er Jahren mit seinen Geschwistern auf die Felder zieht, die Predigten des Pfarrers in der Kir-



Alba August als junge Mutter Astrid

che fantasievoll umdeutet und schließlich in das Büro des Verlegers Blomberg (Henrik Rafaelsen) hineinschlittert, wo das Bewerbungsgespräch aus reinen Assoziationsfetzen besteht: „Zukunft?“, sagt Blomberg, „Freiheit!“, trällert Astrid, bevor sie sich beim Frisör die Zöpfe abschneiden lassen wird, in den Händen eine Illustrierte mit Aufnahmen der „Neuen Frau“.

Freilich sind vor allem die Dialoge mit dem dandyhaften Verleger Blomberg etwas klischeehaft geraten: „Du bist glänzend, gib mir was von Deinem Glanz ab!“, sagt der etwa, bevor er sie vernascht. Gerade die Episoden zwischen Blomberg und der minderjährigen Sekretärin wirken recht abgeschmackt. Doch Regisseurin Pernille Fischer Christensen verleiht ihrer Hauptfigur genug Charakter, um selbstbestimmt aus der Lolita-Beziehung auszubrechen. Ihr Verhältnis mit dem deutlich älteren verheirateten Mann und ihre Schwangerschaft sind vor allem für ihre Familie ein Skandal. Denn das Land, das ihre Familie ackert, ist Pachtland der Kirche. Astrids Mutter (Maria Bonnevie) blickt ihre sture Tochter stets mit steifen Kragen und monotoner Miene, weil

aufgerissene Augen, an. So als könne sie nicht glauben, was für eine Teufelsbrut sie da in die Welt gesetzt hat. In Dänemark wird Astrid schließlich anonym ihren Sohn Lasse zur Welt bringen und die ersten Jahre von einer Leihmutter aufziehen lassen, bis sich der Abteilungsleiter des Automobilclubs, für den sie arbeitet, in sie verliebt und sie sich in seine Arme flüchtet.

Was frei an der Biografie Lindgrens inspiriert scheint, wird gegen Ende dann leider doch recht schmonzettig. Vor allem die Szenen zwischen Astrid und ihrem Sohn sind auf Effekt angelegt. Es rührt einen zwar, wenn sie die verlorene Bindung zu ihrem – nach drei Jahren entfremdeten – Sohn wiederherstellt, indem sie beginnt, ihm Geschichten zu erzählen, doch wenn am Ende ihre Familie versöhnt mit ihr und dem kleinen Jungen um den großen Tisch am Bauernhof sitzt und Waffeln isst, ist das Bild zu kitschig – und ein Kontrast zum Stil Astrid Lindgrens!

Es wirkt, als wolle Regisseurin Christensen dem Zuschauer ein Stück heile Welt mitgeben und damit einen Teil der Welt, die Astrid Lindgren Kindern zu vermitteln vermochte. Am Anfang wie gegen Ende des Films sieht man so die gealterte Autorin (von hinten) am Schreibtisch sitzen und ihre Post öffnen. Es sind Geburtstagsglückwünsche von Kindern aus aller Welt: „Ich frage mich, wieso Du so gut darüber schreiben kannst, ein Kind zu sein“, schreibt ein Junge ihr. *Becoming Astrid* liefert keine Antworten auf diese Frage, aber Alba August als lebenshungrige Astrid Lindgren verzaubert die Zuschauer, indem sie diese auf die unwirtlichen Felder Smålands entführt, in eine raue, märchenhafte Welt, in der die Geschichten der Brüder Löwenherz entstanden.

Chronique Internet

Mattereum, l’ultime interface blockchain

Jean Lasar

Vinay Gupta, qui s’est taillé une solide réputation en participant au développement d’Ethereum, a dévoilé il y a quelques semaines les grands traits de Mattereum, un projet de boîte à outils grâce auquel il espère arrimer solidement notre univers à celui de la *blockchain*. Ethereum a révolutionné le monde de la *blockchain* en ouvrant la possibilité d’y héberger des *smart contracts*, c’est-à-dire des scripts qui effectuent automatiquement des opérations comparables à des contrats. Si l’idée est séduisante, elle se heurte dans la vie réelle à de sérieux impondérables dont les avocats savent quelque chose. Pour chaque opération logique contenue dans un contrat, on trouvera typiquement neuf exceptions que les juristes décrivent en détail pour prévoir les mille et un aléas pouvant impacter son application. L’ambition de Mattereum est de créer des adaptateurs universels, flexibles et fiables qui permettent d’intégrer et de traiter ces imprévus dans les scripts de façon à ce qu’ils fonctionnent bel et bien de manière automatique.

Pour ce faire, Gupta s’est allié à Christopher Wray, un juriste technophile : ensemble ils ont examiné ces différentes classes d’impondérables et cherché à les modéliser de façon à pouvoir faire face à tous les cas de figure. Mais il ne s’agit pas seulement pour eux de faire basculer l’économie existante vers la *blockchain* : Gupta espère que la transparence et la fiabilité de la *blockchain* pourront être mises au service des enjeux liées aux ressources naturelles, en particulier au carbone, et aux droits de l’homme, ce qu’il appelle « un monde meilleur ».

Pour y parvenir, explique-t-il, il faudra notamment identifier de manière univoque chaque actif, en prenant en compte la problématique des faux et plus généralement celle de l’imprécision qui règne en maître dans l’économie. Dans des domaines tels que le négoce international, qui repose encore beaucoup aujourd’hui sur des documents papier, un réseau de *blockchains* bénéficiant des outils de type « passeport d’actif » qu’entend lancer Mattereum permettrait en effet de lutter contre les escroqueries et la corruption, tout en réduisant les coûts des opérations. Mais l’ambition de Mattereum est aussi de proposer des adaptateurs pour les domaines de la propriété intellectuelle, de la location, de l’assurance, des garanties (collatéraux) etc. Une autre classe d’intervenants que Mattereum entend instituer est celle des « custodians », des consignataires ayant par nature une identité clairement établie dans le monde physique et une autre, tout aussi nettement définie, sur la *blockchain*. La prochaine étape sera ensuite de dupliquer dans le monde des *smart contracts* les multiples clauses d’assurance, d’indemnisation, de réglementation, de résolution de conflits etc. qui forment aujourd’hui les contrats classiques de façon à ce qu’elles fonctionnent de manière robuste sur la *blockchain* : une forme avancée de droit que Gupta baptise « smart property ». Il cite ainsi les quelque cinquante droits, y compris d’usage, que l’on peut attacher à un appartement, possession, l’assurance, maintenance, vente, location, nettoyage etc., en mettant en perspective un environnement dans lequel on pourrait gérer chacun de ces droits dans le cadre de *smarts contracts*.

Pour fonctionner, un système tel que Mattereum suppose un degré élevé de professionnalisme de la part de tous les consignataires

Pour fonctionner, un système tel que Mattereum suppose un degré élevé de professionnalisme de la part de tous les consignataires – très loin de celui que l’on rencontre aujourd’hui dans le monde réel. Comment y parvenir ? Vinay Gupta compte sur un système de certification, de formation et de technologie, pour éviter que les consignataires ne se fassent voler par d’autres intervenants qui corrompraient ensuite les instances de résolution des conflits.

Mattereum n’est pas la première plateforme qui se propose de mettre d’accord les mondes de la *blockchain* et l’économie classique. Mais ce projet semble être le plus abouti en ce qu’il propose une architecture universelle susceptible d’apporter à la fois des gains notables en termes de coûts, notamment en minimisant le recours à la résolution de conflits, et une protection efficace contre les escroqueries et la corruption.

Actualité discographique

La passion selon David



David Ianni

José Voss

Non seulement nous avions accueilli avec sympathie les prestations de David Ianni à l’aube de sa carrière, en 1998, notamment dans le *Troisième Concerto* de Beethoven, mais nous avions, d’emblée, été fascinés par l’autorité instrumentale, la puissance et l’exigence dont le jeune pianiste et compositeur de chez nous faisait preuve dans la gravure qu’il consacre, un an plus tard, à un créateur peu connu, peu joué et réputé – à tort – mineur, Theodor Kirchner, tout comme nous avions été enchantés par la *Sonate n° 1* de son cru, que le jeune loup donna en création mondiale en 2003, dans la cadre du Festival d’Echternach.

Le pianiste et compositeur David Ianni : un talent à redécouvrir dans un parcours des plus atypiques

Après ces hauts faits d’armes, l’artiste disparut des écrans radar pendant plusieurs années. Traversée du purgatoire ? Pas vraiment, le musicien (biberonné d’abord à l’hindouisme ashram puis à la religion chrétienne dans laquelle, selon ses propres dires, il puise réconfort spirituel et paix intérieure) faisant passer désormais, dans son projet de vie, la quête du sens avant une carrière internationale de pianiste. Âgé aujourd’hui de 39 ans, le voici qu’il ressort de l’ombre en nous proposant, en guise de nouvelle carte de visite discographique, *My urban piano*, un projet aussi captivant qu’original, qui le conduit, entre juin 2016 et novembre 2018, dans douze « capitales européennes de la culture », dont Aarhus, Prague, Reykjavik, Bruxelles, Berlin, Vienne ou encore Athènes. Pour chacune d’elles, il a composé un morceau qu’il joue, dans un endroit public, sur un piano à cet effet spécialement décoré par un artiste.

Tout au long de cette odyssée, David Ianni affirme une écriture pleinement consciente des ressources variées du piano, qu’il soit seul ou accompagné par le percussionniste Pascal Schumacher (*Parallel worlds*), un quatuor (*Butterflies*), un chœur d’enfants (*Children of Aleppo*) voire tout un orchestre (*River of love*). Un piano étonnamment multiple, donc, qui bombarde l’auditeur de sensations sonores très diverses, le nappe d’atmosphères tranchées, allant de la *Toccata* tonique du très percussif *Train of dreams* initial, dont on apprécie la revigorante motricité, à sa version orchestrale plus arrondie qui clôt l’album, en passant par des pièces aux tonalités contrastées : tantôt méditative (*Snowflakes*), tantôt mélancolique (*Heartland*), mystique (*The cloud of unknowing*), hymnique (*Friends*, thrène émouvant, en hommage à son amie musicienne Lisa Berg, emportée par la maladie dans la force de l’âge).

Inclassable, le langage de Ianni ? Et alors ? L’artiste n’est pas homme à s’embêter avec les écoles, esthétiques, étiquettes. Toujours est-il que, tournant le dos aux avant-gardes, au risque de passer pour « réactionnaire » en écrivant une musique consonante (Qui a décrété que l’harmonie était une langue morte ? En quoi l’intelligible est-il plus « facile » que l’hermétique ?), il est l’un des rares créateurs d’aujourd’hui qui sache « communiquer » à l’auditeur son inspiration, grâce à une « musique pour l’oreille » qui est aussi celle du cœur.

Loin des élucubrations cérébrales sur la sonorité qui sont le fait de tant de compositeurs actuels, Ianni, en romantique non seulement soucieux mais fier d’écrire une musique « plaisante », revendique haut et fort un attachement indéfectible à la mélodie, qu’il considère comme un « bien universel » en ce qu’elle parle à tout le monde, toutes générations confondues. De plus, pour le croyant qu’il est, la musique est bien plus que la musique, dans la mesure où elle chante l’amour sous toutes ses formes, célèbre la magnificence de la création, exalte la beauté de l’âme humaine, exprime l’inaliénable dignité de l’homme ou encore traduit l’infinité de l’univers interstellaire (*Beyond the stars*).

Délibérément hétéroclite (mélange de rigueur et de fantaisie, d’imagination et de poésie, amples effets de résonance, sens des ambiances, écriture percutée, vive et inventive, où les épisodes très élaborés cohabitent avec des moments plus *free*, syntaxe efficace et sans fioritures, inspiration qui n’a pas peur de flirter avec le *cross-over*, esthétique louvoyant entre modernisme prudent et néo-tonalité), tout en offrant une continuité organique parfaitement limpide et très pensée, l’arsenal sonore mis en œuvre par le compositeur fait montre d’une personnalité musicale affirmée. Les influences – un zeste de musique répétitive américaine, un soupçon de rythmes jazzy, une invocation de la liturgie byzantine (*Agos o Theos*) ou la réminiscence d’un air sur une prière traditionnelle syrienne – sont discrètement présentes et parfaitement intégrées. Que cette

musique relève d’une facture tout compte fait assez traditionnelle (pour ne pas dire conventionnelle), sans grand renouvellement, c’est entendu. Mais cela ne l’empêche pas de regorger de trésors d’invention mélodique, d’ingéniosité contrapuntique, d’audaces rythmiques, de trouvailles harmoniques parfois complexes qui vont droit au cœur de l’auditeur. Le bouillonnement spontané et la profusion généreuse des idées impressionnent d’entrée de jeu et explosent à chaque numéro. La magie opère à chaque note, emportant l’auditeur dans un flot continu d’instantanés lumineux. Côté interprétation, on retiendra une articulation exemplaire, la clarté des phrasés, un toucher profond et solide, la puissance d’une main gauche qui tient la dragée haute aux explosions insolentes de la main droite.

Nul doute, cette aventure pianistique unique et inédite est le fait d’un esprit libre. Elle ouvre sur un monde sonore personnel et conséquent, original et atypique, où l’impeccable maîtrise technique s’allie à une écriture d’une inspiration dont on n’a pas besoin de connaître les tenants et aboutissants pour suivre et goûter. Un album superbe, à offrir ou à s’offrir. Chapeau bas !

Enregistrements réalisés, entre 2017 et 2018, dans différents studios par différents ingénieurs du son. Image sonore globalement transparente et bien définie. Minutage : 73 : 09. L’album de David Ianni *My urban piano* est en vente chez les disquaires et disponible sur Internet (www.davidianni.com) au prix de 18,90 euros.

Avis officiel

Consultation du public en vue de l’élaboration du 3^e plan de gestion à établir au titre de la directive-cadre sur l’eau

Conformément aux dispositions de l’article 14 de la directive-cadre sur l’eau (directive 2000/60/CE), transposée en droit luxembourgeois par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l’eau, les États membres de l’Union

européenne sont appelés à encourager la participation active du public à l’élaboration, la révision et la mise à jour des plans de gestion à établir au titre de l’article 13 de ladite directive.

La directive-cadre sur l’eau prévoit dans ce contexte que les États membres soumettent à une consultation du public, au moins trois ans avant la publication du prochain plan de gestion un calendrier et un programme de travail prévisionnel pour l’élaboration de ce plan de gestion. Les États membres doivent par ailleurs organiser une consultation du public sur les questions importantes en matière de gestion de l’eau qui se posent dans les parties des districts hydrographiques situées sur leur territoire.

L’Administration de la gestion de l’eau (AGE) vient d’élaborer un tel calendrier et programme de travail prévisionnel et a déterminé les questions importantes en matière de gestion de l’eau se posant pour les parties luxembourgeoises des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse. Le document en question peut être téléchargé sur le site internet de l’AGE (www.waasser.lu).

Dans le cadre de la procédure prévue aux Articles 56 et 57 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l’eau, le public est sollicité de consulter ce document. Des observations et remarques peuvent être transmises par voie écrite jusqu’au 22 juin 2019, les communes pouvant émettre leur avis jusqu’au 22 juillet 2019, à l’adresse suivante :

Ministère de l’Environnement, du Climat et du Développement durable
Madame Carole Dieschbourg
Ministre de l’Environnement, du Climat et du Développement durable
L-2918 Luxembourg

Les observations écrites peuvent également être déposées auprès du collège des bourgmestre et échevins qui les transmettra à Madame la Ministre de l’Environnement, du Climat et du Développement durable.

Une copie des observations formulées peut être directement envoyée à l’AGE moyennant un courriel à l’adresse électronique : dce@eau.etat.lu



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d’ouverture des offres :
Date : 08.02.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock’n’Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Soumission relative aux travaux de peinture dans l’intérêt de la maintenance de la Maison du Savoir à Esch-Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d’obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées au dossier de soumission.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l’ouverture.

Date d’envoi de l’avis au Journal officiel de l’U.E. :
10.01.2019

La version intégrale de l’avis n° 1900003 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

d’LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32 ; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELLULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Architektur

Wohnen in Sand und Schluff

Martin Ebner

Das „Pisé-Haus“ in Weilburg an der Lahn hat eine schlichte Fassade. Eigentlich war es bloß eine Notlösung: Vorfahren der Luxemburger Großherzöge hatten für ihr Schloss die Wälder geplündert – und deshalb die Untertanen zum Holz-Sparen verdonnert. Heute ist die hessische Kleinstadt stolz auf den „höchsten Lehmstampfbau Europas“: Die sechs Stockwerke halten sich schon seit gut 200 Jahren tadellos aufrecht. Das müssen Beton-Konstruktionen erst einmal nachmachen. Insgesamt stehen in Weilburg 20 Gebäude aus Lehm. Mittlerweile interessieren sich dafür nicht nur Denkmalschützer, sondern auch moderne Baumeister.

Häuser aus der Erde zu bauen, auf der sie stehen, ist „ein wichtiger Beitrag zum ökologischen und gesellschaftlichen Wandel“, findet die französische Architektin Dominique Gauzin-Müller: „Lehm kommt fast überall auf der Welt vor. Lehm reguliert die Luftfeuchtigkeit und speichert Wärme; Verarbeitung und Transport benötigen kaum Energie. Dieser ökologische, lokale und kostengünstige Baustoff kann unseren Bedarf an günstigen und komfortablen Unterkünften zumindest teilweise abdecken.“

Zusammen mit dem Forschungszentrum CRAterre organisierte Gauzin-Müller im Jahr 2016 den



Bausteine aus Erdkrümeln: Präsentation des Terra Award in der ifa-Galerie in Stuttgart

Terra Award, den ersten internationalen Preis für zeitgenössische Lehm-Architektur. Die Kriterien: architektonische Qualität und Ortsspezifität, aber auch Einsatz und Weiterentwicklung traditioneller Techniken. Die Jury unter Vorsitz des Pritzker-Preisträgers Wang Shu konnte 357 Bewerbungen aus 67 Ländern begutachten. Die Wanderausstellung mit der Präsentation der 40 Finalisten machte zuletzt in Stuttgart Station. (Der nächste *Terra Award* ist für 2020/21 geplant.)

Mischungen aus Ton, Schluff und Sand ergeben nicht nur in trockenen Wüsten, sondern auch in nördlichen Industrieländern formschöne Kreationen. Das beweisen zum Beispiel Projekte wie das „Wohnhaus J“ in Darmstadt: Wände aus Stroh und Lehm bewahren in Sommernächten die Kühle und speichern im Winter die Sonnenwärme. In Sempach wurde aus vorgefertigten Stampflehm-Bauteilen das Besucherzentrum der Schweizer Vogelwarte gefertigt. Beim städtischen Hallenbad im spanischen Toro stabilisieren Zement und Kalk die Lehmwände. Das Archäologiemuseum im elsässischen Dehlingen kombiniert Elemente aus Stroh- und Stampflehm, die mit Kork verdämmt sind. Der indische Architekt Satprem Maini fügt gepresste Lehmsteine zu Gewölb

Das derzeit größte Stampflehm-Gebäude Europas ist eine Lagerhalle, die das Architekturbüro Herzog & de Meuron für den Schweizer Bonbon-Hersteller Ricola in Laufen entworfen hat: 111 Meter lang, 29 breit, elf hoch. Kiesige Erde, Mergel und Lehm dafür wurden in der Nähe gewonnen. Für den Bau der 3 000 Quadratmeter großen, selbsttragenden Fassade errichtete der Unternehmer Martin Rauch bei der Baustelle eine Anlage, in der die Lehmschichten in einer Schalung gestampft wur

den. Rauch, der selbst in einem von ihm gebauten Lehmhaus wohnt, schwärmt vor allem vom „positiven Raumklima“. Außerdem sei Lehm „das einzige Baumaterial, das unbeschränkt und ohne Qualitätseinbußen wiederverwendet werden kann“.

Am liebsten würde Rauch überall Aushub verarbeiten. „Die heute üblichen kurzen Bauzeiten lassen eine Vor-Ort-Produktion aber oft nicht zu“, bedauert der umtriebige Vorarlberger. Daher setzt er auf Vorfertigung: „Die Fertigteilbauweise ermöglicht eine wetterunabhängige Produktion, ist terminlich genau kalkulierbar und verkürzt die Arbeitszeit auf der Baustelle. Die Trocknungsphase findet komplett im Werk statt. Die Koordination auf der Baustelle ist einfacher und genauer planbar. Arbeitsgänge können durch Modulsysteme optimiert und rationalisiert werden.“

Lehmbau erreicht nun zunehmend industrielle Dimensionen. In Sevrans am Rand von Paris ist gerade das Projekt „Cycle Terre“ gestartet: Eine Pilotfabrik soll pro Jahr 25 000 Tonnen Aushub zu Lehm-Bau-elementen und Putz verarbeiten – und Fachleute für möglichst viele Nachahmer ausbilden. Der Nachschub wird dieser Demonstrationsanlage für Kreislaufwirtschaft nicht so schnell ausgehen: Auf

Lehm wird als Baumaterial wieder entdeckt

Baustellen im Großraum Paris fallen jährlich 20 bis 35 Millionen Tonnen Erde an. Bislang wird der Aushub auf gigantischen Müllkippen deponiert; er macht etwa 90 Prozent aller städtischen Abfälle aus. In Zukunft sollen daraus Bausteine für neue Stadtviertel werden.

Zur Ausstellung *Lehmarchitektur heute*, die bis zum 6. Januar in der ifa-Galerie Stuttgart zu sehen war, ist ein Begleitband in den Editions Museo erschienen, auch auf Englisch und Französisch: terra-award.org.

Der Vorarlberger Lehm-Pionier Martin Rauch ist einer der Baumeister, die in der Pariser Ausstellung *L'Art du chantier* zu Wort kommen, im Palais de Chaillot noch bis 11. März 2019: citedelarchitecture.fr

Umfangreiche Informationen zum Bauen mit Lehm bietet das Centre international de la construction en terre crue, ein Labor der Architekturhochschule Grenoble: craterre.org

Ausstellung

Lotte Lasersteins vergessene Akte

Anina Valle Thiele

„Lotte Laserstein gehört zu den Wiederentdeckungen der letzten Jahre“, bewirbt das Städel Museum Frankfurt die Schau der verfilmten Malerin, der durch die Gemälde der späten Jahre der Weimarer Republik kurzer Ruhm zuteil wurde und die nach 1937 sukzessive in Vergessenheit geriet. Dabei hätte Laserstein nicht nur für Feministinnen einen Ehrenplatz in der Erinnerung verdient. Wie Mascha Kaléko mit ihrer Dichtung oder Jeanne Mammen in der Kunst verkörperte sie den Typus der „Neuen Frau“. Ihre Darstellungen unterscheiden sich fundamental von denen eines Otto Dix oder Georges Grosz – gerade weil Laserstein Frauen nie lieblich noch sexualisierend in Szene setzte. „Ihre Porträts zeigen einen realistischen, nüchternen Blick auf die moderne Frau, ohne in Geschlechter-Stereotypen zu verfallen“, bringt es Kurator Alexander Eiling auf den Punkt. „Die kann malen!“, attestierte man(n) ihr in der Weimarer Zeit.

Lasersteins Œuvre ist schwer einzuordnen. Ihre Bilder landen zwar immer wieder im Topf der Neuen Sachlichkeit, doch passen sie nicht recht in diese kunsthistorische Kategorie. Der Einfluss ihrer akademischen Ausbildung (erst 1919 wurden Frauen an deutschen Akademien zugelassen) ist in ihren Werken klar erkennbar. Auf „Akademischer Realismus“ können sich die AutorInnen des sehr instruktiven Begleitkatalogs zu der Frankfurter Ausstellung schon eher einigen.

Von Angesicht zu Angesicht im Städel Museum konzentriert sich auf Lasersteins Porträts und Aktdarstellungen der Berliner Jahre (1924-1937), bevor sie als Jüdin im Nationalsozialismus verfolgt wurde und emigrieren musste. In fünf Kapiteln werden ihre künstlerische Entwicklung und ihre zentralen Motive vorgestellt.

Auf bordeauxroten Wänden trifft man zunächst auf Akte, dann auf Porträts der „Neuen Frau“, darunter als Motiv immer wieder die Freundin „Traute Rose“. Selbstbewusst wählte Laserstein das Meistergenre der Aktmalerei. Besonderer Hingucker: der Akt *In meinem Atelier* (1928), auf dem sie Traute Rose auf einer Chaiselongue gezeichnet hat – eine eindeutige Referenz an Venus-Ikonografien der alten Meister. Das Gemälde *Ich und mein Modell* zeigt Rose, die Hände ruhend auf den Schultern der Malerin. Mehrfach finden sich Hinweise auf eine homosexuelle Neigung Laser-

steins – wenngleich die Frankfurter Schau die Bildnisse für sich sprechen lässt und dem Besucher keine Interpretation aufzwingt.

Lasersteins akademischer Werdegang verlief rasant: 1925 wurde sie Meisterschülerin von Erich Wolfsfeld. 1928 nahm sie an einem Wettbewerb der Kosmetikfirma Elida für „Das schönste deutsche Frauenporträt“ teil. Den ersten Preis gewann zwar ein anderer, doch wurde Lasersteins Gemälde *Russisches Mädchen mit Puderdose* für eine Schau in der Berliner Galerie Gurlitt ausgewählt, die im Anschluss durch Deutschland tourte. Das Porträt zierte dieser Tage auch die Plakate des Frankfurter Städel.

Nach ihrer ersten öffentlichen Ausstellung kaufte die Stadt Berlin Lasersteins Gemälde *Im Gasthaus*. Mit der Beteiligung an der Frühjahrschau der Preussischen Akademie der Künste wurde sie mit Ende zwanzig berühmt in der Kunstszene. Nach Erlangung ihres Hochschulabschlusses bis zur Machtergreifung der Nationalsozialisten präsentierte sie sich in über 20 Ausstellungen und trat 1929/30 dem Verein der Berliner Künstlerinnen bei, der die künstlerische Entfaltung von Frauen förderte; neben Käthe Kollwitz engagierte sich Laserstein dort auch im Vorstand.

Beim Lesen der Wandtexte verstetigt sich der Eindruck: Lasersteins Akte bilden eine Gegenposition zu den meist voyeuristisch und sexuell aufgeladenen Darstellungen des weiblichen Körpers durch ihre männlichen Zeitgenossen. Es sind selbstbestimmte und emanzipierte Frauen, die Laserstein respektvoll in Szene setzt. Ihre Darstellungen von Männern betonen die Physiognomie, die athletischen Körper wirken schlicht muskulös.

Unmittelbar vor dem Teil „Flucht und Exil“ hängt ihr Schlüsselwerk *Abend über Potsdam* (1930) an prominenter Stelle in der Frankfurter Schau. In der Retrospektive mutet das Gemälde geradezu prophetisch an: Fünf junge Erwachsene um einen weiß gedeckten Tisch versammelt, hinter ihnen die Dächer Potsdams, doch trotz der geselligen Runde kauern die Personen am Tisch, jede in sich selbst versunken.

Ihre künstlerische Laufbahn zerbrach mit der Machtergreifung der Nationalsozialisten. Obschon christlich getauft, galt Laserstein, deren drei Großeltern der jüdischen Gemeinschaft angehörten, nach den NS-Rassegesetzen als Jüdin. Noch 1937 nahm sie am Pariser Salon d’Automne teil. Dort wurde sie als Künstlerin in der Kategorie „Allemagne“ präsentiert – zu einem Zeitpunkt, als ihr bereits seit zwei Jahren die Rechte als deutsche Staatsbürgerin entzogen waren.

Elena Schroll weist in ihrem Katalogbeitrag auf die Wurzellosigkeit der Künstlerin hin, die sich in erster Linie als Akademikerin sah und nichts mit der ihr zugewiesenen Rolle als „jüdische Künstlerin“ anzufangen wusste. Ihr Ruhm in Deutschland nahm 1938 ein



Lotte Laserstein: *Selbstporträt im Atelier*, um 1927

jähes Ende: Sie musste ihre Malschule schließen, ihr Gemälde *Im Gasthaus* wurde als „entartete Kunst“ beschlagnahmt. Eine Einladung der Stockholmer Galerie Moderne ermöglichte ihr 1937 die Flucht aus Deutschland nach Schweden.

Die Emigration markierte eine Zäsur. In Schweden musste sie sich ohne Sprachkenntnisse, soziale und berufliche Kontakte eine Lebensgrundlage schaffen. Sie blieb produktiv und baute sich eine neue Existenz als Porträtistin auf. Aus den 55 Jahren ihrer Emigration sind 43 Einzel- und 33 Gruppenausstellungen der Malerin dokumentiert.

Abseits von den abgegriffenen Kategorien „Pionierin“ oder „Avantgardistin“ war Laserstein ihrer Zeit mit ihren Darstellungen weit voraus. Die Inschrift ihres Grabsteins auf dem Friedhof in Öland trägt passenderweise die schnöde Inschrift: „Konstnärinnan“.

Lotte Laserstein. Von Angesicht zu Angesicht wird noch bis zum 17. März 2019 im Städel Museum in Frankfurt am Main gezeigt. Der Katalog ist im Verlag Prestel erschienen, 192 Seiten, 159 Farabbildungen, 39,90 Euro. Weitere Informationen unter: www.staedelmuseum.de.



Piccolo Teatro

Deux ans de rencontres théâtrales au Luxembourg

Un livre de Josée Hansen, avec des images d’Eric Chenal

Éditions d’Lëtzebuurger Land / 320 pages, 29 euros / ISBN : 978-99959-949-5-2

En vente en librairie, sur www.land.lu

ou en le commandant via courriel land@land.lu ou téléphone : 48 57 57-1

Durant deux ans, Josée Hansen et Eric Chenal ont écouté et observé les gens de théâtre autochtones, acteurs et metteurs en scène, auteurs et dramaturges, scénographes et costumiers, directeurs de théâtres et techniciens, politiques et critiques : les personnalités qui peuplent ce microcosme sont aussi passionnantes que leurs métiers sont divers.

Ce livre est une tentative de capter cet instant précis de l’évolution du théâtre au Luxembourg, où les pionniers ont laissé la place à une nouvelle génération, qui trouve normal de faire du théâtre non seulement son métier, mais sa vie.

STIL

The horrendous road rules of Luxembourg

Jeffrey Palms

To American visitors, Europe is really nice. It can be a little bit over-stylized or can feel like an architectural museum, but we love that about it. And after moving here, we appreciate it in whole new ways, as we discover some wonderful social safety nets and marvelous things done with public funding. (Meanwhile, of course, in the States the healthcare system is so broken that people now pay for hospital bills with GoFundMe campaigns). The history, the culture, the fashion, the architecture, the functioning governments – Europe is a utopia indeed! And then you get your European driver's license.

Never is an American expat closer to death than when first driving on your roads, with their insanely specific rules and impenetrable signs. Never will an American miss I-96, the Ohio Turnpike, or Route 66 so very much. Because, indeed, your European streets and signage are so overdesigned that they can only be described as a fiasco. Or, to quote the dictionary's definition of that word, a complete and humiliating failure.

In the name of conciliation, here is a lone concession: roundabouts are smoother and safer than intersections. OK. Fine. But that's all you're going to get.

Now then, catastrophe number one has got to be the "right priority" rule. First off, the preposterous hieroglyph that for some reason represents this rule has, in its design, zero intuitive value. Nothing about it suggests what it requires you to do. For comparison, its American cousin is a red sign that says STOP on it. Clear. Minimal. Logical.

And so you learn about yielding to the right. Very well. But when you roll up to the intersection, about one time in seven you'll see a car coming and jam wildly and suddenly on the brakes, sending your French fries falling all over the floor. Because, of course, you can't see more than a few meters up the road to the right, and those six smooth times have made you overconfident.

Oh! What's that? You thought you spotted a stupid little yellow diamond sign back there? Well that means that you're on a big road and don't have to do the right priority anymore. Why the yellow diamond means that, nobody knows. You look in your rearview mirror, suddenly, and see a Luxembourgier sitting in your backseat. He takes a long drag on a cigarette, leans forward, and whispers: if you're in a neighborhood, then "right priority" is the rule even if no signs or marks show it.

You throw him out of your car for being ridiculous.

Sometimes, governments will change a road's speed limit. In a normal country like the States, this is typically indicated by means of a nice big sign that announces what the new speed limit is. Europe, not to be outdone by this elemental, perfect solu-



When expats from other continents learn about Luxembourg's road rules and signs, they just shake their heads in dismay

tion, instead posts the old speed limit – which is no longer relevant to drivers, perhaps to anyone on planet Earth – and crosses it out. So now you know what the speed limit isn't. (But only if you happen to see the sign, which is often tucked away on the left side of the road where it's less noticeable).

Bizarrely, however, crossed-out numbers actually stand for other numbers. A 70, crossed out, means 90. This is a fact so offensively subjective, even to the average mind, that it cannot be adequately discussed in this article without causing undue pain to the author. It will not be mentioned here again.

Next: any moron loitering next to a zebra crossing triggers a law where you have to stop, in case he or she wishes to cross the street. If no crossing occurs, then you are permitted to roll slowly by. Social security will pay for your blood pressure pills.

And while zebra crossings are putting weak, fleshy bodies in the path of your metal speed ma-

chine, some ministry or other is busy making sure street-name signs only appear now and then, and always in slightly different locations so that drivers aren't burdened by noticing them too quickly. It's not like in the States, where green signs, always in predictable locations, show the names in large letters. Reliable. Legible. Obvious.

How about Luxembourg's lovely country roads, meandering through gentle hills and idyllic farmland? They're death traps, of course: fields that are otherwise totally open are lined with trees that look just sturdy enough to smash a car into tiny pieces.

Or how about the T-intersection by the Geesseknäppchen, where cars on Boulevard Pierre Dupong have stoplights while those on Rue de Bragance have nothing? This intersection is perhaps the most dreadful abomination of all: it's the only place in the entire Solar System where drivers must regularly look at a stoplight facing in a different direction to determine who can go.

And let us not forget about that section of the Route d'Arlon where one lane becomes two, yet isn't wide enough to accommodate two cars side by side – unless you wouldn't mind it if oncoming traffic blew your rearview mirror to smithereens. Picture a Knippchen getting blasted with a bazooka. That was your driver's-side mirror. Goodbye.

In contrast, driving in the States is so easy that even 16-year-olds, a group who possess nature's most questionable style of decision-making, can do it. Basically, you just drive until you see the color red. Then you stop. The lanes are cushy and wide, and there is no ambiguity over pedestrian rights (they have none) or speed limits. You've got no worries at all, except maybe the bill for your appendectomy. But that GoFundMe campaign will probably take off any moment now... and, even if it doesn't, at least you were able to drive yourself and your bursting appendix swiftly and safely to the hospital.

L'événement

Pour leurs noubas dansantes du dimanche après-midi, les frères Presti et le deejay Manu M se sont d'abord contentés du Sobogusto, leur propre restau-bar à Hollerich. Histoire de ne pas ennuyer leur fan-club, ils ont flirté ensuite avec d'autres partenaires et « Adjoa » a fini par se faire inviter au garage Mercedes ou au Boos Café à Bridel. Le concept est connu : on n'est admis que sur invitation, les cartons étant distribués par les initiateurs au gré de leurs envies et dans leurs restaurants, clubs et bars. Si la sauterie de ce dimanche 13 janvier risque de faire encore plus le plein que les précédentes, ce ne sera pas à cause de son *dress code* « Maya » qui, comme d'habitude, ne sera respecté que par quelques bons *followers*, le reste de la clientèle se contentant du look BCBG du banquier en tenue de week-end. Cette fois, c'est l'endroit qui attirera les curieux, car la « boum » aura lieu au Waldhaff-La Sauvageonne, ex restau culte de Marc Hobscheit et fils, qui avait fait couler beaucoup d'encre l'an passé lorsque l'entrepreneur de la nuit décida d'y construire une terrasse couverte avant que les administrations compétentes s'y opposèrent avec véhémence. Ce restaurant en lisière de forêt est devenu depuis un endroit fantôme. **Adjoa** va lui redonner vie pendant quelques heures. Ou au moins le tenter. Car si les fidèles y affluent par centaines, ils se contentent en général de consommer et de papoter. Bouger ne semble pas tellement leur truc, quel que soit le talent des deejays. GD

Le site

Si vous êtes à la recherche d'un cadeau post-étrennes pour une femme originale, qui a le sens de l'humour et ne s'intéresse pas vraiment aux objets de consommation de masse, vous devriez jeter un œil sur le site passemoilselcherie.com. Des bijoux fins et subtils y sont proposés, des sacs à mains élégants avec une touche anti-conformiste, bref, le travail de quelques jeunes créateurs qui essaient d'échapper aux conventions du marketing de la branchitude. Passe-moi l'œil chérie, c'est l'œuvre d'Audrey Dhyvert (photo de son site), qui a déniché pendant des années des objets de toutes sortes pour des tournages de films et a fini par vouloir partager certaines de ses trouvailles originales pour « mettre en lumière ce que nous découvrons au détour d'une brocante ou d'une rencontre avec un créateur », dit le site. La chineuse étant aussi la fille de Françoise Clément, propriétaire de l'institut de beauté au City Concorde, elle a surtout passé les derniers mois à figurer l'intérieur de ce beau salon. Depuis mi-décembre, elle œuvre à booster son blog de vente grâce à un choix aussi coloré que ludique. Parmi les griffes proposées, à noter surtout les sacs à main de la marque Maradji (de 68 à 155 euros), les colliers disco et boucles d'oreilles à franges de Suzywan Deluxe (dans les 30 euros) et, pour celles qui osent aller plus loin dans la décontraction, les broches et boucles « Pink Mouth » de la maison I Still Love You NYC (de 67 à 101 euros). GD



Le cas des Luxembourgeois en France

Les internés civils de la Première Guerre mondiale

Le nouveau livre de Jim Carelli, élu meilleur mémoire de Master 2 par la Fondation Robert Krieps, révèle un aspect inconnu de la Première Guerre mondiale. Durant cette guerre, des milliers de civils étrangers, dont plus de 431 Luxembourgeois, furent retenus dans des camps de concentration français et privés

de liberté du simple fait d'être étrangers dans un pays en guerre. Jim Carelli, né en 1993, a étudié l'histoire à l'Université du Luxembourg et à la Friedrich-Wilhelms Universität à Bonn de 2012 à 2017, études qu'il a terminées avec un master en histoire européenne contemporaine.

Le livre de 376 pages richement illustrées est disponible en librairie au prix de 29 euros ou peut être commandé en ligne sur www.land.lu, par téléphone 485757-32, courriel land@land.lu ou fax 496309.

